



Faculté des sciences économiques,  
sociales, politiques et de communication



École de communication

# MÉMOIRE – PROJET

## Les valeurs déontologiques des journalistes de guerre : retours d'expérience et réflexions

*Le journalisme de guerre en coulisse*

### ANNEXE

---

Auteur : Lucie Vandeleene

Promoteur : Benoît Grevisse

Année académique : 2023-2024

Master [120] en journalisme, à finalité spécialisée : « École de journalisme de Louvain »

**TABLE DES MATIÈRES**

INTERVIEW N°1 : THOMAS DECUPERE – RÉALISÉE LE 14 JUIN 2024 – LOUVAIN-  
LA-NEUVE..... - 2 -

INTERVIEW N°2 : ALICE DEBATIS - RÉALISÉE LE 19 JUIN 2024 – BRUXELLES –  
RTBF ..... - 13 -

INTERVIEW N°3 : PHILIPPE DE BOECK – RÉALISÉE LE 19 JUIN 2024 - BRUXELLES  
– LE SOIR ..... - 27 -

INTERVIEW N°4 : AURÉLIE DIDIER – RÉALISÉE LE 1 JUILLET 2024 – BRUXELLES  
– RTBF ..... - 62 -

INTERVIEW N°5 : VALENTIN DAUCHOT – RÉALISÉE LE 3 JUILLET 2024 –  
ETTERBEEK ..... - 74 -

INTERVIEW N°6 : GUILLAUME PTAK – RÉALISÉE LE 26 JUILLET 2024 –  
VISIOCONFÉRENCE EN DIRECT DE KIEV ..... - 96 -

INTERVIEW N°1 : THOMAS DECUPERE – RÉALISÉE LE 14 JUIN 2024 –  
LOUVAIN-LA-NEUVE

T : Je suis parti la première fois, le 5 mars 2022, et la deuxième fois, le 17 avril 2022.

L : Racontez-moi ce que vous avez fait depuis mars 2022.

T : Le conflit a éclaté en février 2022. Trois, quatre jours plus tard, en voyant l'ampleur du conflit et les flux de migrations de réfugiés qui essayaient de quitter l'Ukraine, la rédaction de RTL a décidé d'envoyer, d'abord, deux équipes dans les pays limitrophes. Donc une équipe en Pologne où ils ont été rejoindre la frontière ukrainienne pour faire des interviews, des images et des sujets où se trouvent des flux de réfugiés qui essaient de fuir l'Ukraine et une autre équipe en Roumanie pour faire la même chose. Très vite, la rédaction a voulu que les équipes tentent de rentrer en Ukraine. En effet, ils voyaient que les Russes avançaient assez rapidement en Ukraine, que Kiev commençait à être vraiment encerclée. La rédaction a donc essayé de faire rentrer les équipes en Ukraine. Mais les équipes étant parties là-bas en avion, ils ont dû louer des voitures de location et se sont vu refuser l'autorisation de rentrer en Ukraine. Il y a une loi qui indique qu'on ne peut pas rentrer avec une voiture de location dans des pays en guerre. Les équipes se sont donc retrouvées coincées. Au bout de deux ou trois jours, coincées à la frontière ukrainienne, les équipes ne savaient plus avancer. Une décision a donc été prise. Loïc Parmentier et moi-même avons été envoyés en Ukraine grâce à une voiture de RTL. Nous avons pu rejoindre Lviv qui est un peu le centre où tous les ukrainiens réfugiés se retrouvent. Nous avons donc pris une mini camionnette, notre équipement pour les pays de guerre : on a pris des gilets pare-balles, du carburant car nous ne savions pas du tout ce que nous allions trouver sur place, de la nourriture, de l'eau, un peu de matériel médical, des sacs de couchage, une tente. Nous avons roulé deux jours en traversant toute l'Allemagne, la Pologne pour rentrer en Ukraine par la frontière polonaise. Une fois arrivés à Lviv, on s'est rendu compte qu'on était assez safe. À partir de ce moment-là, on a eu une fixeuse sur place qui était une membre de l'alliance française. Elle était fixeuse et traductrice. Elle nous a donc emmenés dans tous les endroits importants pour nos reportages.

L : Et donc, en termes de sécurité, outre tout ce que vous aviez pris dans la camionnette, comment cela s'est passé ? Tout ce système autour de la sécurité et de l'accès à cette dernière ?

T : Lorsque nous sommes arrivés à Lviv, nous avons déjà la fixeuse. Elle nous a aidé à trouver un hôtel, car il était extrêmement difficile d'en trouver un dû au flot de réfugiés vers Lviv qui était énorme. Au niveau de la sécurité, nous avons eu des liens avec le service de presse de l'armée ukrainienne pour pouvoir rentrer dans le pays et avoir une accréditation militaire. Cela était assez important, car à chaque check-point, on nous demandait cette accréditation militaire et même si on l'avait, il y avait des endroits où on ne pouvait pas filmer. La plupart du temps, c'était devant les check-points et les barrages névralgiques hyper importants sur les grandes routes qui quittaient Lviv. Malgré cette accréditation militaire, nous étions très souvent mal vus. À chaque check-point, la voiture était fouillée dans le moindre recoin. Les mêmes questions revenaient en permanence. Du style : avez-vous des armes ? Avez-vous de la drogue ? Parlez-vous russe ? Ils étaient très méfiants, même si nous étions de la presse. Ce qui les inquiétait le plus, c'était l'espionnage. Une anecdote assez significative à ce niveau-là, c'est qu'un jour, nous allions faire un sujet à la gare de Lviv et filmer les flots de réfugiés qui arrivaient en train depuis toute l'Ukraine et surtout de l'est et de la ville de Kharkiv et nous nous étions garés un peu à l'extérieur, car devant la gare, c'était très compliqué. Il y avait beaucoup de flots de voitures qui s'en allaient, qui arrivaient, des bus... C'était vraiment compliqué, donc on se gare de l'autre côté de la gare et on doit marcher une vingtaine de minutes pour arriver devant la gare. Là, on est juste, Loïc, la fixeuse et moi. Loïc et la fixeuse marchent devant moi en discutant. Je marche derrière eux et je trouve que c'est sympa, il y a des graffitis, on passe au-dessus des rails et c'est assez graphique. De là, bêtement, comme un touriste, je sors mon téléphone et je commence à prendre des photos de ces graffitis. De là, sortis de nulle part, trois hommes armés m'ont attrapé par derrière et m'ont plaqué contre une rambarde en me demandant mes papiers. J'ai aussitôt sorti mon passeport, mon accréditation militaire et là, ils se sont calmés. En fait, ils ont cru que j'étais un espion russe et que j'étais en train de prendre des photos de la gare pour les renseignements russes. J'ai été braqué avec la kalachnikov. Les gars étaient très tendus et j'ai juste eu le temps d'appeler Loïc et heureusement, il m'a entendu, car on me disait de me taire. Loïc est arrivé avec la fixeuse et elle a pu faire la traduction et expliquer qu'on était des journalistes belges. Tout cela pour illustrer à quel point, ils étaient tendus au niveau de l'espionnage. C'était vraiment leur plus grand stress à tous ces soldats. C'étaient souvent des soldats qui faisaient partie de la garde civile et donc ce ne sont pas des militaires de carrière. Ce sont des agriculteurs, des plombiers, des chauffagistes qui n'ont pas du tout l'habitude de manier des armes. Ils ont eu une formation accélérée de quelques semaines et donc le plus grand danger venait de là. Les Russes, je n'en ai pas vu. Nous étions très loin de là-bas. Même au niveau des bombardements à Lviv, il y avait effectivement des alertes plusieurs

fois par jour et donc au début, c'est assez stressant, on se demande ce qu'il y a, on va se cacher et puis on se rend compte que la population locale ne va plus dans les abris à chaque alerte et que finalement la vie continue. Cela a été notre cas, à nous aussi. Les deux, trois premiers jours sont très stressants et puis on s'habitue. Lorsqu'il y a une alerte, on regarde à gauche, à droite, on regarde où on peut s'abriter au cas où (restaurant, sous-sol...) et puis s'il n'y a rien, on continue.

L : Vous êtes-vous imposés des limites ?

T : Première chose, il y a les limites que la rédaction nous fixe. C'était clair dès le début que nous n'allions pas nous retrouver sur la ligne de front. Ce n'est pas le but de RTL. France Télévision l'a très bien fait, les agences de presse avec des gars spécialisés le font très bien et on récupère ces images et il n'y a pas de problème. Donc ce n'était pas notre rôle avec nos petits moyens d'une télévision nationale belge d'aller sur une ligne de front. Il était hors de question qu'on le fasse et malgré ça, dans l'excitation du premier voyage, le rédacteur en chef de l'époque, Philippe Roussel, nous a contacté en nous disant que ça faisait trois jours qu'on faisait des sujets à Lviv, on a compris le truc. Est-ce que vous n'iriez pas jusqu'à Kiev ? La question s'est posée dans l'excitation du moment. Loïc et moi en avons beaucoup discuté à ce moment-là. On s'est dit ok, mais on veut une sécurité. On souhaitait un agent de sécurité qui puisse nous dire ok là-bas, c'est safe. Nous voulions également un chauffeur et quelqu'un qui puisse s'occuper de la logistique, c'est-à-dire de nous trouver un endroit pour dormir la nuit, où on puisse recharger nos batteries, où on puisse manger, etc. On a expliqué cela à Philippe Roussel, qui s'est renseigné et nous a dit que cela n'était pas possible.

L : Était-ce un manque de moyens qui vous a empêché d'aller vraiment au front ?

T : Oui et je pense avec le recul que cela n'était pas notre rôle. Nous ne sommes pas formés pour aller en terrain de guerre. C'est une mission sur base volontaire. RTL et partout dans les grandes télévisions, on ne va imposer cela. Et puis, il y a la limite qu'on se met par rapport à la famille. J'ai une femme et deux petites filles en bas âge. Donc il y a vraiment une discussion en famille avant d'aller dans des pays en guerre. C'est important aussi de suivre l'actualité pour savoir ce qui se passe sur place.

L : Le prisme de l'image a-t-il un impact sur votre travail ?

T : Question difficile. Je pense que oui, mais cela est une particularité de RTL. Le but de RTL est de se raccrocher à l'humain. Nous avons trouvé des témoignages fort permettant toujours de se raccrocher à l'humain. Je pense que dans des pays en guerre comme celui-là, l'image est tellement forte qu'elle parle d'elle-même. Je ne pense pas qu'il y ait une plus-value à la belle image dans ce cas-là. On a envie de tout montrer tellement ce qu'on voit sort de l'ordinaire.

L : Justement, cette envie de tout montrer n'est pas possible fatalement, mais donc comment arrive-t-on à choisir le point qui fera le mieux comprendre à ceux qui n'ont pas vu, vécu, ce qu'est la guerre justement, même si elle se trouve loin de nous ?

T : Je pense que ça s'impose à soi-même aussi. C'est en fonction de là où on est, là où on se trouve. En fonction également des renseignements qu'on trouve, des discussions avec les gens. Tout part de la discussion qu'on a avec la personne. Que s'est-il passé chez vous ? Où cela s'est-il passé ? Etc. En fait, quand on arrive dans des pays comme ça, les gens sont heureux de nous voir parce qu'on transmet leur histoire et très vite vont nous dire : « Venez voir ma maison ». Le deuxième voyage où on a été à Kiev, les Russes avaient quitté le territoire. Deux semaines après les images atroces des cadavres à Boutcha, on rentre dans Kiev par cette même route où les cadavres jonchaient le sol deux semaines auparavant et avant d'arriver à Boutcha, on passe par une ville qui s'appelle Borodyanka et là, on arrive sur la place centrale de la petite ville et ce sont des immeubles entiers tout autour qui sont éventrés, calcinés. Un moment, on se promène dans les alentours et on avait un deuxième caméraman avec nous, Maxime Simon, qui lui est en train de faire des images de drone tout autour. Pendant ce temps-là, Loïc et moi, on marche et on voit des gravats partout et au milieu de ces gravats, on voit une petite dame qui nous explique que deux semaines auparavant, les Russes ont attaqué les immeubles juste derrière sa maison. La moitié d'un immeuble était tombée sur sa maison. Heureusement, elle n'était pas dedans au moment des faits. Elle était en train de ramasser les jeux de ses petits enfants dans les gravats et c'était vraiment la seule chose qui l'intéressait. Quand on se retrouve face à une image pareille, on sort la caméra et on filme. Ça vient tout seul finalement.

L : Le choix s'impose sur le moment, alors ?

T : Oui, le choix s'impose par les rencontres, par les opportunités. Pour autant, quand on est en tournage classique en Belgique, il faut se casser la tête pour trouver de l'image et un sens, alors que dans des pays comme l'Ukraine, ça vient tout seul.

L : Selon vous, c'est comme cela que l'on raconte le mieux la guerre, par ces échanges avec les gens, les civils ?

T : Tout à fait, les communications de Zelenski, on peut les obtenir par les agences de presse, on sait les traiter depuis Bruxelles. C'est ce que l'on fait en général. Tout cela arrive naturellement dans les rédactions. Il n'y a pas besoin d'aller chercher l'information, c'est très simple à traiter. Et ce, depuis partout dans le monde, on peut traiter l'actualité internationale facilement. Ce qui manque souvent, ce sont les témoignages des gens. Finalement, qui regarde l'information, qui sont les destinataires finaux de l'information ? Ce sont aussi des gens. Ce qui parle le plus aux gens, ce sont les témoignages d'autres gens. Autant une ONG ou son responsable peuvent parler, cela peut paraître très grave. Pour un président d'un pays, cela peut paraître très important. Mais il n'y a rien de plus impliquant qu'un être humain qui parle à un autre être humain, c'est la base. On s'identifie aux gens, on ne peut pas s'empêcher de se dire que la grand-mère qui cherchait les jouets des enfants, toutes les grand-mères de Belgique s'y sont vu. Je pense que c'est vraiment comme ça qu'on peut se faire rendre compte aux gens de ce qu'est l'horreur d'une guerre.

L : En parlant de l'humain, est-ce que ce fut difficile de gérer le point de vue humain par rapport au professionnel ? Ce lien entre ce que vous avez ressenti et le fait de devoir rester professionnel pour ne pas rentrer à chaque fois dans le sensationnalisme ?

T : L'avantage d'être caméraman dans ce genre de situation, c'est d'avoir le filtre de la caméra. Moi, l'Ukraine en guerre, je l'ai vécu à travers l'ocilleton de ma caméra. C'était presque comme si je regardais la télévision, quasiment. Ça fait un filtre très fort. J'ai l'œil dans mon ocilleton de caméra, je suis concentré sur mon image, mon cadre, mon exposition, plein de choses, ce que les personnes disent aussi pour pouvoir retenir et, par après, filmer mes plans de coupe et pouvoir construire un reportage. C'est vraiment le soir en rentrant à l'hôtel avec mes collègues qu'il y a tout qui sort. Ou même en quittant un endroit en voiture, on réalise ce que l'on vient de vivre. Ce qui est très important à ce moment-là, c'est d'en discuter entre nous. Comment on l'a ressenti, est-ce que ça t'a touché, était-ce bien crédible ? Je pense que c'est vraiment plus facile en tant que caméraman parce qu'on a ce filtre. cet espèce de mur de l'image qui fait qu'on reste témoin de ce qui se passe, on n'y est pas vraiment impliqué. Par contre, le moment où on pose la caméra pour aider quelqu'un qui pousse une brouette et qu'elle n'y arrive pas, c'est à ce moment qu'on réalise où on est, ce que l'on fait et que ça pourrait nous arriver.

L : Et ce filtre de la caméra, est-ce que cela a aidé le journaliste avec qui vous travaillez ? Cela l'a aidé aussi à se tempérer de sa propre émotion par rapport à son travail ? Est-ce que c'était une sorte de boussole ?

T : Pas vraiment. Loïc Parmentier est un journaliste très expérimenté de la rédaction et je pense que le filtre du journaliste, c'est de toujours réfléchir à l'avance. De se dire, j'ai ce témoignage. C'est une déformation de tous les journalistes télé, d'enregistrer un témoignage, mais en même temps de faire des points IN et des points OUT dans sa tête. De penser que telle ou telle partie est super, que celle-là pourrait être utilisée, etc. Je pense que c'est ça qui aide le journaliste à prendre du recul dans l'histoire. Au moment des interviews, on est déjà en train de construire le sujet. On est en plus dans un timing très serré avec la télévision. On a une édition à 19 h, il faut rendre quelque chose avant 19 h. On est toujours en train de réfléchir un coup en avance. En enregistrant un témoignage, on pense déjà à ce que l'on va faire après, à voir si l'on a assez de matière à mettre dans le reportage. Et selon moi, le filtre du journaliste se trouve davantage là-dedans que pour moi dans l'image. Ça ne les empêche pas de vivre le moment présent et d'être très attentif en interview, mais plutôt à être et à rester professionnels. C'est vraiment le fait d'arriver à rester professionnel qui aide à ne pas tomber dans la déprime.

L : Et à rester le plus honnête aussi ? Je suppose que l'on se pose la question en revenant à la rédaction de « Est-ce que l'on a été assez honnête, réel ou est-ce que l'on a touché la réalité différemment ? ». Est-ce que cela a aussi été discuté ?

T : Pas vraiment, c'est la base de la déontologie journalistique. On travaille de la même façon en Belgique qu'en Ukraine. Ce qui a été compliqué en Ukraine lors de notre deuxième voyage. Dans la banlieue de Kiev, on avait un fixeur ukrainien, ancien militaire. Il était très investi par la cause ukrainienne et était devenu très antirusse. Il avait travaillé une partie de sa vie en Russie. On s'est rendu compte que quand il faisait des traductions de nos interviews, il avait tendance à téléguider les témoins. Ce fut un vrai problème et à un moment, j'ai dû mettre les choses à plat. Je vais donner un exemple. On était en train de filmer une famille à la gare de Kiev qui rentrait. Ils étaient allés en Allemagne, je pense. Ils rentraient pour voir l'ampleur des dégâts. On les a accompagnés dans leur maison de campagne, près de Kiev. C'était la première fois qu'ils retournaient dans leur village et leur maison. On a découvert avec eux leur maison complètement saccagée, qui avait été squattée par des militaires russes. Ils avaient déchiré tous les coussins. La maison était sans dessus dessous. Il y avait des impacts de balles un peu partout

parce qu'ils s'étaient retranchés dans la maison. En plus de cela, ils avaient noté « mort aux Ukrainiens » sur les murs, la maison était vraiment saccagée. On se retrouve dans cette maison, je suis la jeune fille de la famille qui devait avoir une vingtaine d'années à travers toute la maison. Elle nous explique où était sa chambre, le bureau où elle étudiait. Le fixeur nous traduisait tout cela en direct. À un moment, le fixeur ramasse un livre par terre, le donne à la jeune fille et commence à expliquer quelque chose. La jeune fille se retourne vers la caméra et commence à expliquer quelque chose en ukrainien. Là, le fixeur s'énerve en lui disant autre chose et la jeune fille se retourne vers la caméra, s'énerve encore plus face à la caméra. On comprend directement que c'est le fixeur qui lui dicte quoi dire, qu'elle doit être énervée et dire « mort aux Russes ». À ce moment, on a posé la caméra et les micros et on a dit à notre fixeur que ce n'était pas possible. Ça, c'est le côté compliqué quand on se retrouve dans un pays en guerre. Il y a des gens qui font de la propagande, ils sont dans l'émotion. Nous, on arrive et naturellement, on est plus pro-ukrainien que prorusse. C'est notre nature occidentale, on ne peut pas le cacher, même si on essaye de rester le plus neutre possible. La neutralité journalistique, ça n'existe pas, on fait tous avec nos bagages et notre culture. Mais là, c'était vraiment aller dans l'autre sens, c'était hors de questions. On n'a jamais diffusé ces images-là, car il était hors de question d'aller dans la propagande inverse à ce point-là. Ce n'est pas du tout notre rôle. C'était hyper important pour Loïc et moi.

L : On parle de propagande, la neutralité journalistique qui n'existe pas, car on part tous avec un vécu et un bagage, est-ce que c'était une facilité d'être belge ou européen ? Est-ce que cela a joué un peu dans cet accueil que vous avez eu en vous arrêtant sur le bord de la route pour parler à quelqu'un, par exemple ?

T : Je pense vraiment que cela a aidé. On a rencontré des gens par hasard, notamment le voisin de cette famille avec qui on a découvert la maison saccagée, Anatolie, avec un témoignage très sympa. Il nous disait qu'il était resté pendant toute la durée de l'occupation russe, enfermé dans sa maison. Il a été un peu maltraité par les militaires russes. Il nous disait que sa femme et sa fille sont en Belgique, comme nous qui venons de là-bas. Il nous a donné les coordonnées et une lettre à leur transmettre, ce que nous avons fait en rentrant. En voyant que nous étions d'Europe, les gens étaient très contents de nous voir. C'est le rêve de beaucoup d'Ukrainiens de rejoindre l'Europe. Ils espèrent que leur histoire et ce qu'il se passe dans leur pays soit montré au plus grand monde. C'est souvent comme ça quand on arrive dans un pays qui est soit en catastrophe naturelle, soit dans un conflit de guerre. Les gens sont contents de voir arriver la

presse. Je reprends l'exemple du Maroc, même si je n'y ai pas été, comme certains de mes collègues, pendant les tremblements de terre de l'année passée, les gens sont super heureux de voir la presse arriver. C'est encore un des seuls moments où les gens sont contents de voir la presse arriver.

L : Cela, vous l'avez vraiment ressenti ?

T : Oui, à chaque fois. Je n'ai pas réellement ressenti de méfiance, à part la fois où je me suis fait plaquer contre le mur par la garde civile. Il y a aussi un autre moment où nous étions dans le centre de Kiev, on filmait une séquence avec un militaire qu'on avait déjà vu lors du premier voyage. Pardon, je me trompe, je reprends. Lors de notre voyage à Lviv, on a rencontré un bénévole à la gare qui aidait des familles à se retrouver, à trouver un logement, à savoir quel train ils devaient prendre pour aller en Pologne. Le gars parlait français et il nous a entendus dans la file parler en français également. Il est venu vers nous en nous demandant d'où nous venions. On l'a finalement mis dans notre reportage, on l'a suivi dans son job de bénévole pour voir comment cela se passait dans la gare. Il était hyper touchant. On lui a demandé à un moment où était sa famille et il nous a répondu qu'il avait un petit garçon et que sa famille est en Allemagne. L'émotion l'a submergé et c'était un moment très touchant de voir ce grand gaillard, très fort, très instruit, d'être dans la même situation que les réfugiés qu'il aidait. Un mois plus tard, en revenant en Ukraine, on reprend contact avec lui. Il avait informé Loïc qu'il s'était engagé dans l'armée, qu'il était devenu sergent. Il nous a dit que nous pouvions venir. On se rend compte qu'il a le bras hyper long, qu'il arrive à nous avoir des trucs de fou. On fait une séquence avec lui sur une place où il y a tous les ministères. On veut faire une image de drone où on le voit s'en aller vers le centre de Kiev. On lance le drone et trois militaires arrivent et essaient de nous arracher le drone des mains, essaient de voir les images. De nouveau, un stress de l'espionnage en fait. Notre contact sort une première carte de militaire en disant qu'il nous connaît, mais les trois militaires réclament malgré tout le drone, ce qu'il refuse. Finalement, il sort une deuxième puis une troisième carte et je vois la tête des militaires qui changent complètement et ils rendent le drone. On s'est rendu compte qu'il était tellement monté en grade dans l'armée qu'il était dans les services secrets.

L : C'est bien de voir qu'avec un accueil apprécié d'une personne qui évolue, ça vous donne un accès incroyable.

T : D'ailleurs, deux jours plus tard, le téléphone sonne avec un numéro ukrainien. Ce sont deux femmes qui nous disent que nous avons été contrôlés par les militaires avec un drone, est-ce qu'elles peuvent venir nous voir à notre hôtel. En fait, on a juste vérifié que nous étions bien journalistes, que nous venions bien de Belgique en vérifiant nos passeports. Ils nous ont posé beaucoup de questions sur notre personne de contact pour savoir si nous étions des Russes infiltrés. C'était vraiment très tendu. Et de nouveau, en disant que nous étions belges, les deux dames nous ont proposé de les appeler en cas de besoins, pour prendre d'autres images en drone, mais en les prévenant avant, par crainte de l'espionnage. Même dans les plus hautes instances ukrainiennes, ils étaient assez contents de savoir que le conflit était suivi. Je pense que c'est le conflit le plus médiatisé, car la propagande a un rôle particulièrement important. Quand on voit le président Zelensky et ses vidéos de lui dans la ville, c'est hallucinant. Je pense que l'on n'a jamais vu un conflit avec des images qui ont autant d'importance.

L : Vous avez parfois été influencé par ces gens qui avaient tellement envie de transmettre tout ce qu'ils avaient à dire ou au contraire, vous avez su garder de la distance ?

T : C'est sûr. Les gens avaient des messages à faire passer et on leur laisse passer leur message au travers de la caméra. Quand les gens viennent et nous disent : « Venez voir, c'est ici que j'ai trouvé mon fils enterré », « j'ai retrouvé mon fils ici avec une balle dans la tête » ou même « les mains liées », on le filme. Au montage, on arrive à faire le filtre pour essayer de rester le plus neutre possible.

L : Ce genre de choses, cela peut vite influencer une opinion à plus grande échelle

T : Absolument, mais notre rôle à nous n'est pas de faire de la propagande. C'est compliqué et on est toujours un peu sur le fil. Il y a la barrière de la langue quand on est sur place. Pour recouper les informations, ce n'est pas évident. Si une personne nous dit que c'est ici que son fils a été d'une balle par les Russes, je ne suis pas expert en balistique pour dire que c'est une arme russe qui a tué son fils, qu'il avait bien les mains liées ou autre. Ça devient compliqué. Donc, on préfère être plus prudent quand on fait le montage que de diffuser de fausses informations.

L : Vous parliez des drones, de l'espionnage. Il y avait une polémique comme quoi les drones étaient aussi des armes. Est-ce que ça a été quelque chose de difficile à gérer au quotidien ? Est-ce que toutes les images devaient être déclarées ?

T : Il n'y a jamais eu de problèmes avec la caméra. Ils nous demandaient simplement de ne pas filmer les points stratégiques. Par exemple, on a été à Kiev pour filmer un bureau de recrutement pour la garde nationale, donc des civils qui venaient s' enrôler dans l' armée. J' avais un militaire en permanence avec moi, qui a encore regardé toutes les images par après. C' était la seule condition. Ils ne voulaient pas qu' on puisse reconnaître le lieu, c' était pour cela qu' ils regardaient les images. On pouvait interviewer qui on voulait dans la file, sans aucun contrôle. On n' a pas pu filmer à l' intérieur, on n' a pas pu filmer de recruteurs, mais les gens qui faisaient la file dehors, on avait carte blanche. Le militaire n' a jamais fait de remarque ou n' a jamais repris un témoin et ses paroles. Il a juste regardé les images en accéléré pour être sûr qu' on ne puisse pas reconnaître l' endroit. Ils avaient peur que si l' on pouvait reconnaître l' endroit, l' endroit se fasse bombarder.

L : Est-ce que vous vous êtes senti observé ?

T : On a peut-être été suivi par les services secrets ukrainiens, ou par des espions russes. C' est possible, mais on ne l' a jamais ressenti. Il n' y a jamais de moments où l' on s' est senti en insécurité. On a entendu un coup de feu lors du voyage et c' était dans la rue, à notre hôtel. On a vu une explosion, on était en train de tourner sur les hauteurs de Kiev, avec une vue très dégagée, on voyait facilement à cinquante kilomètres. On a vu un panache de fumée de l' autre côté de la ville, ça devait être à trente ou quarante kilomètres de la ville. Ce qui est bizarre quand on est dans des pays comme ceux-là, c' est que la vie continue. Il y a des enfants qui jouent dans la rue, des mamans qui promènent leurs bébés dans des poussettes sur la place de Lviv. Dans ces moment-là, le seul moyen de savoir que l' on est dans un pays en guerre, c' est qu' il y a des sacs de sables un peu partout avec des contrôles. Il y a plus de militaires dans les rues. Mais finalement, on a aussi des militaires dans les rues de Bruxelles ou de Paris. Les restaurants sont ouverts, il y a de la musique et tout d' un coup, il y a une sirène qui retentit et c' est ce qui nous rappelle à la réalité.

L : Cette ambiance, c' est quelque chose qui vous a marqué personnellement ?

T : C' est très perturbant au début. Quand on arrive dans le pays, ce que l' on a comme idée, c' est un pays en guerre que l' on voit via les agences de presse, par CNN, BBC. Ce sont des images de guerre, du front. Et quand on arrive, on voit des enfants dans la rue, les magasins sont ouverts, les supermarchés sont achalandés. C' est assez perturbant.

L : Quel est votre souvenir le plus symbolique de cette expérience de vie, que vous avez vécu durant ces voyages ?

T : Je vais faire le parallèle entre les pays en guerre et les pays qui ont subi de grosses catastrophes naturelles parce que c'est un peu la même chose : c'est la solidarité entre les gens. C'est le plus beau et le plus marquant. Des choses horribles, on en a vu. Je pense aux odeurs de cadavres quand on se promenait au coin d'un immeuble effondré, ça se sent et je m'en souviens. N'importe qui, qui sent l'odeur d'un cadavre qui brûle, on s'en souvient. Je suis de nature plutôt optimiste et joyeuse, donc je retiens principalement la solidarité des gens. Par exemple, dans ce petit village avec la famille qui retrouvait sa maison, c'était la solidarité entre les voisins. On a été voir une église orthodoxe qui rassemblait des vivres pour les gens, avec des gens qui apportaient des vivres, des légumes de leur jardin, des boîtes de conserve... On a été filmé aussi dans les centres d'aide internationale. Ce sont des usines, des choses gigantesques avec des amas de vêtements et de médicaments, ça fait chaud au cœur.

L : Et au niveau humain, cela vous a aussi enrichi ? Et au niveau professionnel, qu'en avez-vous retiré pour vos valeurs journalistiques, déontologiques ?

T : En tant que caméraman, le boulot est le même, raconter une histoire par l'image. Je pense que c'est plutôt humainement que l'on en retire quelque chose. On se rend compte de la chance que l'on a d'être en Belgique, dans un pays en paix, mes enfants sont en sécurité, on ne se fait pas bombarder. En tant que professionnel, non. Loïc et moi nous nous sommes déjà dits que l'on se sentait parfois plus en insécurité en Belgique qu'en Ukraine en travaillant. J'ai couvert par exemple des manifestations de gilets jaunes, je me sentais plus en insécurité qu'en Ukraine. Je me suis d'ailleurs fait agresser dans ces manifestations-là alors que je ne me suis jamais fait agresser en Ukraine.

L : On arrive à la fin de la question, avez-vous autre chose à ajouter sur les valeurs déontologiques ? Selon vous, pourriez-vous répondre que vous arrivez à conserver ces valeurs avec ce que vous faites ici ?

T : Je pense qu'au niveau de la déontologie, ça ne change rien que l'on soit ici ou dans le pays en guerre. C'est tout aussi important des deux côtés. Ça doit rester un réflexe. Il sera le même que ce soit en Belgique ou dans un pays en guerre. Le côté du pays en guerre est parfois compliqué, car il y a la barrière de la langue, donc on veut être sûr que le traducteur a bien

traduit ce que l'on voulait. A-t-il traduit en rajoutant son prisme à lui ? C'est ce qui est le plus compliqué. Ce sont des expériences qui restent très excitantes, je suis quelqu'un qui a toujours aimé l'adrénaline. Quand on arrive dans un pays que l'on ne connaît pas, qui en plus est en guerre, il y a quelque chose d'électrisant. On le sent, dès qu'on décompresse, ce sont de grands moments de discussions. On ne voit pas le temps passer.

L : Comment faites-vous pour contrôler ce point ? Y a-t-il quelqu'un qui s'assure que vous pouvez vous fier au traducteur ou non ?

T : Malheureusement non, mais on a aujourd'hui des outils comme Google Translate ou Deepl que j'utilise parfois pendant le montage pour être sûr que tout correspond bien, si l'on a le moindre doute. Ce n'est malgré tout pas une façon sûre et certaine. Ça se joue énormément à la confiance avec les fixeurs et les traducteurs. Ce n'est pas évident et malheureusement, il n'y a personne dans les rédactions qui va écouter nos rushes et s'assurer des traductions. Dans le timing de la télé, ce n'est pas possible.

L : Même si certains réutilisent de temps en temps vos images ? Ils font confiance à leur collègue ?

T : Peut-être que si les images sont réutilisées, ils vont les faire retraduire. Ce serait envisageable.

L : Suivez-vous encore ce qui se passe ?

T : De loin. J'ai encore des contacts avec notre deuxième fixeur qui nous envoie des photos, des vidéos sur WhatsApp. Ce qu'il envoie, ça reste beaucoup de propagande. On les regarde avec beaucoup de recul. On est obligé de jouer le jeu de la propagande quand on est là-bas et qu'on passe un point de contrôle où les militaires crient : « Gloire à l'Ukraine », on se sent obligé de répondre à cela, même si on ne le pense pas. Sinon, ça risque de mal se passer. Mais jamais, on ne verra à la télé un journaliste crier « gloire à l'Ukraine » dans son duplex. C'est le jeu de se fondre dans le paysage.

INTERVIEW N°2 : ALICE DEBATIS - RÉALISÉE LE 19 JUIN 2024 – BRUXELLES  
– RTBF

L : J'aimerais savoir, pour rentrer dans le sujet, que vous me racontiez ce que vous avez fait sur le sujet du dossier de la guerre en Ukraine. Depuis février 2022, qu'est-ce que vous avez fait et comment se sont passés vos voyages ?

A : Alors, vaste question. Je suis partie trois fois en Ukraine. Et mon premier voyage en Ukraine, c'était le 23 février 2022. Donc, en fait, la veille de l'annonce de l'invasion russe en Ukraine. Donc, je suis partie avec une collègue, Catherine. Et on a atterri à Kiev à 22h le 23 février. Et à 4h du matin, le lendemain, la guerre a été déclarée. Donc, on est vraiment arrivées pour le début de la guerre. On sentait ici à la rédaction qu'il y avait une possibilité d'attaque plus importante encore. Puisque le conflit commençait vraiment à se réchauffer. Donc, on est parties sans vraiment savoir à quoi on s'exposait une fois arrivées là-bas. Mais de là à dire que la Russie allait envahir l'Ukraine. Voilà. Donc, le 24 février, on s'est réveillées à Kiev, sur la place Maïdan, qui est au centre de la capitale. Et on a entendu les premières explosions. Donc là, on a été en contact directement avec la rédaction. Qui nous a demandé, moi je travaillais pour la radio, Catherine travaillait pour la télé. Donc, qui nous a d'abord demandé de faire des billets pour la radio, pour la matinale. Et puis ensuite, à Catherine de faire plusieurs directs. Notamment pour une spéciale et puis pour le JT. Donc, ça a été une première arrivée dans le pays assez intense. Après, on est restées 3 jours à Kiev. On a un peu accompagné la population dans les métros. On a fait quelques petits sujets comme ça. On a essayé de faire des sonores en radio. J'ai rencontré des personnes qui allaient s'enrôler dans l'armée. C'était vraiment le tout début. Donc, il y avait aussi tout ce mouvement de civils vers l'ouest, vers Lviv. Donc, on a essayé d'expliquer depuis la capitale, comment les Ukrainiens vivaient cet événement à travers ces différents angles. Et ensuite, on a quitté la capitale. Trois jours plus tard, avec des journalistes français. On a pris une voiture tous ensemble, avec un chauffeur. Et on est retournées vers Lviv. Parce qu'il se fait que la situation avait changé à un point tel qu'il fallait avoir un certain type de matériel qu'on n'avait pas en partant. La situation évoluait extrêmement vite. À l'époque, on ne savait pas si les Russes allaient parvenir ou pas à rentrer dans la capitale. On n'avait pas énormément de nourriture non plus. Or, à ce moment-là, les restaurants avaient fermé la plupart. Les magasins étaient vides. Ou en tout cas, il y avait peu de nourriture. Donc voilà, il fallait une nouvelle équipe plus équipée qui pourrait faire face à ces nouveaux éléments. Et donc, nous, on est retournées sur Lviv. Et ensuite, on a passé la frontière en Pologne. Et on est rentrées à Bruxelles. Donc ça, c'était notre premier déplacement. Mon premier déplacement en Ukraine. Donc, vraiment dans le vif du sujet. Ensuite, je suis partie une deuxième fois. C'était en juin de l'année dernière. Dans la perspective d'une contre-offensive ukrainienne. Et là, on est

parties avec un dispositif tout autre. Donc, on a une voiture qui est garée à Varsovie. Avec tout l'équipement nécessaire à l'intérieur. Que ce soit de la nourriture lyophilisée, des jerrycans, des gilets pare-balles, des casques, etc. Donc, tout ce qui est nécessaire pour ce type de terrain. On prend la voiture, on traverse la frontière et on arrive en Ukraine. Et là, à ce moment-là, pour ce type de déplacement, il y a un journaliste télé avec son caméraman. Un journaliste radio avec son ingénieur son et un fixeur. Et on reste tous les cinq ensemble. Donc, on a traversé la frontière. Et là, on est partis pour dix jours de reportage. On réalise un sujet à Lviv sur les soldats amputés qui reçoivent des premières aides pour essayer d'apprendre à marcher à nouveau avec des prothèses qu'ils fabriquent aussi sur place. Donc, on a pu à la fois voir la fabrication des prothèses, voir les exercices, et rencontrer ces hommes qui sont tous très jeunes et déjà amputés. Ça va vraiment être un pays de personnes amputées. Puis, on est partis à Dnipro. Là, on a juste dormi. Puis après, on a été à Pavlohrad, où on a suivi le travail d'ambulanciers. Leur rôle, c'est d'aller récupérer des blessés qui viennent du front et de les ramener dans des centres hospitaliers à Dnipro. Et donc là, on a attendu toute la journée avec eux. Ils ont souvent fait des appels le soir, parce que c'est plus facile en termes de sécurité, la nuit. Et donc, on les a accompagnés avec eux dans le Donbass, assez proche du front. En fait, il y a un système de trois lignes pour les blessés. Il y a le front, un premier check hospitalier, où ils font les premiers garrots, puis un second, et puis un troisième. Nous, c'est au troisième qu'on les a retrouvés. Puis, on a été à Sumy. C'est tout près de la frontière russe, mais à l'époque, ce n'était pas près du front. Et là, c'était pour voir comment l'armée ukrainienne travaillait pour former les nouvelles recrues. On a assisté à des exercices à balles réelles. Ils essaient vraiment de reconstituer toute l'atmosphère des combats pour que les hommes soient le plus près possible, psychologiquement et physiquement, parce que c'est aussi hyper demandant d'avoir tout ce matos. Après, on est rentré à Kiev, on a dormi, puis on est rentré en Belgique. Et le troisième sujet, je l'ai fait à l'occasion des deux ans de la guerre en Ukraine. Donc je te dis, habituellement, on part avec cette voiture, c'est un peu notre point de repère. C'est la manière dont on a décidé de se déplacer comme ça dans le pays. C'est la manière la plus sûre de pouvoir se déplacer. Et cette fois-ci, j'ai proposé de faire un sujet sur les trains. En fait, les trains fonctionnent depuis le début de la guerre. Ils permettent le transport des armes, de la nourriture, des civils, des chefs d'État. Quand les chefs d'État viennent en visite voir Volodymyr Zelensky, ils prennent le train. Donc c'était l'idée de montrer ce que les chemins de fer ukrainiens permettaient encore de réaliser en Ukraine. Donc on a pris le train avec un caméraman, on est arrivés à la frontière polonaise. On a pris le train à la frontière polonaise. On a été jusqu'à Kiev. On a dormi deux nuits à Kiev. Et puis après, on a repris un train pendant une nuit. On a rencontré des militaires,

mais on a aussi rencontré des civils qui font parfois leurs retours. Même les gens qui vivent en guerre ont besoin parfois de vacances. Donc il y a des personnes qui quittent Kiev, qui vont passer quelques jours en Pologne pour avoir un peu, une sorte de pause, faire un city trip. On a rencontré des parents qui allaient faire des city trips avec leurs enfants. Une maman aussi qui a participé avec sa fille à un concours de piano. Voilà, donc c'est ça qui est vraiment touchant, c'est qu'il y a la guerre mais que la vie continue. C'était aussi le récit qu'on avait envie de porter.

L : Dans tous ces sujets, vous avez beaucoup parlé de cette voiture qui était votre point de chute. Quels ont été, toutes les choses qui ont été mises en place pour votre sécurité ? Est-ce que, finalement, vous vous êtes sentie en sécurité en terrain de guerre, en tant que journaliste ?

A : Alors, la première fois, comme on a tous été pris de court, on n'était pas outillées comme il aurait fallu. En tout cas, par exemple, notre traductrice, elle a fui Kiev le jour de l'invasion, donc on ne pouvait plus la solliciter. Mais évidemment, très rapidement, et puis même déjà à ce moment-là, on a pu compter sur la rédaction pour mettre en place des choses à distance et pouvoir être évacuées. Donc voilà, on a pu très rapidement avoir un procédé qui nous a permis de travailler, je dirais, pas en sécurité, parce que, en tout cas, pour limiter les risques. Et puis, évidemment, maintenant, on a un procédé hyper clair. Donc, comme je te disais. Il y a cette voiture qui nous attend à Varsovie. C'est le choix qu'a fait la rédaction d'avoir une voiture où tout se trouve à l'intérieur. Ça veut dire qu'on peut être indépendant, qu'on peut vraiment choisir où on va. Et à l'intérieur, il y a vraiment tout ce qu'il faut pour faire face à n'importe quelle situation. On peut se retrouver à devoir dormir dans la voiture ou dormir dehors ou dormir par terre, ce qui est plus probable, dormir par terre dans un sous-sol, une cave, un abri. Donc, on a la nourriture, on a évidemment tout ce qui est gilets pare-balles, les casques. Et moi, par exemple, j'ai aussi suivi une formation qui s'appelle formation Est. Et pendant une semaine, c'est une formation qui est donnée en Allemagne. On est entraînés avec, ça peut être des personnes avec des militaires, mais aussi des caméramans qui ont fait beaucoup de terrains de guerre, qui nous donnent tous les bons réflexes à avoir, que ce soit d'un point de vue médical, mais aussi d'évaluation du risque, des dangers, mais aussi connaître les armes, connaître à quoi ressemble une mine anti-personnel, savoir à quoi ça ressemble, parce qu'on voit parfois certaines photos, c'est tout petit et en plastique. On pourrait même croire à presque un jeu pour enfants. Donc, c'est toute cette formation-là aussi qu'il est nécessaire d'avoir avant d'arriver sur ce type de terrain. Je pense que, pour pouvoir bien couvrir un terrain de guerre, il faut avoir une

préparation importante, savoir où on met les pieds, à quoi ressemblent les éventuels pièges qu'il faut éviter.

L : Surtout que, vous, c'était votre première fois en terrain de guerre, vous n'aviez pas fait d'autres pays où c'était votre première expérience. Est-ce que ça aussi, ça a joué dans votre manière de transmettre l'information, cette jeunesse, si je peux dire, dans le terrain de guerre ?

A : Je ne sais pas, je ne suis pas capable de dire si ma jeunesse a un impact sur la couverture. En tout cas, je pense qu'à travers tous nos différents profils, on jette tous un regard différent et c'est ça qui est intéressant dans notre équipe, c'est qu'on a tous des profils différents et qu'il y a régulièrement des tournantes par rapport aux missions en Ukraine. Je pense qu'on a tous aussi des sujets qui nous interpellent, des manières de le raconter. C'est vrai que d'avoir eu l'opportunité de travailler sur ce type de terrain, ça m'a donné envie d'y retourner.

L : Pour développer votre pratique ou parce que vous avez été particulièrement touchée d'un point de vue humain, avant tout, quel est ce besoin ?

A : Les accès, c'est vrai, sont très compliqués. En tout cas, ce que nos correspondants permanents nous expliquent, c'est qu'accéder au front, par exemple, vraiment la ligne de front, c'est extrêmement compliqué. Très peu de journalistes y parviennent, en réalité. Ils ont différents checkpoints. Il y a la ligne de front, puis il y a différents checkpoints espacés de peut-être cinq ou dix kilomètres. Selon les autorisations qu'on a, on peut franchir certains checkpoints, mais à un certain moment, l'armée vous arrête. C'est effectivement une difficulté d'accéder au terrain qui est justifiée par des dimensions stratégiques et sécuritaires. Sécuritaires pour les journalistes et stratégiques pour les militaires puisque, effectivement, en Ukraine, on est en guerre et on peut peut-être considérer que les journalistes peuvent révéler des informations sensibles. Donc, effectivement, l'accès au terrain n'est pas toujours facile. Nous, dans nos reportages, je réfléchis, il y a certains sujets qu'on n'a pas pu réaliser. Mais, par exemple, on a eu des contacts avec l'armée ukrainienne qui nous a fait assister à ces exercices militaires. Là, souvent aussi, ce qu'on nous demande, c'est de ne pas filmer des lieux qui pourraient donner une indication du lieu où ça se trouve. Donc, on pouvait dire que c'était dans la région de Soumis, mais on ne pouvait pas spécifier exactement où, à combien de kilomètres, etc. Donc, oui, l'accès au terrain, l'accès à l'information est crucial.

L : C'était la principale limite dans votre travail ?

A : À ce moment-là, oui.

L : Comment on arrive à recouper les sources lorsqu'il y a initialement une forte manipulation de l'information ?

A : Tu l'as dit, il faut recouper le plus possible, s'appuyer sur des sources fiables. Alors, il y a une personne dont on n'a pas encore parlé en terrain de guerre et qui est super importante, c'est le fixeur ou la fixeuse. Il faut aussi connaître bien le profil de son fixeur ou de sa fixeuse et souvent, c'est des personnes qui vivent là qui peuvent, du coup, être pas forcément toujours impartiales sur toutes les questions qu'on va aborder. Donc, il faut aussi être conscient de ça avant d'en discuter avec la personne avec qui on se trouve. Mais un fixeur, ça reste quand même quelqu'un qui a beaucoup de contacts dans le pays, qui parle... Enfin, celle qu'on utilise, elle parle beaucoup de langues. Donc, ça peut être une manière, déjà, de mettre un premier filtre, de voir avec elle évidemment, voilà, il y a les sources fiables que tu peux suivre. Et puis, parfois, tu ne peux pas, tout simplement pas. Tu ne peux pas toujours recouper ta source ou tu ne peux pas toujours vérifier. Je pense notamment aux chiffres, au nombre de morts du côté ukrainien, par exemple, où les chiffres sont hyper compliqués à retrouver. Ils sont rarement publiés par les autorités ukrainiennes. Et quand ils sont publiés, ils sont difficilement vérifiables. Donc, c'est de trouver cet équilibre-là. Si on ne parvient vraiment pas... Si on n'a pas le temps, parce que c'est aussi une question de temps, si on n'a pas le temps de vérifier totalement une information, on peut utiliser toujours le conditionnel ou évidemment sourcer certaines déclarations tout en spécifiant bien qu'on n'a pas encore eu l'opportunité de les vérifier. Enfin, je pense que si on veut être transparent par rapport à l'info qu'on a reçue et être capable d'y mettre le conditionnel, il faut montrer une forme de vigilance...

L : Même si vous n'étiez pas sur le front. À Kiev, le premier bombardement, c'est quand même la guerre... Est-ce que ce recul, vous avez eu facile à le prendre pour transmettre avec transparence ? Ça a été quelque chose d'aisé en tant que journaliste de le faire ? Comment on raconte la guerre, finalement, à ceux qui ne l'ont pas vécue ?

A : Donc, évidemment, l'objectivité, c'est évidemment une règle journalistique primordiale. Mais parfois, c'est aussi intéressant de le prendre à travers le prisme de la première personne.

Si je parle de moi et que j'explique mon ressenti, je pense qu'à ce moment-là, c'est juste... Bon, ça m'est pas arrivé, en réalité, de donner mon ressenti, forcément, quand j'ai couvert. Donc, on vit le moment en même temps que les autres. Donc, on a peur en même temps que les autres. On ne sait pas exactement quoi faire. Je pense que nous, avec Catherine, on a vraiment essayé de se centrer. Au moment même, on était extrêmement concentrées. On a essayé d'être le plus objectives possible et aussi de raconter ce qu'il y avait autour de nous, en fait. Je pense que c'est ça. On a raconté ce qu'on vivait autour de nous, ce que les autres vivaient autour de nous. Et à cette échelle-là, on a essayé d'être les plus exactes possibles. Tu parles de la stupeur des autres. Tu vois la stupeur sur le visage des autres. Tu vas le raconter. Tu vas voir les larmes chez les autres. Tu vas le raconter. Et effectivement, parfois, tu as peur toi aussi, mais ça passe un peu en second plan ou en tout cas, dans le travail qu'on fait ici, à travers la radio. Je pense qu'il n'y a pas tellement de place pour l'évoquer...

L : Du coup, vous parlez de la radio, parce que j'ai rencontré des caméramans, des journalistes de presse. Est-ce que le prisme de la radio donne une dimension différente à l'information journalistique en temps de guerre ?

A : C'est une bonne question. Je pense que ça donne une certaine liberté. Des personnes qui ne voudraient pas témoigner face caméra seront plus à l'aise de le faire en radio. Ils sont certains qu'on assure leur anonymat. Je présume que de pouvoir récolter, de pouvoir recevoir le témoignage de personnes qui ont été victimes de torture ou de viol ou de crimes de guerre, en règle générale. Parfois, d'avoir ce média qui est moins intrusif permet d'avoir des témoignages plus longs et des témoignages, tout court. Et aussi, permettre une forme d'intimité. On le retrouve partout, qu'on fasse un sujet en Belgique ou en terrain de guerre. Mais peut-être qu'effectivement, la radio permet ce lien plus intime et permet parfois d'avoir des témoignages plus longs, plus forts, parce qu'on se révèle plus facilement face à un micro que face à une caméra.

L : C'est plus facile avec un micro de couvrir les zones de conflit aussi ?

A : Moi, je ne me suis pas retrouvée à devoir couvrir ce type de thématiques, mais je suis certaine que c'est un média qui doit permettre de le faire. Sur place, c'était des gens qui avaient peur, qui couraient dans le métro un peu partout. C'est fort. Oui, c'est ça. Et c'est plus facile quand on a le micro, parce qu'il y a aussi une forme de flexibilité. Par exemple, effectivement,

je me souviens, quand on est descendu dans le métro, c'était le deuxième jour, ceux qui ont décidé de rester à Kiev descendaient dans le métro pour se mettre à l'abri, parce qu'à Kiev, ces métros sont hyper profonds. C'est vrai qu'une fois qu'on est en bas, on se sent en sécurité. Donc on les a suivis, mais la télé n'avait pas les autorisations, puisqu'à la base, on ne comptait pas filmer dans le métro. Donc ma collègue, elle s'est fait arrêter rapidement. Moi, j'ai pu faire mon travail à mon aise. Après, on est parvenu à faire quelques images. La radio, c'est une forme de flexibilité qui peut être très utile en temps de guerre. Je réfléchis à d'autres exemples. Le droit à l'image, pouvoir respecter tout ça. Oui, ça change vraiment ces dimensions d'accès à l'information et aux sources différemment.

L : Quelle est, dans l'ensemble de vos voyages, l'expérience qui vous a le plus marquée ?

A : Alors, je vais revenir au 24 février parce que c'est vrai que c'est un événement qui était très impressionnant. Quand on a appris, on a fait la matinale et pour le journal de 13 heures, je leur avais dit que j'allais un petit peu me promener dans les rues devant l'hôtel pour aller essayer d'avoir des réactions de citoyens. Et je suis tombée sur un homme, je ne me souviens plus exactement de sa nationalité, j'ai envie de dire irlandais. Il s'est arrêté, je lui ai demandé comment il allait, comment il vivait l'événement, est-ce qu'il allait fuir Kiev. Il m'a dit que ça faisait une dizaine d'années qu'il vivait en Ukraine, que les étrangers ne pouvaient pas faire le service militaire à l'époque, que c'était que des Ukrainiens qui pouvaient rentrer dans l'armée. Mais que là, évidemment, les choses allaient changer avec la guerre et qu'en fait, il comptait rentrer dans l'armée. Il y avait un endroit où tu pouvais aller t'enregistrer tout près de la place Maïden, un bureau de recrutement. Il m'a expliqué que maintenant, il allait s'inscrire pour partir au front. On n'avait pas beaucoup dormi et on s'est regardé. J'étais vraiment au bord des larmes parce que son témoignage m'a touchée parce que je l'ai trouvé sincère, intense. Je ne sais pas ce qui lui est arrivé. C'est une rencontre qui m'est restée. Je l'ai saluée et il est parti. Effectivement, dans ce genre de moment historique où l'histoire traverse tout le monde et qu'on se rend compte que l'histoire nous traverse et que cet homme-là, sa vie va complètement changer à cause de l'invasion russe, c'est très impressionnant de voir l'histoire s'écrire devant soi. Après, j'ai monté mon sujet, j'ai monté mon son.

L : Vous avez su transmettre ce bout de réalité suspendu ? Un homme qui ne vient pas du tout d'Ukraine, mais où c'est son pays de cœur, d'accueil. Il se dit « je vais aller me battre pour ça ». Pour vous, ça a été un moment fort de le transmettre ?

A : Oui, de l'écrire. Il fallait aller très vite. Il fallait vite rentrer, monter un simple son et l'envoyer. C'est pour ça qu'on fait ce métier. C'est de pouvoir relayer ce type de témoignage. Ce qui a fait la différence, le fait qu'on soit sur place ce jour-là pour la RTBF, c'est qu'on a pu récolter ces témoignages quelques heures à peine après les premiers bombardements. C'est aussi pour ça qu'on fait ce métier.

L : Vous parlez de temporalité. Est-ce que c'est quelque chose qui est difficile à gérer, d'autant plus difficile cette temporalité rapide quand on est sur un terrain de guerre ? Parce que oui, la guerre va vite, mais en même temps, les sources sont assez volatiles. Le recoupement des sources, le travail de fond d'un journaliste ne sait pas toujours se faire, surtout quand c'est aussi touchy. Comment vous avez su gérer ça, vous ?

A : C'est ça la difficulté. On l'évoquait, quand on n'a pas l'opportunité de pouvoir vérifier rapidement les informations, il faut sourcer, il faut mettre le conditionnel nécessaire. Parfois, prendre du recul, c'est un travail qui se fait aussi avec la rédaction, avec les éditeurs, avec nos responsables.

L : Ça vous a aidé d'être en équipe peut-être à ce moment-là ?

A : Alors, c'est ça, c'est qu'il y a deux dimensions différentes le 24 février. Quand je suis partie par la suite avec la télé, il y a deux équipes, donc ensemble on travaille plus sur des gros sujets. Il y a une fois on a dû réagir très vite par rapport à l'actualité. C'est quand Prigogine avait tenté son espèce de coup d'état et il a fallu agir très rapidement et on a eu l'aide de la rédaction, l'aide de la fixeuse et nos sources entre les deux journalistes. Ce qui nous a permis de tout recouper. C'est beaucoup de préparation en amont ce type de terrain et de mettre tout ce qu'il faut en place pour être sûrs de notre info et si tu parviens pas complètement à être sûr, il faut sourcer, mettre le conditionnel ou ne pas publier tout de suite.

L : Cette dynamique en équipe, ça permet aussi de garder une sorte de filtre, pour également s'épauler pour fournir un travail sans être trop impacté par la dureté des propos ?

A : Je dois avouer que ça se fait assez naturellement, car on est à l'écoute et bienveillant. On fait tous attention aux uns et aux autres. On travaille vraiment beaucoup pendant ce genre de

mission, on tourne la journée et on monte la nuit. Puis on fait énormément de route, donc il y a beaucoup de fatigue. Il faut être vigilants et rester alerte. C'est simple, c'est bête mais on fait attention à ce que tout le monde boive bien de l'eau, bien manger. J'ai un caméraman qui faisait très attention à ce que je puisse aller aux toilettes facilement parce que en terrain de guerre, fatalement c'est plus facile pour un homme. Ça paraît très triviale comme situation mais finalement c'est important. Mais ça permet que tout le monde soit en bonne santé pour que le mental aille avec. Ce sont des petites choses qu'on apprend aussi en formation qui sont très importantes pour le travail. On doit aussi avoir la bienveillance de discuter de ce qu'on a vécu pendant la journée au besoin.

L : Est-ce que vous avez pu, en rentrant, avoir un soutien de la part de la rédaction ou autre ?

A : Oui, les journalistes peuvent avoir le soutien d'un psychologue s'ils en font la demande via un organisme avec lequel le RTBF collabore. Ça été mis en place pour autre chose que la guerre comme les affaires judiciaires. Il faut pouvoir digérer la matière en revenant, c'est vrai.

L : Vous parliez de la logistique en tant que femme. Mais finalement, est-ce que être une journaliste féminine, européenne et belge, cela a changé quelque chose sur place ? Par exemple, avec les sources ou avec le terrain.

A : Je pense que c'est important d'avoir des modèles, des exemples de femmes qui vont sur ce terrain, comme ici Aurélie Didier et il y en a plein d'autres ! Sur le terrain, qu'on soit une femme ou un homme, ça ne change pas grand-chose. Je pense pas que cela a un impact. C'est bien d'avoir des femmes sur le terrain ! Mais si on le désire, ça peut être accessible à tous les journalistes avec la formation nécessaire.

L : Justement, avec cette formation, c'était dans vos projets de couvrir ce genre de terrain ?

A : Pas spécialement, je pense qu'avoir vécu le début de la guerre à Kiev, m'a donné envie d'y retourner. J'ai aussi couvert le tremblement de terre au Maroc et je pense que c'est nécessaire pour aller sur des sujets aussi hostiles, d'avoir suivi cette formation avec des connaissances supplémentaires bien sûr. Quand on travaille dans une rédaction internationale, on est tout le temps susceptible d'être envoyé sur ce genre de terrain. Je l'ai fait et maintenant, l'Ukraine, oui

c'est un terrain qui m'intéresse. Et de pouvoir vivre un moment historique tout en couvrant au mieux le conflit.

L : J'ai déjà posé la question, mais j'aimerais un peu plus creuser. Comment on réagit en tant que journalistes entre les informations qu'on reçoit de la Russie, et celles de l'Ukraine lorsque que l'on a vu sur place, les conséquences de cette guerre ?

A : Je pense qu'il faut qu'on ait un récit équilibré, impartial. Et se rendre compte que la propagande vient des deux côtés, que c'est une guerre, qu'elle est atroce des deux côtés, qu'il y a des crimes commis des deux côtés. Et il faut en avoir conscience, puisque nous n'avons pas accès au côté russe. La RTBF a déjà demandé par exemple d'avoir des accréditations pour aller en territoire russe occupé. Mais à ce jour, nous n'avons pas encore reçu d'accréditation. Donc effectivement, on n'a accès qu'à un seul côté, avec lequel on peut parfois rentrer en empathie. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a deux camps. Il faut être capable aussi d'évidemment dire que les Russes ont envahi l'Ukraine, mais que ça reste quand même une guerre où les deux camps mènent aussi un conflit sur l'information. Donc il faut être capable de prendre du recul sur les deux. Et de pouvoir, comme tu dis, être capable de donner les deux côtés. D'aller chercher les académiciens, les experts nécessaires pour jeter aussi un regard différent. Parce qu'on a des experts qui suivent la situation vraiment au jour le jour. Parce que nous, ici, quand on couvre l'international à la RTBF, on touche un peu à tous les dossiers. On a bien sûr certains experts sur certaines thématiques, mais quand même au jour le jour, on doit couvrir l'actualité du jour. On n'a pas l'occasion de passer trois semaines à surveiller toute l'actu ukrainienne. Donc on a aussi plein de ressources, plein d'experts, qui nous permettent aussi de jeter un regard sur les infos qu'on reçoit.

L : Est-ce que la guerre vous a changée ?

A : On apprend énormément, ça c'est sûr. Travailler dix jours en Ukraine et revenir, ça vous fait évoluer aussi dans la pratique journalistique. C'est très intense, on travaille beaucoup. Mais, j'aurais plus tendance à dire que ça fait aussi grandir d'un point de vue personnel. De pouvoir entrer dans un pays en guerre, de rencontrer les gens qui vivent toutes ces difficultés-là. Il y a aussi une forme de responsabilité de revenir et de pouvoir parfois peut-être mener aussi sa propre vie différemment une fois qu'on a vu les difficultés qui se posent. Je ne sais pas, j'essaye vraiment sincèrement d'y réfléchir. C'est juste que moi je sais qu'à chaque fois que je reviens,

j'ai envie d'y retourner. Que c'est une réalité tellement dure qu'il est nécessaire d'être sur place. Mais on a des merveilleuses correspondantes sur place qui font un travail extraordinaire, qui sont là depuis des mois et qui, elles, vivent cette actualité à fond. C'est encore autre chose.

Je pense qu'on en a beaucoup parlé, qu'on essaye toujours d'en parler mais parfois, selon l'actualité, le conflit peut aussi être un peu moins couvert. Donc c'est cette nécessité d'y retourner et de pouvoir continuer à raconter ces histoires-là. Oui, effectivement, ça fait grandir parce que quand on se réveille et qu'on entend qu'il y a des morts suite à des explosions, que les explosions ont eu lieu il y a dix kilomètres de l'hôtel où on se trouvait, ça reste effectivement des conditions impressionnantes. On apprend sur soi parce qu'on apprend à gérer le stress dans ce type de moment. On apprend à relativiser, à agir de manière automatique, à développer des automatismes. Donc, oui, parce qu'on apprend beaucoup sur soi dans ce type de moment où on aurait pu croire qu'on n'y arriverait pas. On nous demande souvent : « Est-ce que tu as eu peur ? ». Mais en fait, au moment même, comme on a réfléchi en amont à comment il fallait agir, à quelles étaient les mesures de sécurité, on les applique et on se rend compte qu'on est capable de rester en contrôle de la situation, qu'on est toujours capable de faire son travail. C'est ça qui est intéressant, c'est d'être capable d'évoluer humainement pour voir qu'on peut couvrir ce type d'événements comme d'autres.

L : Vous pouvez être humain et professionnel.

A : Voilà, c'est ça. Je pense que la première fois qu'on va sur ce genre de terrain, on ne sait jamais comment on va réagir. On ne sait pas si on va être capable d'entendre les bruits de la guerre et de ne pas être complètement angoissée. Et en fait, avec tout un travail en amont, c'est faisable.

L : Et aujourd'hui, vous êtes intéressée d'aller dans d'autres terrains de conflit, peut-être à l'avenir, si on vous propose ?

A : Peut-être, mais peut-être. Après, je ne veux pas absolument couvrir le conflit pour le « conflit ». Le monde est tellement vaste. Je te disais, je couvre beaucoup les États-Unis. Je suis partie en Finlande récemment pour faire un sujet sur les crèches en Finlande, qui ont un système qui pourrait être très inspirant pour la Belgique. Je suis partie en Pologne couvrir les élections polonaises il n'y a pas si longtemps que ça. C'est un terrain qui m'intéresse, mais je ne pense

pas vouloir devenir reporter de guerre nécessairement. Mais qui sait, peut-être que l'histoire en décidera autrement.

L : Est-ce qu'on arrive à conserver tout ce qu'on a appris, toutes nos valeurs déontologiques, dans son travail en terrain de conflit armé ? Est-ce que c'est un grand oui ?

A : C'est hyper compliqué. Sur les deux dernières missions que j'ai faites, on sait ce qu'on va faire, on a déjà choisi les sujets. On a l'opportunité en amont de faire un gros travail de recoupage d'infos. C'est encore bien différent qu'un travail d'une correspondante sur place, qui doit réagir à la seconde, ou en tout cas très rapidement, et qui se retrouve en direct très rapidement dans des JT, pour donner des infos qu'elle n'a pas eu le temps de recouper. C'est deux choses différentes. Pour mon travail, qui est de partir de temps en temps pour des missions bien précises, je dirais que oui, ça c'est sûr. Sur le terrain, il y a tous ces freins qu'on a évoqués, qui peuvent entraver le travail de journaliste. Le plus important, je pense, c'est d'être honnête par rapport à ça, d'être capable d'être critique, et de pouvoir freiner sa rédaction, et de dire que cette info, je ne la sens pas, elle ne me semble pas correcte. Par exemple, si l'armée ukrainienne communique une info, et que tout d'un coup, on n'est pas si sûr, on va peut-être prendre le temps. C'est ça le plus important, c'est d'être conscient des freins, conscient des biais, et après, de travailler autour. Je pense que c'est ce que la plupart de nos correspondants, et nos correspondants qui travaillent avec la RTBF, font. Ils font vraiment un travail impressionnant à ce sujet-là.

L : Et ça a été une chance, selon vous, de travailler pour la RTBF, et non pas pour un autre média qui ne met peut-être pas toute la sécurité, n'a peut-être pas un aussi grand travail en amont, ni en aval ?

A : Alors ça aussi, je ne suis pas trop capable de faire des comparaisons avec d'autres médias, parce que j'ai eu la chance de travailler exclusivement pour la RTBF. Tout ce que la RTBF met en place, en partant des formations jusqu'à notre logistique avec notre voiture, permet d'assurer une information fiable. En fait, c'est ça, c'est vraiment tous des piliers, les préparations qui permettent, une fois arrivés sur place, de produire une information fiable, effectivement. Et je pense que c'est ce qu'on essaye de faire, c'est de se donner tous les moyens pour arriver avec une information impartiale, ou en tout cas la plus objective possible, de respecter le droit à l'image, de respecter aussi, on n'a pas évoqué, mais la dignité des personnes si on se retrouve

avec, je ne sais pas, malheureusement, des corps de personnes qui auraient été victimes de bombardements, par exemple, c'est d'avoir tous ces outils en amont pour proposer une couverture. Surtout que la RTBF ne rentre jamais dans le sensationnalisme.

L : Est-ce que, parfois, c'est aussi une critique ? Parfois, dans la rédaction, peut-être, on vous dit : « Oh, il n'y a pas eu vraiment un truc hyper choc ? ».

A : Non, ça ne m'est jamais arrivé. Parce que c'est toujours quand même impressionnant. Mais clairement, on ne court pas, ce n'est pas l'idée de forcément aller sur le front, se montrer face caméra, dans les tranchées, même si en réalité, on n'a pas eu l'autorisation. Mais je pense qu'on met aussi beaucoup au cœur de notre couverture le témoignage, les sujets de société. Ce que notre chef nous disait aussi, on n'est pas obligé d'être constamment sur la dimension militaire, même si, évidemment, c'est une grande partie. Mais ça peut être aussi la vie des citoyens à Kiev, ça peut être aussi ces mamans qui cherchent leur enfant, leur fils. Notre couverture, on la veut plurielle, et on la veut à la fois sur des aspects militaires, géopolitiques, mais aussi sur la vie des citoyens ukrainiens. Et c'est pour ça aussi que je te disais tout à l'heure, on a tous nos profils au sein de la cellule internationale, avec aussi des affinités par rapport à l'info qu'on a envie d'apporter. Et donc, d'un déplacement à l'autre, selon l'actu évidemment, mais d'un déplacement à l'autre, on peut avoir des sujets. Françoise Wallemacq a fait un sujet sur un opéra, l'Opéra d'Odessa, sur la culture, comment ils géraient en tant que guerre. Voilà, chacun vient avec sa vision des choses, et on apporte à chaque fois des angles différents. On n'est pas nécessairement dans du hot news.

A : Je me demande si je ne peux pas te refaire la question sur ce que ça m'a apporté.

L : On peut la refaire.

A : En fait, je n'ai jamais vraiment trop réfléchi parce que je trouve aussi que c'est pas moi l'important. J'ai essayé d'être le meilleur vecteur possible pour expliquer la tristesse, la joie, le désarroi d'autres. Parfois, je m'imagine comme étant le vecteur. J'essaie d'être au plus proche de ce que les gens me confient, me donnent pour le restituer.

L : Tout ce qu'on vous donne, c'est après ce que vous en faites aussi.

A : Oui, je pense qu'on évolue vraiment dans la pratique en tant que journaliste, parce qu'on se rend compte de la complexité de ce type de terrain. On évolue quand même dans l'appréhension de l'information. Et puis, on se surpasse un peu aussi. C'est ma sensation. En fait, je ne me serais peut-être pas imaginée aller sur ce type de terrain. Tu m'as posé la question tout à l'heure, si je veux être reporter de guerre. Et en fait, en étant sur place, oui, ça me passionne. Ça me passionne et je me rends compte que j'en suis capable par rapport aux défis sécuritaires et qu'on peut vraiment aller toucher à tout aussi. Tous ceux qui veulent, qui sont passionnés, il faut le faire avec toutes les mesures de sécurité nécessaires. Et je pense aussi que l'expérience, c'est pour ça aussi que je te disais tout à l'heure, est-ce que je veux forcément couvrir d'autres conflits ? Si j'en ai l'expérience et je connais le terrain, alors oui, mais je ne veux pas non plus courir forcément après ce type de terrain difficile parce que je pense qu'il faut y aller humble, d'être au service de l'information. Et être au service de l'information, c'est parfois d'abord développer une expertise. Et donc, ça dépend, ça dépend aussi de l'info en elle-même.

INTERVIEW N°3 : PHILIPPE DE BOECK – RÉALISÉE LE 19 JUIN 2024 - BRUXELLES –  
LE SOIR

L : Alors, en quelques mots, si vous pouviez me raconter concrètement quel rapport vous avez eu à la guerre en Ukraine depuis février 2022. Qu'est-ce que vous avez fait concrètement depuis lors ?

P : Au tout début, on a dû s'occuper de l'invasion qui était plus ou moins attendue parce que les services de renseignement américains avaient plusieurs fois alerté, en disant et d'autres services aussi occidentaux, que les Russes massaient des troupes à la frontière. Et puis le fameux 24 février 2022, vers 4h30, 5h du matin, moi je ne l'ai appris qu'en me réveillant un peu plus tard, que la Russie avait lancé son invasion de l'Ukraine à grande échelle, puisque la guerre était déjà en cours depuis 2014 dans le Donbass et qu'ils avaient annexé la Crimée aussi par la force mais sans vraiment tirer beaucoup de coups de feu en 2014 aussi. Et donc on a un correspondant à Moscou, on a un correspondant à Kiev, mais ça ne suffisait pas, donc on ne pouvait pas se contenter de ces deux correspondants. D'autant plus que pour le Russe, c'était déjà assez compliqué de travailler parce qu'ils ne pouvaient pas utiliser le mot guerre. Par la suite, c'était encore un peu plus compliqué parce qu'ils ont rajouté des lois. Cela dit, il est toujours là, heureusement. Et notre correspondant en Ukraine était là aussi, mais fort sollicité par d'autres médias parce qu'ils sont tous les deux indépendants, ils ne travaillent pas que pour nous. Donc il fallait qu'à la rédaction, on s'en occupe aussi. Et moi j'étais alors, à ce moment-là, chef du

service international, que je ne suis plus aujourd'hui, mais je continue à m'occuper de la guerre en Ukraine. Pendant un an, j'ai beaucoup écrit sur ce qui se passait, surtout sur le front militaire, alors que je n'avais jamais été en Ukraine. Donc je voulais absolument y aller. Et au mois de mai de l'année dernière, j'ai reçu une invitation d'une ONG ukrainienne qui s'occupait de prisonniers politiques qui étaient soit dans les territoires occupés par les Russes, territoire ukrainien, soit étaient en Russie. Et donc ils ont organisé un voyage en Ukraine, une semaine à peu près, qui était très intéressant parce qu'on a vu plusieurs choses autour de Kiev. On a vu comment les habitants s'étaient organisés pour résister aux Russes. Ce n'étaient pas des militaires, ce sont des gens qui ont pris les armes et qui ont créé des espèces de, pas des milices, mais des groupes d'autodéfense pour protéger certains sites stratégiques, comme des centrales électriques par exemple. Puis, ils nous ont emmenés à Tcherniv, qui est tout à fait au nord, près de la zone des trois frontières, puisque à 70 kilomètres de cette ville, il y a la frontière avec la Biélorussie et avec la Russie. Et donc eux ont été envahis par les Russes au tout début. Et cette zone, sauf le centre de la ville de Tcherniv, qui est quand même une assez grande ville, a résisté. Et donc on a eu la chance de visiter cette ville, de rencontrer plein de gens très intéressants. L'ONG a favorisé quand même les contacts parce qu'ils connaissaient beaucoup de monde, notamment militaires, parce que c'était un territoire sous administration militaire et civile, qui avait été quand même pas mal attaqué. Et alors on a surtout, et ça c'était le plus marquant, rencontré des gens d'un village qui s'appelle Yahidne, qui est un village qui est plus ou moins à mi-distance entre Kiev et Tcherniv, qui a été occupé pendant un mois par les forces russes, qui en avaient fait une espèce de camp de base. Et les villageois, qui y étaient 300, ont été regroupés dans des caves. Et c'est un endroit qui est maintenant fort visité. C'est un peu un mémorial de l'occupation russe, donc les Ukrainiens ont bien montré ça. Mais c'est vrai que c'est un endroit vraiment très glauque, parce que c'est une cave d'une école qui n'était pas du tout construite pour ça. On se rend beaucoup mieux compte de ce que c'est la situation sur le terrain que quand on suit ça derrière un ordinateur et un bureau. Donc ça c'était la première expérience avec l'Ukraine. Et puis cette année-ci, j'ai fait un reportage en février, qui était mon idée. De voir dans une région, après deux ans justement d'invasion en Ukraine, de voir comment les déplacés internes, IDP, Internal Displaced Persons, les déplacés internes en français, ne voulaient pas quitter l'Ukraine, étaient dans une zone qui était la plus éloignée du front, et en même temps la plus proche de l'Europe, parce qu'ils disaient, nous on veut être le plus loin possible des Russes, mais on veut quand même rester dans notre pays. Donc c'est une région qui avait passé à peu près 2 millions d'Ukrainiens, dont 350 000 sont restés et veulent rester, en espérant retourner chez eux, mais ils viennent de régions qui s'appellent Bakhmout, Marioupol, Kherson qui ont

été occupées pendant longtemps, Kharkiv aussi qui est toujours sous contrôle ukrainien, mais qui est régulièrement bombardée, plus alors pas mal d'autres villes plus petites et de villages, et donc ces gens sont dans des logements, qui sont pris en charge en partie par des instances publiques. La ville de Oujhorod par exemple, qui est la capitale de la Transcarpathie, qui est près de la frontière avec la Hongrie et la Slovaquie, qui est une petite région, et qui est la seule qui fait un peu exception en Ukraine, parce qu'il n'y a quasiment pas d'alerte pour des attaques, de défense antiaérienne, il n'y a pas de couvre-feu, tandis que dans le reste du pays il y a un couvre-feu, et c'est pas une très grande région. Et c'est aussi la seule région qui n'est pas vraiment plate, parce que l'Ukraine est désespérément plate, là c'est les Carpathes, donc c'est un peu moins plat, et il y a aussi une minorité hongroise, donc c'est peut-être aussi pour ça qu'ils sont un peu mieux protégés que les autres. Il n'y a pas non plus d'obstacle, il n'y a pas de checkpoint, il n'y a pas de chevaux de frise, il n'y a rien de tout ça. Donc quand on se balade là, je suis resté une semaine avec un photographe, on a pu faire plein de photos, de vidéos, de déplacés ukrainiens. On en a aussi profité pour aller à Lviv, qui est plus au-dessus, et qui est la troisième ville d'Ukraine, où il y a un magnifique centre de revalidation de combattants, aussi de civils, mais c'est quand même la plupart des gens qui sont estropiés ou amputés, c'est quand même des militaires. C'est un centre privé, parce qu'il y a aussi des centres publics, que j'ai visité alors après au mois de mai, et ça c'est un nouveau sujet qui arrive ; Ce sont tous les dégâts psychologiques et physiques qui sont occasionnés par cette guerre, que les Ukrainiens n'ont pas voulu, et qui dure depuis deux ans et demi maintenant, et qui n'est pas prête de se terminer, puisque aucun des deux belligérants n'a l'air d'être prêt. Il y a eu ce sommet le week-end dernier en Suisse, le sommet pour la paix en Ukraine, mais tous les pays n'étaient pas là, et la Russie n'était pas invitée, du coup la Chine n'a pas été non plus, mais c'est une première étape qui pourrait mener vers une future négociation, un futur plan de paix. Et donc ces trois voyages m'ont permis de mieux comprendre la société ukrainienne, que je ne connaissais que par des livres, des articles, des vidéos, des images et tout, des reportages. Mais on se rend compte de la réalité des choses, alors je n'ai pas été sur le front, il y en a d'autres qui le font, moi je n'y ai pas été. Je ne vois pas spécialement l'intérêt d'aller sur le front, parce que d'abord il faut y arriver, ce qui n'est pas évident, il faut être accrédité, on ne peut pas faire ce qu'on veut, et plus les risques d'être touché. Parce que les médias sont spécialement touchés, et les Russes ont déjà attaqué des restaurants où se trouvaient des journalistes, des hôtels où se trouvaient des journalistes, donc tout ça c'est risqué, ça c'est purement militaire. Je trouve que c'est très intéressant aussi de voir dans la durée comment la société ukrainienne résiste à tout ça, maintenant il y a tous les problèmes de mobilisation, de démobilisation, parce qu'il y en a qui

se battent depuis le début de la guerre, de l'invasion, j'en ai rencontré au mois de mai près de Kiev, à Boutcha, et là ce n'est pas des militaires non plus, c'est des civils, garagistes, boulangers, toutes sortes de gens, qui ont pris les armes, et qui ont réussi à défendre Kiev, parce qu'ils étaient à 10-15 km de la ville, qui ont réussi à stopper l'avance des Russes. Notamment, en inondant toute une partie marécageuse, mais aussi en se battant, en faisant sauter des ponts, et donc ceux-là, ils étaient enfin relevés, après presque deux ans et demi de combats non-stop, et ce ne sont pas des militaires, ce sont des vrais guerriers. Quand on les voit, ils n'ont l'air, pas de rien, mais quand on voit des militaires, on a l'habitude que ce sont des gens qui défilent avec des fusils, qui sont bien rangés en rang d'oignons. Eux, ce n'est pas du tout ça, c'est vraiment des gens, un peu comme tout le monde qui a pris les armes, il y a de temps en temps une femme aussi dans le lot, et ils ont bien réussi leur coup. Il y a plein de problèmes pour l'instant, notamment de mobilisation dans la société ukrainienne. Ils ont abaissé l'âge de la conscription obligatoire à 25 ans, c'était 27. Tous les hommes de 18 à 60 ne peuvent pas quitter le pays, ceux qui avaient quitté le pays et qui revenaient pouvaient faire des allers-retours, mais maintenant ils ne peuvent plus, depuis le 1er juin. Parce qu'il y a aussi beaucoup de gens qui fuient, des jeunes qui ne veulent pas être mobilisés, qui fuient de manière illégale, et ceux qui sont à l'étranger, ils ne veulent pas revenir. Donc voilà, tout ça c'est la complexité de la guerre en Ukraine.

L : Donc là vous êtes parti trois fois, il y a eu deux fois de votre propre chef, une fois avec une ONG, concrètement quelles ont été les mesures, les règles que vous avez dû suivre, aussi bien en termes de sécurité que peut-être d'accès aux sources, les règles aussi que la rédaction a imposées ? Est-ce que vous avez vécu trois choses tout à fait différentes, ou c'était plutôt similaire entre le fait que ce soit une ONG et puis après ?

P : Donc la première fois c'était une invitation. Donc on la reçoit, et on accepte ou on n'accepte pas. Ce qu'on fait toujours c'est un making-off. Donc on explique, si on accepte une invitation, que ce soit une ONG, un ministère, ou une entreprise, on explique les conditions. On a quand même payé certaines choses, mais pas grand-chose, ça c'est l'aspect purement financier. L'avantage de cette ONG, avec laquelle nous n'avons pas vraiment de lien ni de compte à rendre, parce que c'est une ONG ukrainienne, toute petite, et qui s'occupait de prisonniers politiques, qui est un sujet intéressant, dont on ne parle pas beaucoup. Il fallait quand même une accréditation militaire, que j'ai obtenue, grâce à eux, mais c'est quand même à moi qu'elle a été octroyée. Quand j'ai été en février de cette année-ci en Transcarpathie, à Oujhorod, j'ai fait la même démarche, de mon côté, et j'ai obtenu la même accréditation, pour la même durée, donc

c'est un truc en ligne, il la donne ou il la donne pas, il faut donner plein de choses, mais comme c'est un pays en guerre, qui a une sorte de loi martiale, on est obligé d'avoir cette accréditation. Alors l'avantage de l'ONG, c'est que ils avaient pas mal de contacts dans les administrations civiles et militaires. Je n'étais pas tout seul, on était 6, 7 journalistes belges et étrangers, accrédités au niveau de l'Union Européenne, donc des journalistes européens, donc ça permet de faciliter les choses. Quand moi je suis parti de mon propre chef pour le reportage, où j'ai tout fait de A jusqu'à Z, c'était là il fallait que je trouve un fixeur, Donc en fait, l'ONG remplaçait quelque part le fixeur. Le fixeur je l'ai trouvé parce qu'il avait envoyé un livre, parce qu'il est aussi à l'armée, c'est un civil qui a été enrôlé, mais qui peut de temps en temps faire des pauses, de 2-3 jours, et donc j'ai reçu son livre ici, au début je l'ai pas ouvert, parce que, « le journal d'un combattant », je trouve que le livre n'était pas spécialement bien écrit. Puis, en fait en lisant quand même le début du livre je me suis rendu compte qu'il venait de la région où je voulais aller, j'ai pris contact avec lui via son éditeur, il a réagi assez rapidement. Il parle bien français, il a vécu en Belgique, il a vécu 7 ans en Belgique, sa famille est plutôt du milieu artistique, donc sa femme est une ballerine, son père est un musicien, sa mère organisait des événements culturels en Belgique, donc il parlait français, ce qui est assez rare comme fixeur en Ukraine, il était indépendant, il a pu prendre congé, il n'était pas au front, ça c'est l'avantage, il m'a pas trop dit ce qu'il faisait, parce que c'est la guerre, donc on dit pas tout. Il connaissait plein de monde, donc ça a permis d'ouvrir les portes assez facilement. Il était chauffeur, traducteur, fixeur, interprète, donc un peu de tout, et en plus, sympa, et en plus, il n'avait jamais vu son livre, moi je l'ai amené, c'est le seul exemplaire que j'ai trouvé, je lui ai amené son livre, il ne l'avait jamais vu, ça c'est pour l'anecdote, il était tout ému, je comprends pas pourquoi son éditeur n'avait pas envoyé le livre chez lui, en Ukraine en tout cas. Mais donc, pour faire le parallèle entre les deux, l'ONG, qui n'était pas une ONG, c'est une organisation non gouvernementale, qui avait l'air tout à fait, qui est je crois tout à fait fiable, et un fixeur de l'autre côté, ça revient plus ou moins au même,. Sauf que le fixeur, c'est moi qui l'ai trouvé, et que donc on le rémunère en fonction, et que là, on a tout payé. Fondamentalement je ne crois pas que ça fait une grosse différence, en tout cas pour ces deux cas-là, il ne faut pas généraliser, ça aurait été une entreprise ukrainienne, ça aurait peut-être été différent, ça aurait été le gouvernement ukrainien. Ça aurait été différent, ou un gouvernement régional, parce qu'alors on sait qu'on est un peu plus aiguillé, on sait aussi qu'on est dans un pays en guerre, que donc il y a des choses qu'on ne peut pas faire, il y a des choses qu'on ne peut pas nous dire. Notamment la géolocalisation, au mois de mai ici, on était à Boutcha dans un camp, qui est un ancien camp de vacances pour enfants, qui est transformé en caserne et donc là, j'ai commencé à prendre des photos, et puis on m'a dit : « non, non vous

ne pouvez pas, parce que si les Russes nous géolocalisent, ils vont savoir où se trouve, à mon avis les Russes le savent déjà, mais c'est caché dans une pinée, donc ça ne ressemble pas à un camp militaire, mais je suppose qu'avec des puissants objectifs, et des satellites, on peut quand même le trouver. Mais donc il y a quand même des règles à respecter, on ne peut pas prendre tout ce qu'on veut comme photos, des checkpoints, on ne peut pas les prendre non plus, donc, mais bon, c'est un pays en guerre.

L : Cela ne fait pas une grande différence selon vous ?

P : Je ne crois pas, et alors, bon ça c'est peut-être la spécificité de l'Ukraine, mais ils sont très contents quand des journalistes étrangers, encore plus depuis le 7 octobre et Gaza, parce que ça a un peu diminué quand même l'importance de la guerre en Ukraine a un peu diminuée dans les médias, en général, pas uniquement pour Le Soir. Mais donc, c'est facile les portes s'ouvrent. Je me souviens qu'au tout début, en février, quand je suis arrivé en Transcarpathie, j'avais une accréditation pour l'Ukraine, mais je n'avais pas d'accréditation pour la Transcarpathie. Et donc, dans le train, mon fixeur m'appelle en disant qu'ils veulent absolument que tu aies une accréditation pour la Transcarpathie, parce qu'ils ne sont pas au courant de ton arrivée. Donc, à partir du moment où ils savaient que j'avais une accréditation du gouvernement central et du ministère de la Défense, ça a facilité les choses, ils ont vu qu'on venait pour faire des reportages, ils ont un peu essayé de savoir dans quel contexte on voulait voir, ce qui nous intéressait, et puis on a eu assez vite l'accréditation, puis on a rencontré la dame qui nous a donné l'accréditation, qui avait donné toutes les accréditations à tous les médias étrangers qui étaient venus au tout début de l'invasion de l'Ukraine. Donc, ça ouvre des portes, et c'est quand même mieux d'arriver dans un contexte où les gens veulent montrer ce qui se passe dans leur pays, qu'un pays où il y a beaucoup de choses à cacher. Alors, je n'ai pas vu des secrets militaires, je n'ai pas visité des entrepôts, des camps d'entraînement, des prisons, des centres où sont détenus les prisonniers russes, mais je crois que les conditions ont été assez bonnes pour faire ça. Personne ne m'a demandé à relire, je n'ai pas demandé de relire non plus, donc il n'y a pas eu de censure au sens strict.

L : Vous vous êtes senti limité dans votre travail ? Ne serait-ce que, peut-être aussi, par la rédaction sur ce qu'elle voulait absolument, sur, peut-être le fixeur, parfois, vous disait, il faut absolument aller voir ceci, ou l'ONG, à aucun moment, il y a eu un moment où vous vous êtes senti limité, peut-être ?

P : Non, pour l'ONG, ils avaient quand même un programme assez précis. On savait à l'avance ce qu'on allait aller voir et qui on allait aller voir, donc tout ça était assez transparent. Bon, c'est clair que voir les autorités de la ville de Tcherniv, on ne peut pas les contacter comme ça, donc ce n'est pas évident. Une fois qu'on a quand même eu un briefing avec le responsable d'administration militaire qui était avant un civil, qui nous a donné des chiffres qu'on n'avait jamais vus sur le nombre de victimes par exemple. Donc c'était quelque part moins contrôlé que si on va voir sur des sites officiels du gouvernement ukrainien, où il n'y a de toute façon pas de chiffres. Là on était quand même étonnés, alors c'était que pour cette région-là, mais c'était quand même des chiffres vraiment très précis. Ça veut dire qu'ils existent aussi ailleurs, mais que si on ne va pas sur place, on ne les a pas. Le fixeur, il était sans doute limité par les gens qu'il connaissait. L'autre limite, c'est quand on veut voir des... Moi j'avais aussi un programme bien établi pour le reportage en Transcarpathie, ce que je voulais voir, le pitch de l'angle du reportage, c'était les déplacés internes. Après il y a eu la revalidation, mais ça c'était un autre sujet, et ça c'était sans lui, on l'a fait sans lui, parce qu'il ne pouvait plus partir. Il devait rentrer dans sa caserne. Et là, on avait pris des contacts avec les responsables de ce centre. Mais donc c'est plutôt, la limite, c'est les gens qui veulent parler ou qui ne veulent pas parler. Donc on a été dans 2-3 centres qui accueillait des déplacés internes, des Ukrainiens qui avaient quitté leur région. Certains voulaient parler, d'autres ne voulaient pas parler, moi je ne vais pas forcer ceux qui ne veulent pas parler. On en a trouvé suffisamment qui voulaient parler, qui voulaient aussi bien apparaître, parce que parler c'est une chose, mais apparaître en image, alors il faut leur expliquer qui on est, d'où on vient, ce qu'on veut en faire. On a fait quand même pas mal de vidéos aussi, d'espèces de podcasts, avec des témoignages essentiellement des femmes, puisque les hommes, soit ils sont trop jeunes, soit ils ont plus de 60 ans, soit ils ont 3 enfants, puisque quand on a 3 enfants, on ne va pas rentrer à l'armée, ou on peut en sortir. On a rencontré un qui venait d'avoir, pour la troisième fois, un enfant, et donc il était démobilisé. Donc ça c'était un témoignage intéressant, parce que c'est un sujet qu'on n'aborde pas nécessairement, on n'est pas nécessairement au courant, moi j'ai découvert ça là-bas. Et donc c'est beaucoup de femmes, avec des enfants, où les maris sont souvent encore sur le terrain, à se battre, ou alors une partie de la famille est partie à l'étranger. Ça arrive aussi, mais la limite c'est ça, c'est que les gens veulent parler ou ne veulent pas parler. Alors, les croiser simplement en rue, et demander est-ce que vous êtes un réfugié, interne, déplacé interne ? Là on était dans un cadre où on savait qu'on allait en trouver plusieurs, les responsables du centre qui avaient été contactés par le fixeur avaient demandé si on pouvait y aller, donc déjà il y en avait peut-être deux ou trois qui avaient dit oui, et puis les gens étaient au courant qu'on allait arriver. On n'a pas vu

tout le monde non plus, parce que c'était quand même plus de 100 personnes chaque fois, mais je crois qu'on a eu un échantillon suffisamment représentatif, et quand on entend les récits, les récits sont plus ou moins, pas tous les mêmes, mais ils ont tous quitté quand les Russes étaient aux portes de leur ville ou de leur village. Ils ont pris des trains d'évacuation, parfois ils ont pris plus de 48 heures pour arriver, ils ne savaient pas où ils allaient, ils sont arrivés dans cette région-là parce qu'ils ont dit que c'est la région la plus éloignée des Russes, qui arrivent, et si jamais il faut fuir, Oujhorod, la frontière avec la Slovaquie, c'est juste 2 kilomètres, et la Hongrie n'est pas très loin.

L : Est-ce que vous avez eu l'impression que la presse écrite, la temporalité de la presse écrite donnait une atmosphère différente parfois à ce qu'on peut voir dans les autres médias, aussi dans la sensibilité qu'on peut amener, la vérité, la transparence, etc. C'est des choses qui étaient peut-être plus faciles avec la presse écrite, via cette temporalité différente ?

P : Oui, je crois que c'est plus simple de travailler en tant que presse écrite. Moi j'étais aussi avec un photographe, mais qui n'est pas un caméraman. Il a pris des vidéos, il a pris quelques séquences en rue, mais en tout cas c'est plus discret comme travail qu'une équipe qui arrive avec un preneur de son, un caméraman, un fixeur, un chauffeur. Donc on était le photographe et le fixeur, qui s'appelle Ivan, qui est devenu un ami parce qu'il est très sympa. Ce qui n'est pas le cas de tous les fixeurs. Et il connaissait bien Le Soir. C'est aussi un avantage, quelqu'un qui a déjà lu le journal et qui sait plus ou moins à quoi il peut s'attendre et à quoi nous on peut s'attendre. Mais il y a aussi beaucoup de travail qui est fait avant, en aval, en amont. Et ça c'est important de bien baliser, parce que lui, j'ai beaucoup discuté avec lui. Au début, il ne comprenait pas très bien ce que je voulais, puis il a commencé à comprendre, puis il s'est dit ok, mais là je vois maintenant quelle personne je peux rencontrer. Il avait pas mal d'amis, et sa famille dans la région, donc ça aide. Parce qu'il disait oui, ça ne va pas être facile, tout le monde ne veut pas parler. J'ai dit : « évidemment que tout le monde ne veut pas parler, on ne va pas les forcer à parler », mais alors ça a pris quand même plusieurs semaines, une fois que les conditions sont bien réunies et que tout se met en place, la suite est assez facile, on passait relativement inaperçu. Il a aussi pris des photos en rue, mais ça ne me posait pas de problème, parce qu'il y a des endroits où ça peut poser des problèmes. Alors évidemment, comme moi j'avais fait dans ce camp militaire au mois de mai cette année-ci, là on m'a dit voilà, mais sinon c'était pas une zone stratégique non plus. Et la presse écrite permet de travailler, je crois, plus en profondeur. J'ai quand même passé beaucoup de temps à discuter avec des gens, je n'ai pas

tout utilisé, et là on a eu des bons témoignages aussi, et dans le centre de revalidation. Alors ça c'est dans ce centre de revalidation qui est un centre privé qui a des moyens colossaux, qui est un truc hyper moderne, parce que c'est un autre aspect de ce reportage, c'était la revalidation de gens qui étaient amputés, poly-amputés, bras, jambes, il y en a un qui a plus de bras et plus de jambes, mais il avait encore toute sa tête, et tout ça dans une ambiance assez sympa. Le centre s'appelle les "Superhumans", des êtres, des héros, c'est pas militaire, c'est un truc civil, mais c'est de montrer qu'en fait oui, soit vous êtes battus, soit vous avez souffert d'un bombardement, parce qu'il y avait quand même quelques civils, hommes ou femmes, souvent c'est quand même beaucoup d'hommes, mais on vous laisse pas tomber. C'était pas un hôpital non plus, c'est un centre de revalidation, parce que les amputés, enfin les blessés de guerre souvent sont envoyés par l'armée ukrainienne, en tout cas pour les militaires, à l'étranger, on leur met des prothèses, et puis après, plus rien. Donc, pas mal de, en tout cas 4-5 personnes qu'on a rencontrées là-bas, dont un qui avait vécu 20 ans en Belgique, disait : « voilà, moi j'ai été en Allemagne, on m'a mis une prothèse, mais après, plus rien, donc je suis revenu en Ukraine, et je suis tombé sur ce "Superhumans Center" de Lviv, et là j'ai eu une autre prothèse, on m'a accompagné au niveau psychologique, je peux revenir quand je veux, si je dois adapter ma prothèse ». Parce que souvent il faut les réadapter après un certain temps, parce que ça se tasse, parce que ça bouge, et donc c'est un truc, mais le problème c'est qu'ils sont débordés, ils ne savent pas suivre. Au mois de mai, ce que j'ai vu à Kiev, là c'était des centres de revalidation dans des hôpitaux publics, qui étaient en partie appuyés par des hôpitaux de la ville de Bruxelles, parce qu'il y a 4 hôpitaux publics à la ville de Bruxelles, et donc ils ont des échanges, soit ils donnent du matériel, des lits médicalisés qui sont déglacés, soit ils envoient des kinés, pour former des kinés, parce qu'ils n'ont pas assez de kinés, l'Ukraine ne s'attendait pas à ce qu'il y ait une invasion, ils s'y attendaient quand même. Quand on parle des Ukrainiens, ils disent oui, on sait bien que ça allait arriver un jour, mais ils ne s'attendaient pas à ce que ça dure aussi longtemps, en tout cas il n'y a pas préparé autant de... on ne devient pas kiné en 6 mois, et les psychologues non plus, donc ils ont un problème de main d'œuvre. Un autre problème, c'est aussi pour l'anecdote, mais c'est que les privés, comme le centre que j'ai visité à Lviv, débauchent et payent mieux des kinés et des psychologues, et donc le public ne sait pas suivre, le secteur public ne sait pas suivre, et donc ça, ça pose un autre problème, des kinés qui viennent de l'étranger, est-ce que les assurances couvrent ? Donc la ville de Bruxelles, enfin les hôpitaux "Brugmann", "Erasmus", il y a des kinés qui sont venus en Ukraine, mais c'était plutôt des gens d'un certain âge qui avaient déjà beaucoup d'expérience, parce qu'une des idées, c'était de faire venir des étudiants en kinésithérapie. Alors il faut encore que ces étudiants soient d'accord, ils sont

majeurs, donc on ne demande pas l'accord des parents, mais tout peut être couvert par une assurance, mais ça coûte super cher. Donc nous aussi, quand on va au reportage, il faut aussi préparer, il faut emmener un casque, il faut emmener un gilet pare-balles qui pèse des tonnes, il faut normalement un téléphone de réserve, donc il y a des conditions, et puis il faut surtout avertir l'assurance, il faut donner l'itinéraire complet, où on va, il faut normalement tenir une fois par jour au moins au courant la rédaction pour dire je suis là, tout va bien. Donc faire venir des jeunes kinés en Ukraine, c'était une idée de Belges, et alors les Ukrainiens disaient aussi : « mais nous on n'a pas envie d'étudiants, on a envie de kinés qui sont vraiment bien formés, parce que les cas qu'on a là qu'il faut traiter ». Ils sont quand même parfois assez compliqués, et donc on se rend compte qu'en fait, il y a beaucoup d'aspects auxquels on ne pense pas, qui commencent à apparaître, sans parler des aspects psychologiques des choses aussi, mais tout ça est très intéressant. J'ai essayé de relater le mieux possible tout ce que j'ai vu, donc ce n'est pas le front, mais c'est derrière le front, et maintenant, alors il ne faut pas que le front craque, et pour l'instant le front ne craque pas, ce qui est quand même déjà pas mal, parce qu'on dit la contre-offensive a raté, oui, mais il faut aussi voir pour quelles raisons, et il y a des raisons, notamment parce que les occidentaux aident de manière beaucoup trop lentes et sont toujours 6 mois en retard. C'est une critique qu'on entend tout le temps là-bas. Zelensky le dit tout le temps aussi, mais on l'entend vraiment partout. « "Aidez-nous, beaucoup mieux ! Pourquoi est-ce que les Américains n'ont envoyé que trois systèmes patriotes, alors qu'ils en ont 450 aux États-Unis qui ne servent à rien ? Pourquoi les Allemands n'en ont envoyé que deux alors qu'ils en ont 15 ? » Enfin, tous des trucs comme ça. Et donc, en attendant, il y a de plus en plus de blessés, les Ukrainiens sont beaucoup moins nombreux que les Russes, et donc ils doivent faire attention, ils ne peuvent pas se permettre de perdre autant de personnes que les Russes qui envoient de la chair à canon régulièrement. Voilà, donc tout ça, c'est...

L: C'est des choses que vous avez essayé de toujours montrer aussi, enfin, je veux dire, là, on parlait justement plutôt de tout ce que la presse écrite permettait, etc. Ce recul, il a été facile à prendre pour vous, en tant que journaliste, de se dire « Ok, je parle de la guerre, mais je parle aussi de ce qui se passe derrière, avec les civils, etc. » Ça a été quelque chose qui vous tenait plus à cœur, de remettre l'humain au cœur de l'actualité ?

P: Oui, moi je trouve que c'était ça le plus intéressant. Alors, le reportage de février, c'était pour les deux ans de l'invasion, j'avais eu la même idée il y a un an, mais on m'avait dit « c'est pas intéressant ». Je suis revenu avec cette idée un peu avant, et là, on m'a dit : « pour les deux ans,

c'est super intéressant d'aller voir des déplacés internes qui sont restés en Ukraine, dans une région... » Alors, il y a plein d'autres régions, il y a d'autres déplacés internes, mais cette région-là, elle était particulière parce que c'est la plus éloignée du front, et on n'en parle jamais. Il y a une minorité hongroise, un des sujets que j'avais vus dans des médias internationaux, c'était « que pense la minorité hongroise de la guerre en Ukraine ? ». Alors, ils ne pensent pas tous comme Orban, mais là, je n'ai pas fait de sujet spécifiquement là-dessus, parce que je n'ai pas eu le temps, mais j'aurais pu. Moi, je trouvais que la guerre et le front, c'est une chose, et c'est très intéressant, mais ça, c'est plutôt un suivi militaire, que je suis alors d'ici, avec des spécialistes qui ont accès à des images, des rapports, des renseignements de services occidentaux qui tombent tous les jours. Genre Joseph Henrotin, par exemple, qui est un bon spécialiste, et je fais régulièrement l'interview de ce monsieur, parce qu'on a une vue plus globale du front. Il y a, par exemple, pas mal de dépêches qui tombent régulièrement, en tout cas, quand les Russes ont lancé une petite offensive sur Kharkiv, je dis « petite offensive » parce qu'ils n'ont pas grappillé grand-chose, mais certains médias reprennent texto une dépêche disant « la Russie revendique la prise de ce village ». Un village, avant la guerre, de 180 habitants, si on n'explique pas le contexte, où se trouve ce village, et quel est l'intérêt pour les Russes de le prendre, et où est le front, et pourquoi les Ukrainiens se sont retirés, ça n'a pas d'intérêt. Et mettre ça en évidence, alors quand il y a 4-5 villages qui tombent, l'impression qu'on a ici, c'est que les Ukrainiens sont en train de perdre la guerre, mais quand on voit une vision globale pour un front qui fait 1800 kilomètres de long, c'est pas vrai. Ils ont perdu effectivement une bande entre Belgorod et Kharkiv, parce que les Russes, avant l'arrivée des armes, les 60 milliards d'armes que les Américains ont mis du temps, beaucoup de temps à livrer, et c'est en cours de livraison, les Russes en ont profité pour sécuriser cette zone, parce qu'eux étaient pilonnés par les Ukrainiens. La ville de Belgorod par exemple, mais c'est pas une énorme victoire de la Russie, si on ne contextualise pas ça, on ne comprend pas les enjeux, et je vois ou j'entends à la radio que les médias reprennent, on ne peut pas reprendre une seule source. Moi je dis ici tout le temps à l'édition, parce qu'à un certain moment c'était le cas aussi, on reprenait texto des dépêches "D'après l'armée russe, blablabla...", mais si on n'a qu'une seule source qui est l'armée russe, et on sait que l'armée russe, c'est la Russie qui fonctionne encore du temps de l'Union Soviétique, c'est quand même souvent le mensonge et la propagande, et les journalistes ukrainiens disent un truc, nous notre principale priorité c'est de se battre contre la désinformation russe et la propagande russe, parce que c'est très compliqué, et qu'eux aussi n'ont pas accès nécessairement à toutes les zones, en tout cas pas à côté russe certainement, et donc on ne peut pas sortir ce genre d'informations tant qu'on n'a pas au moins une confirmation,

si l'armée ukrainienne confirme que ce village de 180 habitants avant la guerre est tombé, alors on peut sortir une information. Mais, pas quand on a uniquement le point de vue de l'armée russe, enfin le point de vue oui, l'information entre guillemets, et donc ça c'est, au niveau militaire il faut faire attention à ce genre de choses-là, parce qu'on est dans le cadre d'un conflit avec deux pays qui ne disent pas tout, mais il y a quand même un pays qui est l'agresseur, l'autre qui est l'agressé. J'ai quand même plus tendance à croire l'Ukraine que les officiels russes, et depuis deux ans on voit qu'ils ont quand même souvent, quand Bakhmout était tombé "soit disant", ils ont dit cinq, six fois que Bakhmout était tombé, entre autre Prigojine, "feu Prigojine", mais qui était quand même un russe et qui combattait pour les Russes, et ce n'était pas vrai, un jour c'était vrai, on ne sait plus quand, au mois de mai je crois, l'année passée, et les Ukrainiens ont confirmé qu'ils avaient perdu Bakhmout, et qu'ils battaient en retraite, alors là on peut sortir une information, mais ça c'est l'aspect purement militaire. Donc je trouvais plus intéressant, en tout cas après deux ans, deux ans et demi, d'aller voir comment la société ukrainienne vivait cette guerre. Parce que j'avais été frappé la première fois que je suis arrivé à Kiev, en descendant du train, donc il n'y a plus d'avion, beaucoup de gens pensent qu'on peut encore aller à Kiev en avion, il n'y a plus aucun vol commercial depuis le 24 février 2022, donc c'est d'office en train, et ça prend, il faut minimum 24 heures de Bruxelles pour arriver à Kiev, et dans l'autre sens il faut minimum 24 heures pour aller de Kiev à Bruxelles, parce que c'est soit par la route, soit par le train, et alors il y a les contrôles à la frontière qui durent quand même beaucoup de temps, donc souvent c'est des trains de nuit, et il y a plusieurs itinéraires possibles maintenant, au début il n'y en avait qu'un ou deux, maintenant la frontière avec la Pologne est un peu plus ouverte qu'avant, mais tout ça prend du temps aussi. Quand on dit qu'on va une semaine en Ukraine, il y a déjà un jour de voyage à l'aller et un jour de voyage au retour, donc cinq jours, alors c'est cinq jours bien remplis, mais c'était oui, de voir comment cette population ukrainienne s'organise, et qu'en fait, je ne vais pas parler de toutes les villes que je n'ai pas vues, mais Kharkiv c'est certainement fort différent de Kiev. Kiev est la ville la mieux protégée au niveau des frontières aériennes, parce qu'il y a le gouvernement, parce qu'il y a le président, parce que c'est la plus grande ville, c'est une ville de 3,8 millions d'habitants, c'est une ville énorme, quand on la traverse en voiture ou en tram, ou quand on arrive en train, en plus c'est traversé par le fleuve, le Dniepr, c'est une ville immense, donc c'est impressionnant. Ils sont revenus à la population d'avant l'invasion, mais ce n'est plus tout à fait la même, il y a quand même 600 000 déplacés internes aussi à Kiev, et alors il y a Lviv, il y a Oujhorod, qui sont des villes qui accueillent beaucoup de déplacés, et c'est ça qui est intéressant.

L: Et donc, comment est-ce que vous avez mis les choses en place pour raconter la guerre, ou du moins les conséquences de la guerre à ceux qui ne la vivent pas, comment on raconte ça ?

P: Alors je le raconte en partie dans l'écrit, mais j'ai oublié de dire tout à l'heure qu'en fait on a fait des podcasts aussi là-dessus. Après coup, quand je suis revenu avec Pierre Fania par exemple et Sandrine Puissant, donc on a fait un podcast sur ce que moi j'avais retenu du reportage et quelles étaient les conditions, qu'il faut prendre le train, qu'il faut passer la frontière, qu'il faut une accréditation, qu'il faut se balader normalement avec un casque, sauf qu'un casque et un gilet pare-balles à Kiev ça n'a aucun intérêt, sur le front oui, et donc expliquer le contexte aussi. Dans le making off j'expliquais ça un peu aussi et alors pour les papiers écrits c'est de quand même essayer le plus possible de raconter avec des mots, mais il y avait aussi des photos de Pierre-Yves Thienpont. C'est vrai que moi j'avais été frappé donc par cette première fois que je suis arrivé à Kiev, toutes les images que j'avais de l'Ukraine depuis un an c'était uniquement des dégâts, des missiles qui tombent sur des écoles, des buildings, parfois aussi des hôpitaux, des infrastructures énergétiques, donc c'est toujours des destructions. Mais en fait quand on arrive là, on arrive dans une ville plus ou moins normale où la vie, tout fonctionne normalement. La seule différence c'est qu'il y a donc ces checkpoints quand on arrive en ville, qu'il y a encore des chevaux de frise à certains endroits mais qu'ils ont quand même mis de côté, puisque l'invasion de Kiev a raté, et alors il y a des alertes aériennes, anti-aériennes, et c'est ça qui est le plus marquant, et il y a quand même un couvre-feu, donc la première fois c'était de 22h à 6h du matin, la deuxième fois c'était de 23h à 5h, mais ça veut dire que pendant ce laps de temps-là, on ne peut plus sortir, il n'y a plus rien. Sauf qu'il y a encore des alertes, et alors quand il y a des alertes, soit on va dans un abri, soit on ne va pas dans un abri, les Ukrainiens ont des applications assez sophistiquées et des chaînes Télégram où ils savent qu'en fait il y a des missiles qui ont été lancés ou des drones qui ont été lancés par des Russes derrière la frontière, et qu'ils mettent un certain temps à arriver et ils savent que soit on va dans l'abri, soit on n'y va pas. La première fois que j'avais été au mois de mai 2023, ce qui m'avait frappé c'est qu'en fait les Russes, il n'y avait des alertes que la nuit, et les Ukrainiens disaient : « Nous on ne va plus se mettre à l'abri chaque fois », parce que c'est vrai que c'était quasiment tout le temps, donc en fait c'était une guerre psychologique, et ce n'est pas parce qu'il y a des alertes que nécessairement il y a des trucs qui arrivent non plus. En fait il y a une alerte de base dès qu'un avion militaire russe décolle et que cet avion est capable de transporter des missiles, mais ce n'est pas pour ça que cet avion a des missiles et va les lancer, donc parfois l'alerte elle dure 20 minutes et puis après c'est fini. Mais les deux premières nuits qu'on a passées là-bas, c'était des

alertes tout le temps, alors moi je ne peux pas le dire, mais les deux premières fois je suis descendu, mais je me suis rendu compte qu'on était quatre, alors qu'il y avait un hôtel où il y avait sûrement 150 personnes, et puis il y a eu une deuxième alerte qui a duré beaucoup plus longtemps, et le lendemain, moi là je n'y ai pas été parce que je ne l'ai pas entendu. Maintenant il y a des hôtels où en fait dans chaque chambre il y a un haut-parleur qui met l'alerte à fond et donc c'est impossible de ne pas entendre cette alerte, alors soit on y va, soit on n'y va pas, mais maintenant on est obligé même de signer un papier quand on arrive dans un hôtel, comme quoi on s'engage, on décline toute responsabilité, si jamais l'hôtel se fait attaquer, qu'on est resté dans notre chambre et qu'on est blessé ou mort, l'assurance de l'hôtel ne peut pas être tenue pour responsable parce qu'on devait rejoindre l'abri. C'est là qu'on voit aussi à quoi la population ukrainienne est confrontée quasiment tous les jours, pas partout de toutes les villes, mais ces alertes, et donc les Ukrainiens disent "Si on va à chaque fois...", en tout cas c'était le cas en 2023, c'était moins le cas en 2024, mais "Si on va tout le temps là-bas, dans ces abris, on ne vit plus, on ne dort plus, et c'est ce que les Russes veulent", c'est que la population craque.

L : Et ça vous avez essayé de le raconter ?

P : Ça je l'ai expliqué, oui.

L : Et c'est des choses à chaque fois que vous amenez ?

P : C'est important d'expliquer le contexte, alors le problème, enfin ça c'est "mon problème" peut-être, mais quand je suis confronté à ça, je n'ai pas l'impression que c'est intéressant pour mes lecteurs, mais en fait oui, parce qu'ils ne se rendent pas compte, parce que, eux, ce qu'ils voient aussi c'est la plupart des reportages, des sujets, peut-être un peu moins maintenant que la première année, mais ce n'est pas que des destructions, ce n'est pas que le front, ce n'est pas que des combats ou des morts, c'est aussi ça. Il n'y a quand même que 20% de l'Ukraine qui est occupée par les Russes, donc il reste quand même 80% d'un pays qui est gigantesque, qui est un peu fort plat d'ailleurs, mais qui est assez joli, avec des grands fleuves, des rivières.

L : Et qui continue à vivre...

P : Et qui continue à vivre normalement, et c'est ça que je trouvais intéressant d'expliquer, comment ces Ukrainiens font. Pour les banques c'est nettement plus simple qu'ici, pour téléphoner, c'est très facile.

L : Donc vous ne vous êtes jamais senti en insécurité en Ukraine, est-ce qu'il y a eu des moments où, dans toutes les conditions que vous aviez mises en place en amont, et puis sur place avec le fixe, ou peut-être avec l'ONG, est-ce qu'il y a un moment où vous vous êtes senti en insécurité, ou au contraire, ça a été un accès plutôt facile au terrain, toujours, et en sécurité ?

P : C'était relativement facile et en sécurité parce que le directeur, le président de cette ONG, connaissait plein de monde, et il a des applications, et il savait nous dire. Quand on était par exemple à Tcherniv, on nous disait aussi, on va peut-être se mettre à l'abri, on ne va pas se mettre à l'abri, aujourd'hui il n'y a pas de problème, et régulièrement il consulte des trucs comme ça, et c'est un peu comme partout, il faut faire confiance aux gens du terrain, mais aux gens qui sont bien au courant des choses. Alors Tcherniv, le problème c'est que c'était quand même très proche de la frontière, donc il y avait quand même des risques, mais moi le principal risque qui me faisait peur, moi, c'était des mines qui restaient, des mines antipersonnels, et donc parce qu'on est quand même, alors on était aussi encadré, quand on est sorti un peu des routes, des sentiers battus, ce n'est pas arrivé souvent, mais c'était de savoir, une maison à l'abandon avec une voiture rouillée, qui n'était pas loin d'une zone de combat qui était en partie occupée par les russes, on ne sait jamais, il y a peut-être une mine antipersonnel, est-ce que ça a été complètement déminé ou pas, il y avait quand même parfois des panneaux attention aux mines, donc moi je faisais bien attention, c'est ça qui me faisait le plus peur en fait, plutôt, on n'a pas eu de missile qui nous sont tombés dessus, parce que quand on voit les dégâts que ça fait, c'est quand même impressionnant. Quelques mois après à Tcherniv, où il n'y a plus eu pendant longtemps, il y a eu des alertes, mais pas de missiles qui ont tombé, il y a tout d'un coup un missile qui est tombé sur la place principale de Tcherniv, j'ai vu les vidéos d'une caméra de surveillance, ces vidéos sont, il y a beaucoup de vidéos qui circulent, qui sont des vraies vidéos de ce qui se passe sur le terrain, moi j'en vois plusieurs dizaines par jour, et là quand on voit à quelle vitesse ce truc tombe et les dégâts que ça fait, si par hasard on se trouvait là, c'est clair que c'était fini. Bon c'est arrivé une fois et plusieurs mois après, mais on se rend bien compte des risques qu'on court quand même, alors on n'est pas sur le front, enfin moi je n'ai pas été sur le front, ce n'est pas la zone la plus dangereuse, mais il y a quand même... Alors un autre truc qui est intéressant à dire quand même, c'est que pour la population civile en dehors du front et des zones qui ont été, il y a quand même relativement peu de décès, peu de morts, parce qu'ils vivent, parce que soit ces immeubles qui ont été bombardés, notamment à Kiev, on en a été en visiter un, où un missile visait une centrale électrique des transformateurs qui était juste à côté, il a raté sa cible, il est tombé juste à côté d'un, enfin en partie dessus, sur un grand immeuble,

toute la façade n'est pas détruite, mais fortement abîmée parce qu'il y a eu plein d'incendies, toutes les voitures qui étaient gardées-là ont pris feu, mais il n'y a pas eu un seul mort. Parce que les Ukrainiens, soit ceux qui habitaient-là étaient partis, soit ils étaient réfugiés dans l'abri, soit ils étaient dans leur salle de bain, parce que quand ils n'ont pas le temps de descendre à l'abri en sous-sol, ils se mettent au milieu de l'immeuble, dans leur salle de bain, et dans le pire des cas, ils sont blessés, mais ils ne sont pas morts. Et donc, quand on voit le nombre de trucs qui sont tombés, de drones, de missiles un peu partout, à part la ligne de front et des villes comme Bakhmout, où tout est rasé, c'est autre chose, mais il y a quand même relativement peu de décès en Ukraine. C'est assez étonnant, parce qu'on pourrait s'attendre à ce qu'il y en ait plus.

L : Est-ce que cette prise de risque, qui est quand même réelle, même si, comme vous le dites, vous n'étiez pas sur la ligne de front, c'est quelque chose qui a empêché la rédaction du Soir de peut-être vous envoyer plus vite sur le terrain, ou c'était peut-être autre chose, mais pourquoi est-ce que vous n'avez pas été peut-être plus rapidement là-bas, en Ukraine ?

P : Alors on a fait des trucs plus rapidement, mais moi je n'y ai pas été, j'aurais dû aller à Odessa, mais ma femme ne l'a pas voulu, donc j'ai respecté son choix, parce que c'était effectivement un peu plus... Odessa à ce moment-là, je crois que c'était genre pour le premier anniversaire, et donc c'est ma collègue Pauline qui a été à ma place, et donc je regrettais un peu, et c'est pour ça que je voulais y aller ensuite. Quand on a reçu cette proposition de cet ONG, qui, je trouve, garantissait une certaine sécurité, qui n'allait pas non plus... Enfin oui, Tcherniv, c'était quand même pas loin de la frontière russe, mais on était relativement bien au courant de ce qui se passait, et bien encadrés, mais dans le bon sens du terme. Quand on est avec le commandant militaire de la région, qui est quand même au courant, normalement il est censé être le premier au courant d'une attaque, maintenant, est-ce que le jour où on a quand même passé trois jours sur place, est-ce qu'un jour, il y aurait eu ce missile qui tombe, est-ce qu'il aurait eu le temps de nous avertir, est-ce qu'on aurait eu le temps de prendre un abri, je ne crois pas. Bon, maintenant, c'est arrivé à un endroit, mais... Donc il y a toujours des... Pas de risque, ce n'est pas possible. À partir du moment où on met les pieds en Ukraine, on sait qu'il y a un risque, mais... Donc moi, ce qui m'inquiétait le plus, c'était les mines, parce que c'est des saloperies.

L : Est-ce que vous êtes revenus, ou peut-être même sur place, est-ce que vous avez eu facile à prendre du recul après avoir vu tout ça, avoir pris conscience de cette vitesse, de l'ampleur des

dégâts, de ces blessés, de la tristesse d'une population, etc., même si elles continuent à vivre normalement, je pense qu'il y a quand même beaucoup qui ont... Des familles qui ont été...

P : Ils sont tous touchés.

L : Tous touchés, oui, tout à fait. Est-ce que le recul en tant que journaliste et en tant qu'humain a été facile à prendre, même après, dans votre travail au quotidien ? Comment on revient de ça ?

P : Oui, alors j'ai peut-être eu un... Je ne vais pas dire un bon ou un mauvais, mais un entraînement qui m'a quand même fort marqué ! C'est le début du génocide en avril 94 au Rwanda. Quand j'en parle, c'est encore... Mais ça, c'était vraiment un truc super traumatisant pour lequel on n'a pas vraiment été traité. On n'a pas eu de suivi psy. Quand je dis on, on était 30, 40 journalistes à avoir vécu cette première semaine en avril 94 à Kigali, où il y avait une chasse aux journalistes, une chasse aux journalistes belges surtout, une chasse aux belges en général. Et donc, on a vu des horreurs, parce que là, c'était vraiment le massacre à la machette. C'était des monceaux de cadavres, l'odeur de la mort, c'était terrifiant. Et donc, je ne sais pas si ça contribue. Tout le problème quand on fait du journalisme comme ça, c'est en même temps d'écouter les gens et de pouvoir relater ce qu'ils ont vécu sans être trop pris. Alors, je me souviens d'un truc qu'on m'avait dit quand je suis revenu de Kigali en 94. Je suis revenu comme une pile électrique parce que c'était hyper compliqué, hyper traumatisant, hyper dur. J'étais dans un autre journal qui ne s'appelle pas Le Soir et quand je suis revenu, on m'a reproché. Donc, on ne m'a rien proposé comme encadrement. Ce n'était pas du tout à la mode à ce moment-là, un encadrement psychologique ou un suivi psychologique. La seule chose est que l'on m'a fait un reproche en disant que je n'avais pas été assez émotif, que je n'étais pas dans l'émotion. Mais moi, pour moi, le journalisme, c'est... Alors, il faut relater ce que les gens vivent, mais il ne faut pas... Moi, je ne fais pas du journalisme émotionnel. Il y en a qui font ça, mais c'est tellement subjectif. C'est pas pour ça que je ne m'intéresse pas aux gens, mais, cette critique-là, je l'ai vraiment très mal prise parce que... Avec quoi vous venez ? Moi, je reviens d'un truc hyper compliqué. Vous ne savez pas du tout ce que c'est parce que ces journalistes-là n'ont jamais vécu ça. Ceux qui m'ont fait... Ce n'est pas tous les journalistes. C'était deux, trois journalistes qui étaient forts comme ça. Et donc, ça, c'est un truc que j'ai retenu. Et peut-être que je parviens à faire un peu plus la part des choses grâce à ça. Je crois que c'est ça. Je n'ai pas fait d'études approfondies sur la question. Mais, évidemment que ces affaires me touchent. Notamment, mon

fixeur, Ivan, qui en fait s'est fait enrôler un peu à son insu, parce que ce qu'il m'a expliqué est intéressant. Au début, il était en Ukraine. Il habitait Kharkiv, il a quitté avec sa famille Kharviv, il m'a raconté tout le périple. Je ne sais pas combien de jours il a mis à arriver mais c'était vraiment dantesque, il y avait des embouteillages monstres, partout, les routes étaient obstruées, il est arrivé là-bas à Oujhorod, en Transcarpathie, parce que son père a de la famille là-bas a fait, ils avaient une maison, une seconde résidence. Et il allait des courses et il tombe sur des militaires qui distribuent des ordres de conscription. Et avec son frère, il m'a dit, ça veut dire qu'on doit y aller. Mais en fait, ce n'était pas nominatif. Donc, il m'a dit, je me suis rendu compte après. Alors, c'est peut-être naïf de sa part, je ne sais pas. Mais il n'est sûrement pas le seul comme ça. Il m'a dit « Nous, on y a été parce qu'on avait reçu ce truc-là. Mais on a rencontré d'autres gens qui nous ont dit, mais vous avez bien regardé ce papier, ce n'est pas à votre nom. Donc nous, ce qu'on a fait, c'est qu'on a déchiré, on n'a pas été ». Maintenant, ça se passe autrement. Maintenant, ils vont chercher clairement des gens avec des listes. Mais là, au début, ce n'était pas le cas. Et donc, il dit, j'ai été enrôlé en allant faire des courses et je me suis présenté à une caserne le lendemain. Il est toujours là, donc il est toujours à l'armée. C'est un civil, il n'a aucune formation militaire. Je ne sais pas exactement ce qu'il fait. Il ne peut pas le dire pour des raisons. Voilà, je respecte ça. Mais il y a absolument plein de gens aussi. J'ai aussi découvert des choses, mais je n'en parlerai pas ici. Mais il y a aussi plein de choses qui se passent en Ukraine dont on parle très, très peu. Et ça, c'est en étant sur place et en écoutant les gens et tendant l'oreille qu'on entend beaucoup de choses. Et quand on met tous les pièces du puzzle ensemble, on peut avoir une vue un peu plus complète de ce qui se passe vraiment. Que ce n'est pas aussi simple qu'uniquement le front. Il y a aussi plein de choses qui se passent à l'intérieur du pays.

L : Et justement ces choses dont vous dites quand on ouvre un peu les oreilles pour écouter, et finalement il y a d'autres choses qui se passent, c'est un peu ces sujets tabous dont on ne peut pas parler. Comment on fait pour choisir finalement dans son actualité de ne pas parler ça alors qu'on l'a entendu, de ne pas vouloir aller chercher plus loin et/ou justement de se dire "OK, je prends à nouveau du recule et je jongle uniquement sur ce que j'étais parti de base, etc" ?

P : Il y a un truc que je sais, c'est une règle à moi, personne ne m'a dit, c'est pas de la censure, c'est que si c'est des trucs stratégiques, militaires. Je ne veux pas donner l'occasion à des services de renseignement russe d'avoir des trucs qu'ils ont peut-être déjà par ailleurs. Mais le truc que j'ai appris là, personne ne m'a dit de ne pas en parler. Mais j'ai décidé de ne pas en parler parce

que ce n'était pas officiel non plus. Parce que peut-être que ce n'est pas vrai. Je crois quand même que c'est vrai personnellement, et ça me paraît tout à fait logique. Mais pour l'instant, je ne vois pas fort l'intérêt de parler de ça. Parce que, voilà, mais ça c'est mon jugement à moi. Personne ne m'a demandé de ne pas le dire, de le dire.

L : Il y a beaucoup de choses qui se font au feeling, comme ça, en fonction de votre expérience aussi, pour choisir ?

P : Oui.

L : Et l'expérience d'un journaliste donne si souvent...

P: Je crois, oui, oui, oui. Je crois que ça compte. Et alors, ça je crois que c'est le cas pour, enfin, c'est le cas. Donc moi j'avais déjà une expérience de guerre. J'ai aussi été dans des pays où la guerre venait de se terminer. Genre le Liban, là j'étais six mois après la fin de la guerre. J'étais en Érythrée quand la nouvelle, la deuxième ou troisième guerre de l'Éthiopie était en route. Donc c'était, on est parti, on a quitté Asmara quand, le soir même, l'aéroport a été bombardé par la force aérienne éthiopienne. J'étais au Vietnam quelques années après la fin de la guerre. Et alors j'ai été, oui, cette expérience en 1994, avril 94 à Kigali, là c'était vraiment la guerre en toute son horreur. Et ça reste, parce que quand j'en parle, je suis toujours très ému, voilà.

L : Donc c'est ça qui vous permet de choisir au mieux votre...

P : Je crois. Je ne suis pas un journaliste ou un correspondant de guerre, mais j'ai quand même une expérience. Et oui, c'est sans doute ça. Parce que quelqu'un qui n'a pas d'expérience, et je vois ici qu'en discutant avec pas mal de jeunes journalistes, qui n'ont jamais, moi j'ai jamais connu la guerre, en Belgique non plus, donc nos parents bien, enfin mes parents en tout cas. Mais toute cette jeune génération qui arrive, parce qu'il y en a un qui m'a posé la question un jour, si il faut, est-ce que tu irais te battre un jour ? Je dis, j'ai 60 ans, oui, moi je suis prêt à prendre des armes s'il faut pour défendre la démocratie et mon pays. Ah oui, mais moi je ne ferais jamais ça. Parce que c'est aussi un beau sujet pour l'Ukraine, c'est que, et là c'est plus difficile, je n'ai pas encore réussi à trouver des gens, il y a très peu de reportages là-dessus, mais c'est les jeunes qui sont en âge d'être enrôlés à l'armée, maintenant de plus en plus de force, qui ne veulent pas se battre, et je peux tout à fait comprendre que les gens ne se sentent pas du tout... C'est un peu inutile aussi pour une armée d'aller mettre des gens qui font pipi dans leurs

culottes, ou qui vomissent, ou qui pleurent, ou qui tremblent, et qui ne savent pas manier une arme, mais tout le monde ne doit pas aller au front non plus, parce qu'une armée, ce n'est pas uniquement des gens qui sont au front, il y a aussi des gens qui sont à l'arrière, dont mon fixeur en question, qui n'ira jamais au front. Parce que l'armée ukrainienne sait aussi que, et on ne devient pas un combattant comme ça du jour au lendemain, alors peut-être que les garagistes de Butcha, qui étaient peut-être des chasseurs déjà à l'origine, parce qu'il y a aussi beaucoup de chasseurs en Ukraine, avaient déjà une certaine expérience d'une arme. Mais quand on vous met une arme entre les mains, et qu'on vous demande de tirer, d'abord il faut savoir si l'arme est bien armée, si la sécurité est enlevée, et puis il faut encore tirer. Et tirer, ce n'est pas juste comme à la foire, un truc à air comprimé, c'est un truc qui fait beaucoup de bruit, avec du recul, et en face, c'est aussi parfois tuer des gens, souvent. Donc c'est pas... Mais ça aussi c'est un beau sujet de reportage, ces jeunes, plutôt des hommes, parce que c'est plutôt des hommes qui sont conscrits d'office, enrôlés d'office. Les femmes... Il y a des volontaires, et là il y a hommes et femmes. Mais les femmes, l'armée ukrainienne ne veut pas trop les envoyer au front. On peut comprendre pourquoi, mais il y en a quand même qui se battent au front. Mais se battre au front, c'est autre chose que, je ne sais pas, s'occuper d'approvisionner en armes, en munitions. Il y a toute une logistique derrière une armée aussi. Une armée ne fonctionne pas qu'avec des gens qui combattent dans des tranchées. Il faut du carburant, il faut les nourrir, il faut amener des munitions, il faut qu'ils soient entraînés. Donc tout ça, c'est beaucoup de boulot. Mais je comprends parfaitement des gens qui fuient le pays de manière clandestine, à travers les montagnes. Il y en a eu en hiver, il y en a qui sont morts de froid, parce qu'ils n'étaient pas équipés pour. Ce n'est même pas à 2000 km d'ici, c'était avec la frontière, avec la Roumanie. Des jeunes qui sont morts parce qu'ils n'étaient pas équipés pour traverser les montagnes. Il y a des ONG maintenant qui râtissent la frontière pour venir en aide à ces jeunes qui fuient la guerre.

L : Tout ça c'est des sujets que vous avez envie de...

P : Oui, oui, oui. D'autres sujets, j'ai été à une conférence de presse la semaine dernière sur des journalistes ukrainiens qui ont beaucoup de besoins. On était en contact par Teams avec deux femmes, journalistes femmes, Kharkiv et Kherson, qui s'occupent aussi d'encadrer et de faciliter la vie des journalistes qui continuent à faire du journalisme sur place, ce qui est très compliqué dans ces régions-là. Eux aussi sont confrontés à un problème, c'est qu'ils doivent être accrédités et qu'on ne peut pas aller comme ça sur le front. Et que pour des raisons stratégiques, l'armée

ukrainienne ne donne pas accès à tous les endroits. On peut comprendre. Qu'ils ont très peu d'informations de ce qui se passe dans les territoires occupés par les Russes, les territoires ukrainiens. Et alors ils disaient aussi, en tout cas c'était avec la Fédération des Journalistes Européens et l'Union des Journalistes Ukrainiens, c'est que dans tous les plans de reconstruction, d'appui à l'Ukraine, il n'y a rien qui est prévu pour les médias. Il n'y a pas de soutien à long terme. Alors il y a de temps en temps des projets qui sont financés par soit La Fédération Internationale des Journalistes, soit la Fédération Européenne des Journalistes, soit des donateurs privés, mais il n'y a pas de programme, et donc ils étaient demandeurs justement de programmes d'appui à long terme. Il y a aussi des trucs occasionnels qui se font entre médias, un média qui appuie un autre, mais donc ça aussi c'était un beau sujet parce que l'information c'est important. Et leur priorité, comme ils disaient, comme je disais au début, leur priorité pour eux et pour leurs lecteurs et leurs auditeurs, téléspectateurs, c'est de se battre contre la désinformation russe et la propagande russe, qui est quand même très puissante. Alors il y a aussi des canaux ukrainiens, mais c'est beaucoup plus difficile d'essayer d'avoir la bonne information et de travailler correctement comme un média d'information qui respecte certaines règles que de diffuser n'importe quoi comme information. Des fausses informations c'est très facile à faire, il ne faut pas de journalistes pour diffuser des fausses informations, et la propagande c'est autre chose. Et voilà, donc ça c'est quelque chose qui m'intéresse aussi.

L : Et justement, vous parlez de désinformation et que c'était une lutte là partout en Ukraine de combattre ça, est-ce que vous aussi au final, ça a été facile d'appliquer vos règles, de recouper les sources, être sûr de son information etc, vous parlez de la difficulté, est-ce que quand on est à la base, d'autant plus difficile de faire ça, qui croire, est-ce que ça a été chose facile à faire, d'appliquer ces principes de déontologie fondamentale du journalisme, ne serait-ce que parfois on peut croire l'arme ukrainienne et les gens en Ukraine, mais eux aussi ont une cause à défendre. Comment on gère tout ça ?

P : C'est compliqué, mais de tout ce que j'ai vu depuis deux ans et demi, on peut quand même plus facilement croire les autorités officielles ukrainiennes, alors croire que ça, ça ne va pas non plus. Il faut essayer quand même, ça dépend de quel sujet on parle. Si c'est pour les déplacés internes, je ne crois pas que ce soit spécialement... Là c'est ce que les gens racontent à différents endroits. Je ne me suis pas contenté d'un seul endroit et de dix personnes, donc on m'a peut-être caché des choses, mais je ne vois pas très bien ce qu'on aurait pu cacher. Ils m'ont expliqué aussi combien ils touchaient par jour, dans quelles conditions ils étaient logés. Alors on m'a

peut-être montré le plus beau et on ne m'a pas montré le plus moche, peut-être, parce qu'il y a quand même beaucoup de centres. Il y a au moins, rien qu'autour de cette ville et dans cette ville, Oujhorod, donc, qui n'est pas une énorme ville, il y a une trentaine de centres d'hébergement de déplacés internes. Je ne les ai pas faits tous les trente. Mais des gens qui en avaient vu plusieurs, ils me disaient oui, ceux qu'on a visités, ils étaient quand même assez beaux. Tout est relatif aussi. Alors ça peut être beau, mais ce n'est pas pour ça que c'est facile non plus. Parce que la vie de ces gens, certains ont un emploi. Soit ils ont continué à télétravailler pour l'emploi qu'ils avaient, soit ils ont trouvé un nouvel emploi sur place. Mais alors ils empiètent un peu sur les boulots des gens de la région, mais il y avait quand même beaucoup d'initiatives. On a vu trois, quatre initiatives faites par des civils, des patrons de cafés, d'hôtels, qui avaient organisé toute l'intendance quand ces flots de réfugiés arrivaient. Ils se sont cotisés entre eux pour au moins les nourrir et leur donner à boire quand ils arrivaient. Parce qu'apparemment dans les trains, il y a beaucoup de gens qui sont morts déshydratés. Parce que dans un compartiment où on met en général maximum six personnes, ils étaient genre trente. Et donc je ne sais pas comment ils faisaient. Ces trains ne s'arrêtaient quasiment jamais. Ou en rase campagne, où il n'y avait pas de moyens de boire et de manger hormis les réserves qu'ils avaient sur eux. Mais donc il y a aussi eu des morts de ça. On a très peu parlé de ça, mais moi je ne les ai pas vus. Mais on m'a raconté ça. Et donc beaucoup d'initiatives spontanées qui n'étaient pas... Ah oui, des initiatives publiques aussi. Donc le HCR par exemple, les Nations Unies, l'OIM, l'Organisation des Migrations, qui sont sur place et qui accueillent les déplacés internes. Et qui les aiguillent alors vers différents centres. Le HCR est une instance des Nations Unies qui est assez crédible. C'est pas la pire des agences des Nations Unies. L'OIM aussi. Donc tout ça mis ensemble, en restant quand même plus que 24 heures sur place, on a quand même déjà... Ça aussi ça peut être un problème. C'est que quand on passe trop vite quelque part, on ne voit pas tout. Et donc il y a des choses qui peuvent nous échapper. Alors peut-être que j'aurais dû rester trois jours en plus. Mais je crois quand même qu'après quatre jours, à Oujhorod et dans la région, à Moukatchevo aussi, on a quand même vu suffisamment de choses pour se faire une idée assez précise de ce qui se passe.

L : Donc vous n'avez jamais eu de crainte à ce niveau-là dans votre travail, dans cette lutte à la désinformation, même ici en Belgique ?

P : Non. Mais moi ma lutte principale contre la désinformation, c'est ce que je disais tout à l'heure, c'est que quand on reçoit des dépêches en disant "L'armée russe dit que", "L'armée russe

revendique que", Poutine, juste avant le sommet en Suisse la semaine dernière, la veille, il a sorti un truc. "Oui, si l'Ukraine, si l'armée capitule et rend ses armes, alors à la minute même, nous allons commencer à négocier". Mais c'est n'importe quoi. C'est Poutine qui vit dans son monde et c'est quand même l'armée russe qui a envahi l'Ukraine. Alors il vient avec un truc, si les Ukrainiens capitulent, est-ce qu'il faut relayer ça ou pas ? Donc moi j'ai pris une ou deux phrases dans un papier introductif, parce que j'ai fait tout un dossier sur ce sommet, genre "Est-ce que les conditions sont réunies pour négocier ?", 5 critères qui plaident contre et 5 critères qui plaident pour. Et dans le papier introductif, j'ai introduit cette phrase, donc j'ai contextualisé le truc. Il fallait quand même quelque part la reprendre, mais j'ai aussi pris la réplique ukrainienne qui disait, je ne sais plus ce qu'il disait exactement, mais ce n'est pas comme ça qu'on va négocier. Donc c'est n'importe quoi. Evidemment que c'est n'importe quoi. On ne va pas croire, on ne peut pas croire, quand on voit comment fonctionne Poutine et comment il a été formé au sein du KGB, on ne peut pas croire ces gens-là. Moi j'ai connu la fin de l'URSS. C'est vrai que si on n'a pas connu l'URSS, et tous les pays de l'Est, et c'est une erreur de l'Occident, des pays européens, c'est de ne pas avoir assez cru les pays, qu'on appelle "Les pays de l'Est", mais qui ont été dans l'Union Soviétique. Les pays baltes, ils sont à l'avant-garde de la guerre contre les Russes, sauf qu'ils n'ont pas les moyens militaires, mais ils savent très bien ce que les Soviétiques, enfin les ex-soviétiques, parce que les Russes ne sont plus du tout communistes. Il y a encore beaucoup de gens qui croient que les Russes sont communistes. Ce pays ne fonctionne pas comme un pays communiste, c'est une dictature. Donc la Pologne qui est aussi à l'avant-garde, ils savent très bien, ils ont des comptes à régler avec les Russes parce qu'ils ont eu des massacres en 40-45. La Tchéquie, la Slovaquie, la Roumanie, tous ces pays-là savent ce que c'est l'Union Soviétique et comment fonctionne l'Union Soviétique. Alors on ne parle plus de l'Union Soviétique aujourd'hui, on parle de la Fédération de Russie, mais Poutine qui est à la tête de la Fédération de Russie et qui reste au pouvoir jusqu'à ce que mort s'en suive, donc on ne sait pas combien de temps encore, mais il fonctionne comme ça, il a été formé comme ça. Et donc il vit dans son monde et il veut recréer l'Empire Soviétique, sans le communisme. Mais donc ces gens-là, on ne peut pas les croire. Quand la centrale de Tchernobyl, je dis ça comme journaliste, mais je le pense sincèrement, il faut toujours recouper ces informations, mais pour prendre un exemple, quand la centrale de Tchernobyl a explosé, Tchernobyl c'est en Ukraine, mais c'était dans l'Union Soviétique, on savait, parce que les sismographes avaient capté des trucs en Europe, on savait qu'il y avait quelque chose qui avait explosé, une centrale nucléaire avait explosé. Mais le pouvoir soviétique disait que tout allait bien, que tout était sous contrôle. Et quand on voit après coup, ce qui s'est passé à Tchernobyl,

tous ces gens qui sont morts, les gens qu'on a envoyés aux casse-pipes sans protection, les protections qu'ils avaient, ce n'étaient pas des protections contre le nucléaire, donc il y a des dizaines, des centaines de gens qui sont morts, brûlés intérieurement, parce qu'on les a envoyés au cœur de réacteurs pour mettre du sable, etc. Mais l'Union Soviétique fonctionnait comme ça. Tous les spécialistes qui ont suivi l'Union Soviétique, qui sont les spécialistes des pays de l'Est, disent qu'aujourd'hui ça fonctionne encore comme ça. Poutine, s'il a envahi l'Ukraine, c'est parce qu'on lui avait dit que c'était facile. Qu'en six jours, il suffisait de renverser Zelensky et son gouvernement, qui est un gouvernement de pacotille, qui n'a pas été élu. Ce qui est fou, parce qu'il a quand même été vraiment élu, contrairement à Poutine. Mais enfin, ce n'est pas très crédible de dire qu'il y a eu des vraies élections transparentes et libres en Russie. C'est de la foutaise. Mais il y en a qui prétendent ça. Moi pas. Mais donc tout ça pour dire qu'on ne peut pas croire uniquement. Et mon combat journalistique à moi, je ne suis pas le seul. Tous mes collègues du service international sont comme ça. Mais c'est de dire "Arrêtons de relayer des dépêches où on n'a que la version russe". On ne peut pas faire ça. Et donc régulièrement, à l'édition, parce que c'est eux qui éditent les dépêches en général. Nous, on fait des papiers de fond. Mais presque tous les jours, je dois aller faire une remarque en disant... Et le pire, c'est le week-end parce que souvent, le week-end, il n'y a pas toute la rédaction qui est là. Moi, je ne suis pas de garde tous les week-ends. Mais je vois qu'on relaye plus facilement des dépêches. Parce que... Oui, alors c'est une dépêche de l'AFP. OK, l'information qui vient de la Russie est sans doute vraiment une information russe. Mais est-ce que cette information russe est crédible ? Non. Donc ne relayez pas ça si on ne contextualise pas les choses. Je prends toujours cet exemple de ce village. Mais il y a des exemples comme ça quasiment tous les jours. Et donc, ça, c'est mon combat que je trouve plus intéressant que d'aller combattre au front. Mais si un jour, je dois aller au front, j'irai au front. Mais c'est sur mon terrain qu'il y a le journalisme. C'est de me battre contre la désinformation et cette propagande russe. Il y a plein d'exemples. Un autre exemple, il y a quelques mois. Je suis trop long, il faut le dire. Il y avait des vidéos... Les Ukrainiens sont très forts pour faire des vidéos de ce qu'ils détruisent. Donc il y a toujours un autre drone qui attaque un blindé russe. L'autre jour, c'était un militaire russe qui était sur un chemin. Et il a été pulvérisé par un drone. Et c'est filmé. C'est horrible. Et donc il ne restait plus rien. Tout ça pour dire que les Russes, qui ont un peu de retard par rapport à ces images, les Ukrainiens sont très forts pour ça, avaient diffusé une vidéo où on voyait Poutine... Enfin, s'était présenté comme étant Poutine dans un bombardier stratégique capable de transporter des bombes nucléaires. Alors quand on est dans un bombardier stratégique, on a un masque comme ça sur le nez. On a un masque sur la tête. Et on voit quasiment que les yeux. Personnellement,

je ne crois pas que Poutine aurait pris le risque de monter dans un avion comme ça. Alors je n'ai pas la preuve que Poutine n'était pas dedans. On nous dit que, et c'est relayé par des médias et des agences, que Poutine a fait un vol dans un bombardier stratégique capable de transporter des bombes nucléaires. Tout ça pour dire que les Russes sont capables d'envoyer des bombes nucléaires. Toute cette espèce de peur que Poutine entretient. Parce que l'arme la plus facile, c'est la peur. Et quand on dit se battre contre la désinformation, c'est aussi se battre contre la peur. C'est clair que si je mets « nucléaire » dans un titre, ça va être l'article le plus lu. Si je mets « Poutine » déjà comme mot-clé, « Poutine menace de lancer une bombe nucléaire », ça va être l'article le plus lu de la journée. Mais ce ne sera pas une vraie information. Parce qu'il a souvent joué la carte nucléaire en disant « On va bouger des ogives nucléaires, les mettre en Biélorussie, ce sera plus proche de la frontière ». Oui, mais ça ne change pas grand-chose. Puisqu'ils sont vraiment arrivés, on n'en sait rien. Parce qu'en fait, justement, sur le nucléaire, ce que normalement on ne dit pas, c'est qu'on ne dit jamais ce qu'on fait avec des armes nucléaires. En Belgique, il y a des armes nucléaires. Ça n'a pas été confirmé par les Américains. Mais normalement, à Kleine-Brogel, il y a, je suis passé tout près, je ne les ai pas vus, mais je suis certain qu'il y en a. Mais quand on a du nucléaire, on ne dit pas qu'on les a positionnés à tel endroit. Donc tout ça, ce n'est pas de la foutaise, mais il faut en tenir compte. Il faut décrypter le langage utilisé par Poutine. C'est ça qui est intéressant. Et donc, pour en venir à cette séquence, on voyait un gros plan de soi-disant Poutine et d'un pilote derrière, parce que ce n'est pas lui qui est aux commandes. Mais moi, je ne peux pas croire que... Donc j'ai dit, on ne sort pas ce truc. Ou alors, on explique. Et parfois, c'est ce que je fais, je fais un papier pour expliquer « On ne peut pas prouver que Poutine est allé dans cet avion ». Alors oui, l'avion était un bombardier capable de transporter des bombes nucléaires. Mais une bombe nucléaire, ça ne se transporte pas comme ça. Et le but, c'est justement de faire peur à l'opinion occidentale. Quand Poutine fait une sortie avant l'élection européenne, ce n'est pas anodin. C'est qu'il a un message à faire passer. Quand il fait des trucs comme ça, c'est de la propagande. Il avait un jour été, soi-disant, visiter... Enfin, je dis « soi-disant », parce que moi, je n'y crois pas non plus, la ville de Marioupol, où un quartier avait été reconstruit, mais où il n'y avait aucun habitant. Et d'abord, je ne crois pas que Poutine aurait pris le risque d'y aller. Et il y a pas mal de médias... Moi, je n'ai pas vraiment les moyens pour faire ça, mais qui sont arrivés à la conclusion, qu'en fait, c'était un sosie. Parce qu'il ne parlait pas. Qu'il n'avait pas sa montre du bon côté. Alors, est-ce que c'est vrai aussi ou pas vrai, j'en sais rien. Mais c'était une mise en scène. D'abord, c'était une mise en scène, même si c'était vraiment le vrai Poutine. Marioupol, qui était vraiment détruit par les Russes, montrer qu'il y avait de nouveau des poteaux d'éclairage, et que... l'envers du

décor, si ça tombe, la façade est magnifique, et de l'autre côté, il n'y a personne. Et de toute façon, dans le bâtiment, il n'y a personne, puisque une grande partie de la population a fui de toute façon. Donc, tout ça... Quand la Russie diffuse des vidéos, moi, je suis toujours encore plus prudent.

L : Mais quand c'est l'armée ukrainienne, là, vous avez plus tendance à...

P : Oui, quand ce n'est que l'armée ukrainienne, je ne crois pas nécessairement non plus. Mais j'ai quand même plus tendance à croire les Ukrainiens. Parce que je me rends compte que depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, ils sont quand même beaucoup plus fiables. Tout ce qu'ils ont dit s'est avéré correct. Tout ce que les Russes ont dit ne s'est pas avéré correct.

L : Oui. Donc ça, c'est le recul journalistique. Le dossier qui nous permet à chaque fois de...

P : Oui, oui, oui. D'avoir... C'est pour ça qu'on ne peut pas traiter la guerre en Ukraine du jour au lendemain quand on ne connaît pas le contexte et qu'on ne sait pas comment ça fonctionne. Mais c'est le cas pour toutes les guerres et tous les conflits. Et pour toutes les matières aussi. Il faut quand même avoir un minimum de background pour pouvoir juger. Et ça, c'est le problème à l'édition. C'est que les journalistes qui font ça sont des jeunes journalistes qui n'ont pas toutes les clés en main. Donc c'est pour ça que nous, on est là pour venir leur dire et... « Non, enlevez-moi ça » ou « Attendez que je fasse un truc plus analytique, ou contextualisé ». Donc le message, en général, passe bien. Le week-end, c'est un peu plus compliqué parce qu'il n'y a pas... Bon, je le fais aussi. Pas toutes les heures, mais j'essaie quand même... Mais alors il faut encore trouver qui est la personne qui est aux commandes. On a les noms, les listes, mais bon. Mais donc voilà. Mais ça, c'est le combat, pour moi, il est plutôt là. C'est contre la désinformation russe et contre la propagande russe.

L : D'accord. Et je ne vous ai pas posé cette question, mais elle m'intéresse vraiment. Qu'est-ce qui vous a le plus marqué de vos voyages en Ukraine ? Quelle est l'anecdote la plus marquante que vous avez envie de partager ici ?

P : La plus marquante, c'est quand on débarque du train, quand on sort du train, parce que pour tous les voyages, j'étais en train. J'aurais pu aller en voiture, mais j'ai préféré aller en train. C'est une autre expérience. C'est de voir comment les trains fonctionnent super bien et qu'on arrive dans une ville, à part quelques détails, genre des grandes bâches au vitre, parce que si jamais il

y a une explosion, la grande baie vitrée de la gare principale de Kiev pourrait voler en éclats. Et donc, ils ont mis des filets, des trucs comme ça. On croise quand même pas mal de gens en treillis, des militaires. Mais moi, j'en vois dans mon quartier, j'en vois aussi des militaires de l'OTAN qui sont... Mais ce n'est pas la même chose. Là, ils sont en treillis militaire. Mais c'est que la vie, en fait, à part ce couvre-feu, continue. Et que les Ukrainiens vont à des concerts. Ils ont mis en place d'autres choses qui n'existaient pas avant la guerre. Mais ils ont dit qu'il faut qu'on continue le plus possible de vivre comme si c'était normal. Ils savent bien que leur pays est en guerre. Ce n'est pas normal. Il y a des cours qui se donnent en classe dans le métro. Il y a des villes comme Kharkiv, où je n'ai pas été, mais j'irai peut-être un jour. Les cours se donnent dans le métro aussi. Et à un certain moment, les élèves doivent bien sortir et prendre un bus. Si justement, quand ils sortent, le bus arrive, il y a une alerte, ils doivent retourner dedans. L'abri/l'abri école, il est attendu que l'alerte ait terminé. Parfois, ça dure une demi-heure. Puis, ils peuvent ressortir. Puis, ils partent en bus. Et puis après le trajet, on ne sait pas comment ça va se passer. Là, c'est nettement plus chaud qu'à Kiev. Mais donc ce qui m'a le plus frappé, c'était ça. Et alors c'est que quand il y a le couvre-feu, on ne peut pas sortir. Et ces sirènes aussi. Moi, quand j'étais jeune, j'habitais près d'une caserne de pompiers. Et tous les jeudis, il y avait un test de la sirène pour voir si la sirène fonctionnait. Je ne sais pas si ça se fait encore. Mais là, c'est des sirènes comme ça, dès qu'il y a une alerte. La dernière fois que j'étais à Kiev, j'ai eu la chance de pouvoir passer deux nuits d'affilée sans alerte. Là, il n'y en avait plus. En tout cas, pas la nuit. Il y en a eu quelques-unes la journée. Mais personne n'y prête vraiment attention. Et de rencontrer beaucoup d'Ukrainiens qui ont plein d'histoires intéressantes à raconter. Ça, c'est aussi quelque chose qui joue. C'est peut-être anecdotique, j'ai été une fois en février, c'était en hiver. Ça, c'était la Transcarpathie. Et là, on a traversé en train les Carpathes. Et c'était magnifique. C'est une ligne de train vraiment très jolie. Je n'aurais jamais eu l'occasion de faire ça. Je n'aurais peut-être pas fait ça s'il n'y avait pas eu la guerre en Ukraine. Et alors aussi, au printemps, au mois de mai, les deux fois où j'étais au mois de mai, il a fait magnifique. J'imagine Kiev sous la neige et sous les alertes et les bombardements, c'est nettement moins rigolo. Mais là, c'était... Et oui, les Ukrainiens...

L : « On vit, il fait beau ».

P : Oui, ils vivent normalement. Alors, le sujet de conversation, c'est évidemment...

L : La guerre.

P : Oui, mais la première fois que j'avais été au mois de mai, enfin, oui, la première fois que j'avais été au mois de mai à Kiev, une des personnes que j'avais rencontrées disait... Donc, c'était un an et demi après le début de la guerre. Il disait "J'ai des scrupules à aller dans un restaurant ou à aller boire, j'ai des scrupules à danser dans une boîte de nuit". Mais il y a aussi des boîtes de jour maintenant, parce que la nuit, entre minuit ou entre 11h et 6h, c'est fermé. Donc, ce qu'ils font maintenant, c'est qu'ils font la fête la journée dans des boîtes de jour. Et il disait "Moi, j'ai des scrupules à faire ça, mais en même temps, si je ne fais pas ça, je ne vis plus". Ce n'était pas un militaire, c'était un traducteur. Et ça aussi, c'est plein de petites choses comme ça qui me frappent. Et professionnellement, c'est aussi avoir quand même la chance de pouvoir y aller. Parce que le journal aurait pu dire, mais ce n'est pas du tout le genre du journal, c'est de dire, si vous avez l'occasion d'y aller, allez-y. Quand j'ai déposé mon projet qui était à 100% le mien, avec un photographe, une semaine sur place, avec les étapes et les angles choisis, on m'a tout de suite dit oui. Ça aussi, c'est quelque chose, c'est une chance de pouvoir faire ça, parce que tous les médias n'ont pas cette chance-là.

L : Et Le Soir, vous a aidé à tout mettre en place ?

P : Oui, tout à fait.

L : De quelle manière ? Vous avez tout fait ensemble ou...?

P : Il faut d'abord, il y a tout un cheminement, proposer l'idée au chef de service, et puis en discuter avec l'équipe. Et puis il faut que l'idée soit acceptée. Une fois que l'idée est acceptée, on remplit 2-3 documents pour les assurances, on nous fournit le matériel, parce qu'il faut partir avec le gilet pare-balles et le casque.

L : Vous n'avez jamais utilisé votre gilet pare-balles ?

P : Je dis bien, il faut partir avec le gilet pare-balles et le casque. Non, mais c'est transporté, c'est très lourd.

L : Oui.

P : Et alors, il faut réserver, parce que là, je devais tout faire moi-même. Il fallait trouver le fixeur, je l'ai trouvé assez facilement, heureusement. Mais on ne sait jamais non plus sur qui on va tomber, vraiment, parce que c'était des contacts par WhatsApp, par mail. J'avais déjà la

garantie que l'éditeur, qui est un éditeur français, me disait qu'il est très bien, qu'il avait vécu en Belgique. Je dis, "OK". Il connaissait Le Soir, "OK".

L : Il parlait français.

P : Il parlait français. J'ai lu son livre, finalement, intégralement. Et puis, je l'ai lu en ligne. Et puis, ça s'est bien passé. Mais ça a quand même pris du temps. Puis, il fallait faire l'itinéraire aussi. Donc là, on avait fait Bruxelles-Budapest en avion. Puis après, on prend un train. Un train... Il faudrait qu'il y ait des chambres d'hôtel. Ça, c'est un détail. Et puis, un train qui amène à la frontière avec l'Ukraine. Donc, un train hongrois. Budapest jusqu'à Záhony. Là, on nous avait dit... Notre correspondant à Budapest nous avait dit "Oui, vous pouvez passer la frontière à pied, il n'y a pas de problème". Et donc, on sort de ce train. On quitte la gare. Et on se dirige à pied avec nos gros sacs, plus les appareils photos. D'abord, le premier : La douane et le contrôle de la police hongroise ont se fait refouler en disant "Non, il faut prendre une voiture ou un bus". Et donc, on fait demi-tour. Et on se dit, qu'est-ce qu'on fait ? On essaie de faire du stop mais c'est un point de passage où il n'y a pas grand monde. Il y avait trois autocars ukrainiens qui venaient de Rome. Alors, on s'est dit instantanément, est-ce qu'on va monter dans cet autocar ? Mais cet autocar était là depuis je ne sais pas combien de temps. Parce qu'il faut contrôler tous nos passeports. Ça prend du temps. Et puis, il faut traverser la rivière. Et puis, il faut encore arriver de l'autre côté, en Ukraine. On s'est dit... On savait que le train restait une heure et demie à attendre dans la gare. Donc, on est retourné à la gare. Et le train partait dix minutes après. On a pris un billet. Et on n'a jamais aussi facilement passé la frontière. Dans un petit train un peu bringuebalant, on est arrivé en Ukraine, où là, il y a eu des contrôles. Et on a retrouvé notre fixeur. Et on était en Ukraine. Et puis après, ils m'avaient déjà expliqué tout ce qu'on pouvait aller voir. Il y avait toujours une part d'improvisation aussi.

L : Et tout ça, ça a été votre travail à vous ?

P : Oui, tout ça, c'était...

L : Il n'y a eu aucun moment où vous aviez un appui plus important du Soir ? C'était une démarche 100% volontaire ?

P : Oui, mais Le Soir, je savais qu'ils me suivaient, et qu'en cas de problème, je pouvais faire appel à eux. Donc ça, il n'y avait pas de soucis à ce niveau-là. Mais je me rends compte quand

même que dans pas mal de médias belges, les étrangers je ne sais pas, il n'y a plus les moyens de faire ça. En même temps, ça n'a pas coûté très cher. Alors effectivement, ces deux salariés, le photographe salarié aussi, Pierre-Yves, ces deux salariés qui partent pendant une semaine, mais ça, le journal trouvait que c'était important plutôt que de rester toujours derrière un bureau. Parce qu'au service international, on ne peut quand même pas faire de l'international en restant toujours derrière son bureau. Moi, je... Après un an d'articles sur la guerre en Ukraine, je me disais qu'il y a quand même une grande partie qui me manque, c'est de sentir comment ça se passe en Ukraine. Et donc, le fait d'y avoir été trois fois maintenant, j'ai envie d'y retourner. J'ai chaque fois envie d'y retourner. Je vais certainement y retourner. Maintenant, il faut voir pourquoi, dans quelles conditions, avec qui.

L : Mais selon vous, du coup, un journaliste qui ne va pas, qui traite uniquement, qui fait du "desk" sur de l'international comme la guerre en Ukraine et n'y va jamais, il ne peut pas, finalement, rendre la transparence et la vérité, la réalité du terrain ?

P : Non. Une partie, oui. Mais ce ne sera pas complet. Mais ça, pour moi, c'est un grand principe. Et ça a toujours été le cas. Parce que j'adore le terrain. Donc, j'ai beaucoup voyagé. Pas toujours pour faire du journalisme, mais aussi par curiosité. Quand j'étais au Vietnam, c'était pas pour faire du journalisme. C'était avec un ami. On a fait trois semaines au Vietnam. Et c'était super intéressant. Mais quand le rideau de fer est tombé, j'ai pris ma voiture et j'ai été par l'Autriche, j'étais en Allemagne de l'Est, j'étais en Tchécoslovaquie. J'étais journaliste dans un autre journal. On ne m'a rien demandé. Parce que je n'étais pas du service international. Je n'avais pas ce qu'il fallait. Alors que j'ai vu des choses que les journalistes qui couvraient n'ont pas vues. Et ça, ça m'a toujours marqué de dire comment est-ce possible de réagir comme ça. Mais il faut aller voir. Voir le Mur de Berlin qui entend toute la nuit des petits bruits de marteau parce qu'on était en train de casser le mur. Alors oui, on peut le voir en télé, parce que la télé... Mais être sur place, c'est tout à fait une autre dimension. Parce qu'un objectif, c'est jamais qu'une partie de... Ça, on voit quand même que le prisme médiatique, surtout les images quand même, il y a plein d'autres choses qu'on ne voit pas autour. Alors avec le son, c'est un peu différent. Et l'écrit, c'est encore différent. Alors les photos, oui, un objectif, c'est jamais qu'une photo aussi. Mais on peut mettre plusieurs photos. Les images vidéo aussi, on peut mettre plusieurs images, mais... si on n'a pas la dimension du terrain, il manque vraiment quelque chose, pour moi, de très important. Et donc j'insiste beaucoup sur cette chance que je travaille dans un journal qui permet encore ce genre de trucs. Alors il y a aussi d'autres journaux qui n'ont peut-être pas les moyens, il y a

toujours moyen d'introduire un dossier au Fonds pour le journalisme, FPJ, qui peut co-financer des reportages. Ça se fait aussi régulièrement. Donc il y a aussi, mais tout le monde n'y pense pas nécessairement. Mais il y a des journaux ou des médias où ils sont tellement peu nombreux que, même s'ils avaient des budgets, ils ne sont pas trop chauds à l'idée qu'un salarié, parce que si c'est unaidant, c'est différent, qu'un salarié parte autant de jours, parce qu'on a des problèmes, parce qu'on n'est pas assez nombreux. Et là, on sent quand même que le journalisme y perd, clairement. Le jour où on ne pourra plus faire ça, on pourra toujours écrire des articles, évidemment, on peut toujours tout écrire, mais ce ne sera pas la même chose. Et chaque fois, le fait d'y avoir été m'a donné l'idée de faire autre chose. En écoutant les gens, maintenant, j'ai envie de faire quelque chose sur les journalistes, sur les jeunes qui fuient le pays, ça c'est faisable, mais ça va être plus compliqué. Mais il y a aussi tout le suivi au niveau de suivi psychologique, revalidation, l'appui aussi aux médias ukrainiens. Instamment, on s'était dit qu'on allait appuyer un média, mais "Quel média et comment ?". Parce qu'il y a énormément de médias, il y en a quelques-uns qui sont très crédibles, d'autres quand même nettement moins, et je ne crois pas que ce soit une priorité du journal, mais si un jour je peux mettre ça en place, je suis sûr que si le dossier est bien ficelé, ça pourrait être accepté. Alors l'aide, ce n'est pas nécessairement de l'aide financière, mais les médias ukrainiens se débrouillent quand même relativement bien, ils sont beaucoup plus souples que nous, je crois. Ils fonctionnent avec moins de moyens, mais ils sont bien équipés quand même. Et l'équipement, ça ne veut pas dire nécessairement un équipement qui coûte très cher. Mais ils courent beaucoup plus de risques que nous.

L : Nécessairement.

P : Oui, voilà. Et donc, il y a encore beaucoup d'autres choses aussi à dire en fonction de l'évolution de la guerre. Aussi, les mots sont utiles. J'avais une fois utilisé le mot « conflit » à un Ukrainien, en anglais. Il m'a dit « mais ce n'est pas un conflit, c'est une guerre ».

L : Oui

P : Mais le conflit, un conflit armé, c'est quand même une guerre aussi. Mais ils n'aiment pas trop utiliser ça, parce que pour eux, c'est vraiment une guerre. Et c'est vrai que c'est une guerre. Mais c'est aussi un conflit armé, quelque part. Mais les mots, parfois, sont aussi très importants. J'ai eu la chance de faire l'interview du maire de Kiev, par exemple. Mais je n'ai jamais eu la chance d'avoir Zelensky. Mais Zelensky, je l'ai vu deux fois ici, à une conférence de presse. Où

on ne peut quasiment pas poser de questions, parce que c'est genre quatre questions en une demi-heure. Et puis il parle, le Premier ministre parle, et puis il s'en va. Mais il n'accorde quasiment jamais l'interview. Voilà. Par contre, j'ai d'autres idées d'interviews d'Ukrainiens, en fait. C'est pas nécessairement des ministres ou des premiers ministres.

L : Des idées plein la tête pour...

P : Oui, il y a plein de choses à faire. Et je le ferai. En partie, en tout cas.

L : Est-ce que... J'arrive à la fin de l'interview, progressivement, de tout ce que je voulais savoir, par rapport aussi à ma question de recherche. Mais est-ce que vous avez l'impression de devoir, ici, peut-être ajouter quelque chose, par rapport à ce que... Si vous, vous deviez répondre, par exemple, à ma question de recherche, ee dire, est-ce que les journalistes arrivent à conserver leurs valeurs déontologiques, et tout ce qui tourne autour, lorsque vous partez en terrain de guerre, et particulièrement en Ukraine, est-ce que c'est un grand oui, un grand non, un peut-être ?

P : Moi, je suis convaincu que oui. Et aussi, un mot qu'on n'utilise pas assez souvent, c'est l'indépendance. Alors, moi, j'ai la chance de travailler pour un journal indépendant, qui n'a de compte à rendre à personne, sauf à ses actionnaires, mais c'est une famille, qui n'est pas cotée en bourse, heureusement. Mais si je travaillais dans un média contrôlé par Bolloré, par exemple, ou Dassault, ce serait peut-être différent, pour prendre deux exemples. Ou un parti politique, ou je ne sais pas. Mais oui, moi, je suis convaincu que j'ai pu travailler de manière tout à fait libre, indépendante et déontologiquement, éthiquement, je crois que oui. Maintenant, quelque chose qu'on pourrait nous reprocher ou me reprocher, oui, mais vous n'avez jamais été voir du côté russe, parce que c'est déjà un truc que j'ai entendu aussi. Alors, on a toujours un correspondant en Russie, mais notre pauvre correspondant en Russie, il ne peut pas travailler comme il veut. Il ne faut pas oublier qu'il y a des journalistes en prison, des gens emprisonnés, qu'ils soient russes ou qu'ils soient étrangers. Il y en a quelques-uns, dont le russo-américain Gershkovich, je ne sais plus comment il s'appelle, qui est accusé d'espionnage maintenant. C'est toujours le truc qu'on dit en premier lieu, c'est... Enfin, pas toujours, mais un journaliste est accusé d'espionnage. Alors, il y a des lois très strictes en Russie. Moi, si je veux aller faire un reportage en Russie, est-ce que je pourrais travailler dans les mêmes conditions ? Est-ce que je verrais des choses intéressantes ? Je ne me suis pas trop posé la question, parce que pour moi, la réponse est assez claire. Et notre correspondant en Russie le confirme. Tu ne pourras pas le faire. Lui

déjà ne peut pas le faire, en connaissant beaucoup mieux la Russie que moi. Aller dans un territoire ukrainien occupé par l'armée russe, comme journaliste étranger, à moins d'être... Alors, il y a quelques médias qui l'ont fait, qui ont accepté de jouer le jeu, en disant qu'ils acceptaient de jouer le jeu, d'être "embedded", donc embrigadés par l'armée russe. Et quand on voyait ce qu'ils ont vu, ce qui m'a frappé le plus, c'était une tranchée hyper propre, hyper clean. Toutes les autres tranchées que j'ai vues sur des vidéos diffusées, que ce soit par des Ukrainiens ou des étrangers, ou des Russes même, c'est comme en 14-18. C'est des tranchées, ça ne ressemble à rien, c'est moche, c'est plein de crasse. Et là, ils avaient visité un truc... Alors... Et puis des tests avec des chars qui tiraient, mais ce n'était pas vraiment... C'était à 10 kilomètres du front. Quel est l'intérêt d'aller voir ça ?

L : Oui.

P : Donc, moi, je n'ai pas envie de jouer ce jeu-là. Même en disant "Voilà, on a accepté" ... Même si la démarche vient de nous, est-ce qu'elle sera acceptée ? Peut-être que oui, mais connaissant la façon de fonctionner de l'armée russe, des autorités russes, je ne vois pas l'intérêt de faire ça, franchement.

L : Oui.

P : Si c'est juste pour dire, oui, on a aussi été voir de l'autre côté, ben non, parce qu'on n'a pas été voir dans la même condition de l'autre côté. Parce que ça ne fonctionne pas de la même façon. Et ça, il faut l'expliquer. Donc, quand notre correspondant en Russie fait un papier, on met chaque fois à côté une explication qu'en fait, il n'a pas tout à fait les mains libres, qu'il y a des lois très strictes, que s'il ne les respecte pas, il risque d'être poursuivi en justice, il risque de perdre son accréditation. Tous les trois mois, il doit re-remplir une nouvelle accréditation, ce qui n'existait pas avant. Et il risque, du jour au lendemain, de se faire expulser ou emprisonner. Donc, pour l'instant, ce n'est pas le cas. Tant mieux. La contrepartie, c'est qu'il ne peut plus faire du journalisme ou du reportage comme avant. On a essayé de lui faire faire des choses, plus ou moins infaisables, genre aller sonder ce que l'opinion russe pensait. Mais un journaliste étranger, il est tout de suite repéré, déjà qu'il est sans doute suivi par deux sbires, même si c'est discret, il ne s'en rend pas compte. Mais il va rencontrer des gens qui vont très bien, puisque lui va se présenter comme journaliste étranger, donc, avec ou sans fixeur. Mais ces gens vont évidemment raconter ce que... Je ne crois pas que ce sera très exhaustif, sur ce que ces gens pensent réellement de la situation. Même si un Russe ou des Russes... Il y a peut-être des

babouchkas russes qui ont 85 ans, qui n'ont plus rien à perdre. On l'envoie de temps en temps sur des vidéos, notamment quand il y a eu l'enterrement de Navalny, qui n'ont rien à... Comme ils disent, on n'en a rien à foutre. On peut nous tuer, on s'en fout. Celles-là, elles pensent vraiment des choses qu'elles disent sur ce pouvoir pourri. Mais la plupart des gens ne vont pas s'adresser à un journaliste, parce qu'ils risquent aussi d'être emprisonnés. Donc comment... Il ne peut plus travailler correctement. Il ne peut plus sentir ce que la... Parce que oui, qu'est-ce que la population russe pense ? Je n'en sais rien, moi, de ce qu'elle pense. Je ne sais pas. Il n'y a pas de sondage. Et même s'il y avait des sondages, ces gens ne peuvent pas, n'osent pas dire ce qu'ils pensent vraiment. Alors peut-être qu'ils sont tous derrière Poutine, à 95 %. J'en doute. Mais peut-être. Mais ce n'est pas crédible. Parce que les conditions ne sont pas réunies pour travailler correctement. Et ça, il faut aussi l'expliquer. Quand on me dit pourquoi je ne vais pas en Russie, pourquoi je ne vais pas être en Russie, c'est ça que je réponds. Parce que je trouve que journalistiquement, ça n'aurait pas beaucoup d'intérêt, à partir du moment où déjà notre correspondant ne va pas travailler correctement. Et moi, si un journaliste étranger arrive en Russie, il est d'office repéré. En Ukraine aussi. Mais bon...

L : Mais il n'était pas suivi ? Peut-être que oui.

P : Ça dépend ce que c'est comme journaliste aussi. Parce qu'il y a aussi "journaliste" et "journaliste". J'ai croisé un journaliste chinois. Est-ce qu'on fait du journalisme comme nous l'entendons en Chine ? Je ne crois pas.

L : Oui, justement, est-ce qu'être belge et européen, ça a été plus facile, entre guillemets, sur place en Ukraine ?

P : En Ukraine ? Oui, sans doute. Parce qu'ils savent que l'Europe, la plupart des pays européens en tout cas, et la Belgique les aident. Pas uniquement militairement, aussi de manière humanitaire, financière et autre. Et ils le savent. Donc ça compte. Et je crois qu'ils font quand même plus confiance, parce qu'il y a aussi une question qui revient souvent, qu'on me pose de temps en temps, et qui est plus présente chez certains que d'autres. Si les Ukrainiens ne veulent pas de la Russie, ce n'est pas parce que c'est la Russie, c'est parce que c'est un régime dictatorial, et qu'ils savent très bien ce que c'est. Ils veulent évidemment la démocratie. Quand j'entends certains partis comme le PTB s'abstenir sur des questions évidentes en Ukraine, ils viennent toujours avec leurs arguments. "Alors, si on n'est pas avec les Russes, on est d'office avec les Ukrainiens, qui sont d'office pro-américains". Oui, mais ils sont aussi pro-européens, et ils sont

pro-démocratie. Ils ne sont pas fondamentalement, maintenant, ils sont devenus anti-russes, très fort. Ils ne l'étaient pas avant. C'est Poutine qui croit qu'ils sont anti-russes, mais ils ne le sont pas maintenant, ils ne le sont devenus. Mais ils parlent encore russe. Ce qu'on dit, ils ne peuvent plus parler russe. Si, il y a plein de gens qui parlent encore russe. Il y a des mots russes qu'on comprend. Alors ils parlent de moins en moins russe, parce que pour eux, si on parle russe, c'est d'office être russe. Mais ils ont clairement, à un certain moment, fait la révolution, Maïdan, c'est là que tout a commencé, en 2013, parce qu'ils ne voulaient plus d'un régime comme celui de Poutine. Qui veut d'un régime comme ça ? A partir d'un moment où on a goûté à la démocratie, à la liberté, et on peut dire qu'il y a des défauts à la démocratie, à l'occidentale, à l'europpéenne. Ok, il y en a. C'est loin d'être parfait. Mais de l'autre côté, quand j'ai suivi les ukrainiens, vous croyez vraiment qu'on veut être sous le joug de la Russie ? Avec le régime qu'ils ont ? On n'aura plus aucune liberté, on ne pourra plus rien faire, on sera obligé d'obéir aux ordres. Et dans quel contexte on va vivre ? Donc non, on ne veut pas de ça. On veut rester avec le clan occidental. Et la guerre, c'est clairement ça. Et Poutine croyait qu'il allait pouvoir balayer tout ça comme il l'a déjà fait dans d'autres pays. Parce que ça allait marcher. Parce qu'il était mal renseigné. J'ai peut-être pas été au bout de mon idée tout à l'heure. Après le Covid, il a très peur de mourir. Il a vécu de manière très isolée dans le Kremlin. On a toujours cette image des tables. C'est peut-être un peu moins le cas maintenant, mais c'était le cas avant. L'Union soviétique fonctionnait comme ça. Tout le cercle qu'il y avait autour du Président ou du Secrétaire Général du Parti Communiste disait ce qu'il voulait bien entendre. Que tout allait bien. Genre à Tchernobyl, tout l'entourage de son groupe dit que tout va bien, tout est sous contrôle. Parce que si jamais c'était pas sous contrôle, c'était leur responsabilité. Et c'est eux qui partaient dans un goulag en Sibérie. C'est comme ça que ça fonctionne. Et donc Poutine, il était entouré de gens. Il est toujours entouré de gens. Certains ont disparu ou sont morts, parce qu'il y a beaucoup de morts dans l'entourage de Poutine. Qui disent, qui ne disent pas la réalité des choses. Qui disent que tout va bien. "L'armée, tout va bien". Ça ne va pas si bien que ça. Parce qu'ils n'ont que 20% du territoire. Ils ne contrôlent que 20% du territoire ukrainien. Ce n'est pas 100%. Et que le front ne bouge pas fort. Même s'il y a 3-4 semaines, ils ont pris une bande de terre de 10 km<sup>2</sup>. De 10 km qui fait à peu près 800 km<sup>2</sup>. Sur une surface de plus de, je ne sais pas, 650 000 km<sup>2</sup>, ce n'est pas grand-chose. Donc, ils ne veulent pas de ce truc-là. Alors, il y a quelques Ukrainiens qui en veulent. Oui, qui sont un peu nostalgiques de l'empire de l'Union Soviétique. Mais ils sont vraiment très minoritaires. Encore plus qu'avant. Voilà, je ne sais pas si ça répond à toutes les questions.

L : Oui, tout à fait. Je pense que j'ai fait le tour de tout ce que je voulais savoir. Ça a été hyper complet. J'ai même appris beaucoup de choses en plus de tout ça. Merci beaucoup.

P : Avec plaisir.

INTERVIEW N°4 : AURÉLIE DIDIER – RÉALISÉE LE 1 JUILLET 2024 –  
BRUXELLES – RTBF

L : Dans le cadre de mon mémoire, je cherche à comprendre comment ça se passe concrètement pour les journalistes qui vont en Ukraine. Là, c'est un retour d'expérience pour vous étant donné que vous avez eu un rôle super polyvalent depuis février 2022. Donc la première question est de savoir quel rôle vous avez joué depuis février 2022 et comment se sont passés vos voyages en Ukraine ?

A : Moi la première fois que j'ai été en Ukraine c'était en février 2014, au moment de la révolution de Maïdan. Donc là j'y suis allé comme journaliste de terrain. C'était pour le JT, avec un cadreur et il y avait aussi une équipe radio. En fait, en février 2014, je suis arrivée juste avant le basculement, la révolution. Donc j'ai couvert pour le JT, pour l'info toute la révolution et puis tout ce qui s'en est suivi et puis après je suis revenue à la RTBF. Après et depuis, j'ai suivi tout le dossier. Je suis allée une fois en 2015 en Russie pour avoir un autre point de vue. J'ai également été en 2015 dans le Dombas pour comprendre le point de vue pro-Russe, essayé d'aller aussi chercher cette parole là car en tant que média de service public, une de nos valeurs éditoriales est l'impartialité. Donc en effet quand on couvre un évènement, tout l'enjeu c'est aussi d'offrir le pluralisme, la pluralité des opinions. Puis j'ai continué à suivre, et en effet au moment du début de la guerre en février 2022, j'y suis retournée à plusieurs reprises. A chaque fois, je m'en allais avec une équipe multimédia. Entre-temps, notre rédaction a évolué, on est multiplateforme. On est TV, radio, web, réseaux sociaux et donc à chaque fois avec une équipe de 2 journalistes, 2 techniciens et un fixeur ou fixeuse sur place et on a tout un matériel qui est adapté à ce terrain-là. J'y suis retournée 4 ou 5 fois et puis après je suis devenue directrice adjointe, donc là je laisse la place aux autres.

L : Justement, on peut peut-être directement aller sur le terrain de ce journalisme 360 degrés, est-ce que pour vous, c'est la meilleure manière d'être complet et comme vous le disiez, avoir toutes les opinions et tous les points de vue ?

A : Alors oui, comme on a un média multiplateforme, couverture 360 comme on le dit, on essaye en effet de toucher tous nos publics. Nos 4 publics RTBF sont les publics jeunes, les affinitaires, les multi-générationnels et les jeunes adultes. Cela veut dire que par exemple, par rapport à ce que j'ai fait en 2014, en 2022 et 2023, j'ai aussi fait du format « réseaux sociaux », j'ai aussi développé un format de coulisses du terrain en Ukraine où on était dans les tranchées, le travail à Kiev, pour toucher le public des réseaux sociaux. Évidemment, en complément des reportages radio, JT, des articles Web. Après, le gros problème que nous avons en tant que RTBF est qu'actuellement, on peut aller en Ukraine « sans soucis », en étant formé au terrain de guerre. Par contre, jusqu'à présent, nous n'avons pas l'autorisation d'aller en Russie. Et du coup, on a beaucoup moins cette possibilité de donner la parole à la population russe, aux autorités, qui communiquent très régulièrement. Mais cela reste donc des paroles cadrées. Donc faire notre propre travail de journaliste indépendant, on arrive pas à le faire. Ça, pour nous, c'est un problème.

L : Ici, on parle du 360 degrés. Il y a quelques mois, vous avez cédé votre place mais vous étiez responsable éditoriale au service monde, comment ça se passe quand on est responsable éditoriale pour choisir les sujets ? Comment mieux raconter la guerre et sous quel prisme ?

A : Ici à la RTBF, on a plusieurs rédactions. Il y a la rédaction internationale, la belge, la société et puis on a aussi des rédactions en régions (Namur, Liège, Hainaut) qui sont des bureaux locaux d'informations. Pour revenir à l'international, il y a une cheffe de rédaction, Caroline Hick, c'était déjà elle quand j'étais responsable éditoriale monde. Caroline est cheffe de rédaction et puis il y a la responsable éditoriale monde et un/une responsable éditorial Europe. Cela veut dire que quand j'étais responsable éditoriale monde, mon rôle était d'animer la communauté éditorialement. De pouvoir trancher, faire des choix, proposer aux plateformes (au JT, à la radio, au web, aux réseaux de sociaux), de dire tôt le matin à 8h, « je pense que les tops informations c'est ceci, ceci et ceci ». Il y ensuite la discussion éditoriale où par exemple, le JT va dire qu'il est intéressé par tel sujet. A ce moment, en tant que responsable éditoriale monde, je vais dire que c'est intéressant mais ce n'est qu'une Xème étape du dossier, je préfère qu'on y revienne quand il y aura un nouveau rebondissement russe. Il se peut aussi que « telle » plateforme dise que ce sujet ne l'intéresse pas mais c'est alors mon rôle de dire que dans ce pays-là, dans ce dossier-là, on est face à un basculement et notre rôle est donc de pouvoir l'expliquer, qu'il soit le plus digeste et compréhensible pour le grand public.

L : Ces choix, est-ce que vous les avez toujours faits librement ? Est-ce que c'était facile de faire ces choix ?

A : Oui. Il y a certains choix qui s'imposent. Je pense que le 7 octobre était un choix qui s'imposait, c'est du non négociable, c'est l'actualité forte. Si par exemple, Joe Biden tombe ou se casse une jambe juste avant la convention démocrate par exemple, c'est un fait majeur, personne ne va discuter. Maintenant, il est vrai que si le président au Venezuela est destitué, il y aura une vraie discussion éditoriale parce que, par exemple, le JT va nous demander comment expliquer cela au grand public qui ne suit pas l'actualité au Venezuela. En tant que responsable éditoriale monde, mon rôle est de dire que c'est important car c'est un basculement. Le JT répondra alors qu'il me fait confiance sur l'importance éditoriale. Tandis que sur La Première, avec un public affinitaire, je pense qu'ils ne vont même pas se poser la question, ils couvriront le sujet. Ils vont plutôt se poser la question de : est-ce que l'on prend un correspondant, est-ce qu'on prend un analyste ? En fonction des publics, il y a cette question éditoriale. J'ai la liberté de proposer ce que je veux proposer en tant que responsable éditoriale monde, mais comme on est dans un modèle matriciel, j'ai aussi le devoir d'accepter qu'il y ait une discussion éditoriale et qu'on se challenge dans l'édition.

L : Par rapport au cas de l'Ukraine particulièrement, est-ce que sur place les conditions se prêtent à des sujets auxquels on ne s'attendait pas, à ce moment-là, ce sont les journalistes qui sont sur place ou vous qui êtes sur place qui décidez au feeling de ce que justement vous venez de m'expliquer, de chaque affinité en relation avec le public ?

A : Ça c'est différent. Quand on va sur le terrain, c'est comme journaliste de terrain donc là quand on va en Ukraine, on prépare sa mission. On est en contact avec un fixeur ou une fixeuse. Moi, pour y avoir été plusieurs fois, il y a des sujets que je n'avais pas pu faire lors de la dernière mission que je gardais en tête et je me disais, tiens, cette fois-ci, j'aimerais bien essayer de les développer ou dans le dialogue avec le fixeur ou la fixeuse, la personne va me dire : « Mais tu sais y a ça qui est en train d'émerger comme inquiétude ». Par exemple, sur le recrutement des étudiants, sur par exemple, un enrôlement obligatoire des femmes. Ce sont toutes des choses qui évoluent dans un pays en guerre. Du coup, c'est important que, nous, média, on aille prendre la température. Donc, on prépare une mission en avance mais on se dit toujours en étant sur le terrain qu'on vient avec une proposition de tournage mais on va s'adapter à la réalité du terrain. Si on se rend compte que les femmes ne sont pas inquiètes de s'engager dans l'armée et que

toutes veulent aller au front alors évidemment qu'on va réorienter le propos. Ici, ce n'est pas le cas car c'est caricatural et que évidemment que les femmes en Ukraine sont inquiètes. L'idée, c'est de partir avec quand même une base éditoriale sur laquelle, on est tous d'accord. Ok, il y a vraiment ça et ça comme grands thèmes qu'il est important d'expliquer au public belge et francophone mais en même temps, le plus important c'est de faire confiance au terrain. Il faut se dire quand on est sur place, se demander, comment je me réadapte face aux témoignages. Comment je réajuste ? Toujours en discussion avec la rédaction car le but ce n'est pas juste de faire ses reportages sans dialoguer avec personne et puis de rentrer et j'impose mon truc. Justement, cela est riche et par le dialogue éditorial, on peut améliorer les reportages, en étant sur le terrain, en discutant, en confrontant, donc ça, c'est vraiment super important. Pour moi, le terrain, je dis souvent aux journalistes, je fais confiance au terrain. C'est vraiment pour moi, quelque chose, qu'on doit continuer d'entretenir ici dans nos métiers. Pas d'office partir avec tous les aprioris et le sujet tout fait à l'avance, tout cuit. C'est vraiment de se dire : « ok, on a une idée mais c'est le terrain qui va parler. »

L : Cette grande flexibilité, c'est aussi ce que vous avez essayé de montrer avec votre caméra embarquée, avec votre équipe, je me souviens d'un format hyper transparent sur les coulisses comme vous le disiez tout à l'heure. Pourquoi, justement, cette transparence ?

A : Nous, à la RTBF, on a plusieurs valeurs éditoriales : l'impartialité, la diversité, l'audace,... et une des valeurs éditoriales, c'est la transparence. Transparence sur notre démarche et sur nos coulisses et le public est assez demandeur de ça parce qu'on sait bien qu'il y a une défiance par rapport aux médias dans une certaine partie de la population et donc en fait, nous, on a une vraie réflexion par rapport à ça. Donc, on montre comment on travaille et le fait de dévoiler les coulisses, de dévoiler la démarche, nos interrogations, les freins qu'on peut avoir à un moment, en fait, pour moi, c'est faire preuve d'humilité et c'est montrer qu'on n'est pas des journalistes contrôlés par une main invisible qui ne viendrait de je ne sais où. Non ! On a envie tous les jours de se remettre en question, qu'on a envie de faire notre métier de journaliste correctement et quand on est sur le terrain, on a parfois des embuches, parfois on s'interroge, parfois ce n'est pas facile et parfois on a une découverte, un témoignage très puissant et parfois le terrain nous touche aussi donc c'est important d'expliquer tout ça. Je pense que par rapport à il y a 15 ou 20 ans cette démarche-là, elle est nouvelle et on veut vraiment encore la développer et vu le contexte de méfiance d'une partie du public par rapport aux médias, des jeunes surtout. Quand

on va dans les écoles et qu'on entend ce qu'ils disent, il est important qu'on continue de travailler là-dessus. C'est primordial.

L : Justement, vous parliez que c'est primordial à l'heure actuelle de montrer, lorsque vous étiez sur place, comment se passe pour vous l'accès aux terrains, aux sources ? Et avez-vous des exemples concrets de ce que vous avez vécu sur place ?

A : Oui, bien sûr. On avait dû faire un tournage sur un site sensible qui était protégé par l'armée ukrainienne et donc ça nous a pris des jours, des semaines pour avoir les autorisations. C'est en étant sur place et deux jours avant le tournage qu'on a eu la confirmation des autorités alors que c'est des demandes qu'on avait déjà faites en Belgique. On avait envoyé des tartines et des tartines de lettres, de demandes traduites en ukrainien aux autorités, à l'armée en disant qu'on allait être très attentifs à la sécurité, que c'était notre rôle, qu'on flouterait tout ce qu'il faut flouter. Il faut anticiper toutes ces choses-là. On ne va pas faire du micro-trottoir. On va là pour montrer des choses que nous, média, on peut montrer et que d'autres ne sont pas forcément capables de montrer. Cela fait partie des coulisses, des démarches. Surtout que l'Ukraine, pays ex bloc Soviétique, a une aspiration européenne pour toute une partie de la population mais aussi à garder des reliquats soviétiques. Donc, les aspects très administratifs, très écrits, où il faut savoir quelle bonne personne il faut aller toucher, mettre sous cachet,... ça, ça fait encore partie de la réalité ukrainienne et donc, on doit aussi s'adapter à ça et le savoir pour pouvoir faire le reportage qu'on a envie de savoir-faire.

L : Ici, on parle de la logistique qui est compliquée et autres demandes administratives,... Vous parlez aussi de l'aspect humain. Qu'avant tout, un journaliste, c'est aussi un humain qui est touché et que tout passe par lui parce que c'est lui qui transmet l'information. Comment vous et vos équipes, lorsque vous étiez sur place, avez fait pour gérer cette dimension ?

A : Ça pour moi, ça fait partie intégrante du métier. C'est de se dire qu'on est journaliste et que donc on a un devoir d'impartialité et donc d'une forme de distance tout en étant humain. À un moment, on doit aussi rendre compte de la souffrance d'une population qui vit sous les bombes et ça ce sont des discussions que j'ai déjà eu plein de fois avec des journalistes, des collègues. C'est toute l'importance de compartimenter. C'est-à-dire, on va sur place, on s'imprègne un maximum du terrain, on essaye d'en rendre compte avec toutes les nuances et tous les aspects humains mais quand on rentre, la mission est terminée. Il faut donc savoir mettre ça derrière soi pour ne pas se laisser miner par des situations de vie extrêmement difficiles. Je sais qu'il a des

journalistes qui ont de grosses difficultés à rentrer et à se détacher de ce qu'ils ont pu vivre et donc en fait le but n'est pas de se détacher complètement. Oui, c'est le but de notre bagage mais il faut pouvoir vivre avec ça et continuer à aller de l'avant. On a notre rôle de journaliste et puis il y a la vie des gens en Ukraine ou dans le monde dont on doit rendre compte. Notre rôle de journaliste, ce n'est pas un rôle humanitaire. C'est de rendre compte d'une situation pour informer le plus grand nombre.

L : Est-ce que vous, ça vous a changé professionnellement, peut-être même humainement d'aller en Ukraine ?

A : Ah oui, oui bien sûr. J'y suis allée avec mon regard, ma manière de faire. Mais moi, ça a toujours été un de mes crédos de dire, d'essayer de raconter l'histoire par la petite histoire. Par exemple, quand j'étais à Maïdan, c'est d'essayer d'aller chercher les gens qui sont sur la place, qui jouent d'un instrument, qui sont là depuis le début, qui ont des petites échoppes, qui sont portés par un idéal et d'essayer de comprendre leur histoire. Je pense que lorsqu'on va sur un terrain de guerre, au final, il y a toute l'analyse géopolitique qu'on fait ici lorsqu'on est en desk. Mais au final, les personnes les plus impactées, c'est la population. Les femmes, les enfants, les hommes et donc oui, notre rôle en allant sur le terrain, c'est de rendre compte de ça. Je pense que oui, certainement, ça m'a ouvert les yeux, que ça m'a fait grandir mais ce qui est important aussi, c'est de garder son âme et de ne pas se laisser emporter. C'est de rester soi-même sur le terrain.

L : Soi-même aussi en tant que professionnel, vous parliez tout à l'heure des valeurs à toujours bien garder en tête, à bien compartimenter. Mais justement, lorsqu'on va à la rencontre des citoyens, parce que finalement, c'est à eux qu'on rend la parole presque, parce qu'ils ne l'ont pas. Est-ce qu'on arrive justement à garder autant cette distance qui est nécessaire ?

A : Il le faut sinon on ne fait pas notre métier. À nouveau, je pense qu'un journaliste n'est pas un humanitaire, un journaliste n'est pas un ami, un journaliste n'est pas un membre de la famille. Un journaliste est un journaliste et moi, je pense que c'est ça la force ici. Le rôle d'un media de service public c'est de se dire : « Je fais une interview d'une petite fille en larme car elle n'a plus vu ses parents ». Il faut donc rendre compte de cette tragédie pour cette petite fille là. À nouveau, en gardant suffisamment de distance pour inscrire ça dans un contexte global mais aussi expliquer par exemple que cette petite fille est dans un home. Mais est-ce que tout est mis en place pour que ces enfants soient protégés ? Il faut vraiment garder la tête froide, ne pas se

laisser happer par l'émotion. Se dire, avec mon regard de journaliste sur le terrain, j'ai été témoin de ça. Comment, maintenant, aller faire l'interview de la directrice du centre pour essayer de comprendre si ces enfants ne sont pas volés, ... C'est vraiment important, ce sont les fondamentaux et si on y arrive pas, on ne peut pas être journaliste

L : On parle vraiment de l'humain, il y a plein d'autres facteurs qui rentrent en compte quand on est sur le terrain. Aviez-vous aussi des responsabilités en terme de sécurité ? De ne pas se laisser influencer par la personne qui vous accompagne pour la traduction, voir les sources ? Comment peut-on gérer tout ça ?

A : Ce sont les questions qu'on se pose quand on va sur place. On travaille avec un fixeur. C'est les yeux de l'équipe sur le terrain. En même temps, nous devons avoir un regard critique par rapport à cette personne-là. On doit avoir une relation de confiance, en demandant au fixeur de poser les questions à notre place, car c'est un Ukrainien qui va traduire. C'est aussi important de débriefer, de réinterroger après l'interview. Il faut essayer de comprendre si le fixeur a un regard suffisamment indépendant. S'il ne l'a pas, comme ça peut arriver dans les pays où il y a un camp et un autre, c'est possible que le fixeur ne soit pas indépendant. Donc, c'est à nous, journaliste, de rester dans notre rôle et interroger en ayant ce regard critique avec n'importe quelle personne qui est en face de nous. C'est ce qui s'appelle garder la maîtrise éditoriale.

L : En termes de sécurité, y a-t-il beaucoup de choses à prendre en compte ? En fonction du fixeur et des endroits dans lesquels il nous emmène, comment gérez-vous ce point ?

A : On a des briefings sécurité avant, pendant et après. Toutes les personnes qui vont en Ukraine sont formées au terrain hostile et de guerre. Quand je partais, j'avais un briefing sécurité avec l'équipe, le fixeur, le chef de rédaction. C'est de voir le matériel qu'on utilise, si on utilise du matériel siglé, que fait-on si il y a une sirène, si en direct il y a une alarme, etc. On se met d'accord avant et quand on est confronté à l'évènement, on sait quoi faire et on y va. Si on est confronté à l'évènement, il faut être suffisamment en confiance avec l'équipe que pour se reposer les uns sur les autres. Il faut se poser des questions pertinentes rapidement et réagir au quart de tour. Sur le terrain, je ne vais jamais partir avec quelqu'un en qui je n'ai pas confiance. Cela peut créer des tensions, des problèmes de sécurité. La sécurité est toujours présente. Ce sont des voyages très denses car toutes les dimensions du journalisme sont rassemblées sur ce terrain. A la fois l'édito, le stress de la guerre, la fatigue, la confiance en l'équipe, des

témoignages forts, etc. Tout est rassemblé. Il faut toujours pouvoir rester centré et garder la tête froide.

L : On parle du rôle de l'équipe, c'est un point clé au niveau de la confiance mais est-ce un point clé pour garder la tête froide ? Avez-vous des moments où vous prenez un recul ?

A : Oui. Quand on est sur le terrain, il peut arriver que ce soit du non-stop pendant 2-3 jours. 3 heures de trajets sur les routes caillouteuses et pleines de trous, tournages très vite, stress des alertes, reprendre la voiture, la voiture qui tombe en panne, 3 heures de sommeil, etc. Ce sont des situations où l'on sait que l'on est en mode « sprint ». Toute émission est un marathon. Mais après 3 jours de sprint, il faut avoir une pause et décompresser. Il faut se poser avec l'équipe, manger un repas normal, débriefer, regarder si tout le monde va bien et on repart. On ne peut pas être non-stop en sprint, c'est épuisant et dangereux pour l'équipe. Ce n'est pas bon éditorialement non plus en état énervé et stressé. On ne serait plus lucide et on perdrait pieds sur le terrain. Je pense que la lucidité journalistique doit rester.

L : Cette lucidité est parfois bousculée par la temporalité qu'on demande avec les JT ?

A : Cela fait partie de la base. Quand on part, on connaît les rendez-vous et on organise la journée et les reportages. On ne doit pas être bousculé par l'antenne, c'est notre mission de base.

L : Cela est comme en Belgique donc ? Ca ne change pas avec les terrains de guerre ?

A : A un moment, il faut se dire que l'on ne va pas faire un 13h ou 18h, parce qu'il y a une alerte et que l'on se trouve en sous-sol. Il y a les impératifs de sécurité et puis l'antenne.

L : Êtes-vous toujours en contact avec la rédaction en Belgique pour la coordination ?

A : Oui, il y a une personne de contact qui est soit responsable édito ou chef de rédaction, qui centralise et qui fait le point de contact entre l'équipe en Ukraine et la rédaction. On ne multiplie pas les interlocuteurs.

L : Vous expliquiez que vous prépariez en amont les reportages, l'accès, etc. Mais en aval, comment cela se passe-t-il en rentrant en Belgique ? Est-ce que vous faites encore du fact-checking, des retraductions pour assurer la véracité ?

A : Parfois. Surtout pour la radio mais aussi pour la télévision. On revient parfois avec de la matière que l'on a pas eu le temps de décliner sur un média. Du coup, il est possible que quand on rentre de mission, on doit encore faire du travail de montage ou d'écriture. Mais le travail de fact-checking et de traduction, c'est en Ukraine qu'on le fait. C'est compliqué de le faire en Belgique. Le traducteur est sur place. C'est au moment du terrain que l'on peut tout vérifier et traduire. Quand on revient ici, c'est plus pour se dire que l'on peut encore décliner cette matière sur telle autre plateforme.

L : On a parlé des aspects techniques et pratiques, mais j'aimerais maintenant aborder ce que vous avez pensé personnellement sur place. Quelles sont les choses qui vous ont le plus marqué en tant qu'humain et professionnel en Ukraine ?

A : A chaque fois pour moi, ce sont les enfants qui me marquent. Le contraste entre la noirceur de la guerre et puis l'innocence des enfants qui ne sont pas responsables. Ils subissent la guerre et ça a toujours été le plus dur, de voir l'impact sur les enfants. J'en ai vu beaucoup entre 2014 et maintenant, je trouve que c'est le plus dur. Malheureusement, ça fait partie de la guerre et je me dis toujours en note d'espoir que pour certain, ça va les affecter mais que d'autres vont en sortir avec plus de force. Peut-être que certains vont être déprimés, se suicider, etc... Le traumatisme de la guerre à un impact extrêmement négatif sur la population, ça traumatise les gens. Ils n'ont globalement pas assez de soutien psychologique. Ça fait partie de notre métier, c'est pour cela qu'on est là.

L : Est-ce que à travers vos reportages, vous essayez de rendre compte de cette difficulté, cette noirceur ? Auriez-vous une anecdote que vous auriez envie de partager, de votre travail journalistique sur place.

A : Oui, je parlais tout à l'heure d'un reportage qu'on avait fait avec des enfants qui étaient dans un centre à Kiev. C'était un centre qui accueillait des enfants parce qu'ils étaient orphelins, ils venaient de centres ou d'écoles. Ou encore des enfants dont leurs parents habitaient dans l'Est et qui les avaient envoyé plus à l'Ouest ou le Centre. C'était dur de voir des enfants comme ça. Mais j'avais quand même envie d'amener une touche d'espoir. On a donc montré la manière dont les enfants sont entourés avec de la musique, des chants et des danses. Dans la guerre, il y a aussi toute une partie de la population qui est attentive d'entretenir l'innocence de l'enfance, la légèreté dont ils ont besoin et à laquelle ils ont droit. Je trouve que c'est important de montrer et de ne pas cacher la dure réalité, tout en amenant un peu de hauteur, d'espoir pour montrer

que ça existe. On ne fabrique pas cet aspect, mais il ne faut pas l'occulter car c'est notre rôle de montrer qu'il y a une forme d'humanisme dans la guerre.

L : L'un des journalistes que j'ai rencontré me disant que c'était fort déconcertant de voir des maisons en ruine, des militaires partout, des gravats, sentir des corps sous les décombres. Comment peut-on arriver à montrer les points positifs et négatifs en montrant que la vie continue ?

A : Ce n'est pas toujours possible de montrer les points positifs. C'est vrai que les bâtiments détruits et noircis, ce sont à chaque fois des vies fauchées. Je me souviens en allant à Kharkiv, il y avait en effet des immeubles comme on voit beaucoup en Ukraine qui sont éventrés. Les appartements à ciel ouvert, avec des gens qui ont soit déménagé, soit vivent dans l'appartement du même bâtiment, mais juste de l'autre côté. Que peut-on retirer de positif là-dedans ? C'est que malgré tout, les gens s'accrochent à la vie et continuent à espérer. Ils restent en même temps dans l'angoisse. Je me souviens d'une dame dans un reportage à Kharkiv qui parlait russe, elle était inquiète de ne plus pouvoir parler russe. Elle se sentait plus obligée de parler ukrainien, car parler le russe était la langue de l'ennemi. « Est-ce que les voisins vont me critiquer car je parle la langue de l'ennemi ? » Ce sont des nuances de la réalité que l'on ne peut pas montrer depuis la Belgique. C'est pas toujours facile de montrer du constructif et de l'espoir là-dedans.

L : Quand vous êtes sur place et que vous voyez cela, comment arrive-t-on à encore sortir de l'information en faisant comprendre aux gens cela ? Comment faites-vous ?

A : C'est rendre compte de la réalité sans interpréter. Avec de l'humilité et de la clairvoyance. On a vu ceci, je rapporte les faits simplement. C'est très important de ne pas faire d'extrapolation et d'analyses, de supputation et sans sensationnalisme. Dans les terrains de guerre, la réalité est tellement violente et dure, je pense que de rajouter du sensationnalisme ou des supputations, ça gâche le travail.

L : A la RTBF, je suppose que l'on a l'opportunité via le média public de laisser vivre certaines informations ?

A : Oui, la RTBF nous laisse montrer la vie sur le terrain. C'est important en faisant des reportages comme ça de ne pas juste faire : voix off, interview, conclusion. C'est aussi de montrer la population sur le terrain, ce qu'ils vivent. Les gens qui pleurent et qui sont

désespérés. Ca veut dire que par rapport à une séquence JT de 1.30 ou 1.45 minutes, ça va être plus long car il faut montrer cette vie-là. En Ukraine, avec 2 jours de voyages aller, 2 jours de voyages retour, on ne va pas faire des mini-sujets sans incarnation. Ce serait dommage et on passerait à côté de quelque chose.

L : Aujourd'hui, on est à plus de 2 ans de cette guerre qui s'enlise. Comment faites-vous pour gérer le fait que cette guerre est toujours là et qu'elle fait toujours des victimes ?

A : Dans la rédaction, c'est notre rôle de ramener au-devant de l'actualité. Pas tous les jours après plus de 2 ans, il faut doser car il y a d'autres actualités, mais c'est notre rôle. On a une correspondante sur place, Maureen Mercier, qui nous alerte de l'évolution sur le terrain. Elle nous fait régulièrement remonter des choses qui sont importantes. Typiquement dans ce que l'on propose, on continue vraiment à pousser cette actualité.

L : Y-a-t-il d'autres choses possible pour montrer que la vie continue malgré la guerre ? Qui montrent par exemple que les jeunes continuent à vivre. Est-ce dans les projets de monter ça ?

A : Je pense que dans la première année de guerre, on montrait déjà ça. Pour moi, ce n'est pas un sujet qui est nouveau. Si un envoyé spécial me propose cela, je ne prendrais pas ce sujet en premier car on l'a déjà vu. On prendrait d'autres choses de la vie de tous les jours. Les choses intéressantes que l'on a pas encore pu faire, est de montrer que l'Ukraine va devenir un pays d'amputés, pour montrer comment le pays gère la population qui n'a plus de bras, de jambes, avec des traumatismes. Pour moi, en termes de basculement de société, c'est important à montrer. L'industrie en Ukraine est déjà occupée à se transformer pour fabriquer des prothèses pour les membres amputés. En termes de transformation de société, les enfants qui ne sont plus scolarisés est un enjeu majeur. Ils ont la volonté de se tourner vers l'Europe, de développer l'éducation, de développer la gestion de la violence intrafamiliale, etc. On est sur des enjeux de société fondamentaux.

L : Ce sont des enjeux que l'on peut aborder maintenant ?

A : Oui, après 2 ans de guerre ce sont des questions qui se posent de manière criante.

L : On est donc à un tournant, depuis quelques mois ?

A : C'est une population qui a intégré la guerre dans son quotidien, depuis 2014 et encore plus depuis 2022. La population vit avec ça.

L : Ma dernière question : dans votre rôle hyper polyvalent, quels sont vos objectifs à apporter à cette information autre que ces sujets ?

A : Plus globalement, on a nos valeurs éditoriales sur lesquelles on continue à travailler. Ce qui concerne le développement de la diversité et l'audace à l'antenne, on continue à travailler la dessus. Un autre élément sur lequel on est en chantier, c'est le journalisme constructif. Ne pas essayer de faire du journalisme sympa, constructif, mais partir de vrais problèmes, du fond de la population et de se demander comment le média de service public peut apporter des réponses constructives. On prendrait ces sujets à bras le corps pour essayer d'apporter de vrais réponses. Autre chose, par rapport au public éloigné de l'info, c'est un gros chantier. On essaye d'aller chercher ce public en regardant de qui il s'agit pour mieux les informer et jouer notre rôle. Il y a aussi l'axe de l'intelligence artificielle. Il y a un groupe de suivi avec des balises. On est occupé à réadapter vu les nouveaux outils. Tout ceci fait partie des gros axes de développement. Il y a aussi le fact-checking lié à l'IA mais aussi l'intelligence des datas.

L : Le journalisme constructif, c'est quelque chose que l'on peut développer sur un sujet comme la guerre en Ukraine ?

A : Pour moi le journalisme constructif c'est un état d'esprit à avoir au quotidien. Dernièrement en étant en conférence de rédaction, un journaliste propose un article sur le loup à Beauraing qui aurait tué un troupeau de moutons. C'est un problème majeur pour les éleveurs mais ce qui est important, c'est de poser le problème avec le journalisme constructif. Il faut voir s'il y a des aides pour ce sujet, y a-t-il des aides au niveau des dégâts causés par les loups ? Donc il ne faut pas rester dans le négativisme mais il faut voir comment le problème est pris en charge.

L : Je repense au début de l'interview, en vous demandant si vous aviez rencontré un frein majeur dans vos valeurs éditoriales. L'accès au terrain de l'autre côté de la frontière, comment peut-on construire son information sans être eurocentré ?

A : Nous sommes un média indépendant. On n'est pas porte-parole des autorités, de l'Europe ou des Américains. Ça a toujours été notre crédo à la rédaction, on est un média de service public indépendant. Même si on ne peut pas aller en Russie, on a des correspondants sur place.

C'est extrêmement important pour nous, via leurs yeux et leurs expériences, d'être nourris dans notre couverture éditoriale par leur production sur place. L'objectif n'est pas de se contenter de ce que l'on a. Que cela plaise ou non, nous devons offrir ce regard-là. En Ukraine, quand il y a de la corruption à un niveau de pouvoir, on doit en rendre compte. Avec l'agenda européen et qu'à terme l'intégration de l'Ukraine se fasse, il faudrait régler les problèmes de corruption. Ce serait à nous d'en rendre compte. Il faut que nous fassions une information nuancée mais notre rôle n'est pas d'occulter le discours d'une autorité.

L : Même si vous n'avez pas directement accès à tout, comme vos correspondants, vous êtes contrôlés ?

A : Oui mais il font malgré tout un bon travail journalistique. Je regrette que l'on ne puisse pas aller sur place, mais on a cette chance d'avoir des gens en Russie. Le correspondant du Monde a annoncé qu'il quittait Moscou, c'est une perte énorme. Ce n'est pas le cas pour nous.

L : Combien de correspondants avez-vous en Russie ?

A : Deux. Pour nous, ils sont précieux.

L : Sur place, arrivent-ils à avoir accès à l'information ?

A : Oui, en fonction des nouvelles lois qui ont été mises en place. Il continue à faire leur métier en sachant qu'il y a les lois sur les agents de l'étranger, les lois sur le fait que l'on doit parler d'opération spéciale et non de guerre. Ils font avec cette réalité, mais font malgré tout leur métier.

L : A ce moment-là, devez-vous prendre ces informations avec de la distance ?

A : Non, ce sont des journalistes. Ils travaillent pour d'autres médias publics francophones. En tant que journaliste, on a toujours un regard mais ce sont toujours des journalistes. On a une relation de confiance. Ils font leur travail.

INTERVIEW N°5 : VALENTIN DAUCHOT – RÉALISÉE LE 3 JUILLET 2024 –  
ETTERBEEK

L : La première question est assez simple, c'est pour vraiment rentrer dans le sujet. J'aimerais savoir quel rôle vous avez pris depuis le début de la guerre en Ukraine, en 2020. Qu'est-ce que

vous avez fait ? Quels sont les voyages que vous avez fait ? Comment vous avez développé votre expertise ? Vous dites que vous êtes journaliste expert.

V : Journaliste expert, ça ne veut rien dire. Je pense que c'est un truc... Il est écrit journaliste expert quelque part ?

L : Oui sur le site du journal La Libre.

V : Je ne pense pas qu'on soit journaliste expert. Je pense que quand tu n'es pas sur place... Moi, la façon dont je conçois mon travail, c'est de justement... Je dirais que 75% du boulot, quand tu veux faire des articles de fonds et d'analyse, c'est de trouver les bons interlocuteurs. Donc les experts, c'est eux. Et ça fait une énorme différence. Par exemple, là, je suis en train de préparer un sujet sur l'impact de la Russie sur l'extrême droite, indirectement lié à la guerre. Les très bons experts là-dessus, ils sont difficiles à joindre. Donc ça implique une contrainte de temps. Donc c'est eux qui sont bons. C'est souvent des experts français ou britanniques ou américains, parce que c'est plus grand, il y a juste beaucoup plus de monde. C'est des gens qui ont parfois plus de temps, même plus d'expertise. Et donc moi, je suis là pour raconter une histoire, avoir les faits et avoir les bons interlocuteurs. Ça, c'est beaucoup la partie à distance. Je suis allé une fois en Ukraine pour les deux ans. C'est toujours le bon prétexte pour se rendre sur place la date anniversaire, même si ça n'a pas beaucoup d'intérêt en tant que telle. Du coup, en février dernier, je suis resté huit jours sur place. Et là, je pense que d'un coup, j'ai publié six ou sept doubles pages, c'est-à-dire peut-être autant que les deux mois précédents, parce que là, le boulot change complètement. Ce qui est très compliqué, c'est d'être dans l'analyse à distance en permanence. Or, je reste persuadé que si tu ne vas pas sur place, c'est quasiment impossible de percevoir ce qui va au-delà des chiffres et au-delà des analyses techniques. Donc quand tu arrives sur place, le premier truc qui est marquant, c'est que tu... Je suis passé en train de la Pologne, comme tout le monde en fait, les voies aériennes sont coupées, donc tu passes de la Pologne à l'Ukraine en train, tu passes la frontière en train, tu vas à Lviv, qui est vraiment à l'ouest et qui est assez peu affecté, un peu plus maintenant, mais en tout cas, il y a quelques mois, assez peu affecté par les bombardements. Puis je suis allé à Kiev quelques jours, et puis à Odessa, qui à l'époque était beaucoup plus affecté et touché. En fait, tu ne vois pas la guerre. Tu n'es pas dans un système où tu vois des bombardements, tu vois l'image que tu te fais de la guerre, c'est-à-dire des tranchées, du sang, de l'insécurité. Tout ça, tu ne le vois pas, tu l'entends. Parce qu'à Odessa, par exemple, il y a tout ce système d'alarmes aériennes qui retentissent très régulièrement dans

la ville. Et moi, ce qui m'a marqué là-bas, par exemple, c'est qu'on arrive à Odessa, moi qui n'avais pas encore vécu de contexte de guerre avant, t'entends une alarme, tout de suite tu stresses, tu cours un peu dans tous les sens en suivant le ou la guide qui est avec toi, et en fait, tu constates que les locaux ne bougent pas d'un millimètre. Donc, les gens qui sont en terrasse, qui sont en train de manger, continuent à manger, les gens qui sont assis sur un banc en train de lire, continuent à lire. L'alarme ne change absolument rien. Et en fait, on a compris dans un deuxième temps qu'il y a deux systèmes d'alarme. Les alarmes à l'ancienne que tu entends dans toute la ville se mettent en marche dès qu'un objet volant, un missile ou un avion de chasse russe est en route vers l'Ukraine ou passe au-dessus du territoire ukrainien pour les missiles. Mais c'est énorme l'Ukraine, donc ce missile peut aller à 400 kilomètres de là. Et donc, les locaux se sont assez vite rendus compte qu'en soi, ces alarmes voulaient rien dire. Par contre, ils suivent tous des chaînes Telegram. Et là, il y a un système d'alerte beaucoup plus précis où sur les chaînes Telegram, on leur dit, tel missile est parti à telle heure, attention, celui-ci arrive vers Odessa. Et là, généralement, c'est très marquant, parce qu'on l'a eu deux fois pendant qu'on était sur place, sur les huit jours sur place. Dès qu'on te dit, il y a une alerte Telegram, là, en quatre secondes et demie, tout le monde va dans un sous-sol, parce que là, il y a une vraie menace. Et quand on était là-bas, il y a eu une attaque de missile qui a fait deux ou trois morts, parce que c'était une attaque de drones, c'était pas de la missile, c'était une attaque de drones qui a touché un appartement au hasard dans la ville. Et ça aussi, c'est perturbant, parce que toi, t'es dans ton... Ça arrive souvent en pleine nuit. Donc t'es dans ton logement, là, on était dans notre hôtel, t'entends l'alarme, tu bouges pas, t'entends un message qui te dit, c'est une alarme Telegram, donc voilà, tu fonces dans la cave qui, en l'occurrence, était la salle de sport de l'hôtel, donc pas du tout un bunker sécurisé. Et puis, on te dit que l'alerte est finie, tu retournes te coucher, tu vois rien, t'entends rien de nouveau. Et c'est quand tu regardes sur Internet, quelques minutes, voire parfois quelques heures après, que tu te rends compte qu'il y a un immeuble calciné et que ça a fait deux morts, parce que les drones visent au hasard, si tu veux. Donc ils les envoient, ils touchent une habitation et puis c'est au petit bonheur la chance. Donc ça, c'est très impressionnant sur place. L'autre truc qui m'a vraiment marqué en étant sur place, c'est, comme je disais, tu ne vois pas la guerre, tu l'entends via les alarmes et tu la ressens via les témoignages. Donc c'était vraiment très impressionnant, parce que tu parles aux gens qui restent à Odessa, souvent parce qu'ils n'ont pas les moyens de partir, ou souvent parce qu'ils ne sont pas partis se battre sur le front, donc les femmes, les enfants, et qui vivent cette sorte de misère économique, parce que l'économie tourne au ralenti, la plupart des hommes sont partis se battre ou ont fui à l'étranger, il y a beaucoup moins de demandes dans les secteurs des services, et

donc tu vois toutes ces personnes qui sont un peu désabusées dans cette espèce de vie normale qui n'est jamais normale, si tu veux. Donc il y a beaucoup de désespoir comme ça, et puis le deuxième élément incroyable, c'est juste les témoignages. Tu vois tous les soldats et soldates qui sont en permission, qui reviennent très souvent du front qui est vraiment pas très loin d'Odessa, on a quelques centaines de kilomètres, et qui partagent leur expérience. Et on a rencontré comme ça deux soldats infirmiers urgentistes sur le front, qui devaient avoir 23-24 ans, et tous sourient vraiment, qui faisaient un effort très très important pour donner une bonne image de l'Ukraine aux médias, et quand tu vois l'engagement verbal, c'est-à-dire quand tu voyais leurs mains, leurs yeux, et leurs intonations, tu sentais qu'il y avait un contrôle immense pour masquer une forme de détresse, mais cette détresse elle est là, elle est perceptible à tous les niveaux. Et donc ça c'est assez dingue, parce que c'est de loin les meilleurs papiers que j'ai écrits en un an et demi, parce qu'écrire sur la guerre, juste pour donner des chiffres, des bombardements, des analyses techniques, c'est une chose. Mais c'est pas très identifiant pour les lecteurs. Par contre, tu racontes l'expérience d'une jeune soldate qui a à peu près ton âge, et là je pense que d'abord tu racontes vraiment quelque chose qui se passe, qui est de l'ordre du ressenti, et en plus, en tant que lecteur, en tant que, je sais pas moi, mère de famille ici, étudiante, journaliste, peu importe, de l'autre côté de la planète, tu peux t'identifier à ces personnes-là.

L : Et comment justement vous gérez ce paradoxe finalement, aussi entre raconter la guerre d'ici avec des analyses techniques, comme vous le dites, et de raconter la guerre ponctuellement sur vraiment des choses incarnées, comment vous arrivez à faire ça ?

V : Je trouve qu'idéalement, il faudrait aller sur le terrain tous les mois. Parce que tu vas sur place. En fait, le problème d'une guerre, c'est les contacts, comme je te disais avant, je sais pas si il faut que je dise tu ou vous, comme je vous disais avant, pour le podcast. La qualité d'un papier que tu fais à distance, c'est ta source. Donc c'est très bien, si t'as un bon réseau d'experts, tu peux avoir des gens qui font des analyses brillantes. Je peux revenir là-dessus, je peux te renseigner là-dessus directement maintenant. C'est la grosse question de ce que tu veux proposer. C'est la question de la temporalité que tu veux adopter. Dans une guerre, et en particulier dans le cas de la guerre en Ukraine, et je pense dans tous les conflits qui existent, les deux camps font de la propagande. Donc, et côté russes, et côté ukrainiens, on fait sa communication de guerre. C'est normal, ça a toujours été le cas. Et il y a une communication permanente. Parce que maintenant, avec les réseaux sociaux, avec Telegram, avec Instagram,

avec Facebook, avec tout ça, les dirigeants des deux côtés communiquent en permanence. C'est quasiment impossible de vérifier ce qu'ils disent. Parce que si tu veux, alors, t'as deux choix. Soit tu publies tout de suite tout ce qui est dit, et alors t'occupes le terrain. Tu dis sans arrêt, voilà, Vladimir Poutine a dit que, et puis l'Ukraine a dit que, ou selon tel expert de tel endroit, Vladimir Poutine serait prêt renoncer à la guerre. Ça, c'est une chose. Et donc, tu donnes l'info en temps réel. Pour moi, ça contribue à la désinformation. C'est-à-dire que si tu ne recontextualises pas ce qui est dit, tu perds complètement le lecteur. C'est-à-dire que dans un monde dans lequel on est bombardé d'informations en permanence, dans le cadre d'un conflit où les deux côtés, enfin, voir toutes les parties si tu tiens compte de l'OTAN, des pays occidentaux et des alliés russes de l'autre côté, où tout le monde communique en permanence, si tu ne fais pas le tri dans l'information, en fait, t'es noyé dans un flux d'infos plus ou moins sérieuses, voire la fake news totale. Et on sait qu'il y a des manipulations d'informations dans tous les sens. Et donc, je pense que si tu publies 10 ou 15 papiers par jour, tu perds la confiance que le lecteur peut te confier. Donc, ma vision personnelle de la chose, ce n'est que ma vision. Pour moi, ce n'est pas forcément ce qu'il faut faire. Je pense qu'on a avant tout à distance un rôle d'analyse. Par exemple, tu prends... Je connais deux, trois excellents spécialistes militaires qui te disent voilà ce qui est en train de se passer. Parce que sinon, tu vas expliquer comment ça se passe pour l'instant sur le front plus de deux ans après. C'est que la Russie avance très lentement, ouvre un nouveau front, comme on l'a vu à Kharkiv, mais avance très lentement. Comme on le dit, il fait ça pour des raisons de diversion, pour pouvoir attaquer. Enfin, tout ça est un jeu de stratégie militaire. Donc, si tu dis tous les jours la Russie revendique tel village qui souvent est un pauvre hameau avec deux églises abandonnées, tu peux donner l'impression d'une avancée. Je trouve ça beaucoup plus intéressant d'attendre quelques jours, parfois une semaine, et tu reviens avec un expert qui dit voilà ce qu'on observe. Et ce qu'on observe en Ukraine depuis maintenant plus d'un an, c'est ce qu'on appelle une guerre d'attrition. C'est-à-dire que les deux camps essayent de s'user respectivement. Et donc, ça avance, ça recule. On voit que les deux sont assez bons en défense et assez mauvais en attaque, pour plein de raisons. On est dans une guerre de tranchée à l'ancienne, même si l'aspect technologique arrive avec les drones et les moyens de guerre technologiques. En gros, il ne se passe pas grand-chose. On est vraiment sur une guerre d'influence. Et donc, pour moi, dire un jour, la Russie avance, peut donner une information tout à fait erronée, parce que le lendemain, tu vas dire l'inverse. Donc ça, c'est la grande difficulté, je trouve. Ma façon de travailler, c'est... Alors, l'autre problème, c'est que cette guerre d'attrition, il se passe tout le temps la même chose. Donc, cet article d'analyse, je peux le faire toutes les semaines, il va dire à peu près la

même chose. Donc, ce qui est intéressant, ce qu'on essaie de faire à La Libre, c'est de trouver un équilibre entre des angles. Par exemple, alors je couvre la Russie, ça implique inévitablement... Enfin, je couvre l'Ukraine, ça implique inévitablement de couvrir la Russie. Et donc, tu parles de la question de la mobilisation sous de nouveaux angles. Là, la question en Russie, pour l'instant, c'est la question des migrants. Depuis les attentats du Crocus City Hall à Moscou, un pays qui était déjà assez fortement raciste et xénophobe l'est encore plus. Il y a un peu une chasse aux migrants venus du Sud Caucase. Le problème, là-dedans, pour les Russes, c'est qu'ils ont besoin de cette main-d'œuvre pour faire tourner l'économie, surtout si la guerre part à long terme, ce qui est le cas aujourd'hui. Et donc, là, typiquement, pour moi, il y a un article d'analyse. Tu dis, OK, qu'est-ce qui se passe derrière en Russie ? Pareil pour l'Ukraine. Là, c'est un sujet qui peut paraître un peu trivial, mais c'est un sujet qui dit beaucoup de choses. Notre correspondant a fait un reportage sur les soldats qui congèlent leur sperme avant d'aller au front, parce qu'ils ont cet enjeu colossal d'éviter un impact démographique trop important sur le pays. Et donc, les mecs vont faire congeler leur sperme pour assurer quelque part une descendance en cas de décès au front. Et là, c'est le correspondant qui est allé et qui a un témoignage d'un docteur qui tient une clinique dans l'oblast de Zaporijia, je pense, qui a l'interview d'une dame qui est enceinte de son mari, qui est mort au front deux mois plus tôt. Donc, tu vois, je pense que dans une guerre sur le long terme, où on est sur quelque chose où militairement tout le monde comprend assez bien ce qui se passe, c'est important de pouvoir raconter ce que les gens vivent et de trouver des angles, des histoires à raconter qui abordent la guerre indirectement. L'idéal est d'arriver à trouver un équilibre entre les deux. Si tu compares avec un journal qui a énormément de moyens comme Le Monde, leur grande force, c'est d'avoir plusieurs journalistes qui font de l'analyse dans la rédaction et tout un îlot de correspondants en Ukraine et en Russie. Donc, ils arrivent quasiment quotidiennement, un peu moins maintenant avec les élections, avec des reportages et des angles très originaux. Je pense que c'est comme ça que tu arrives à garder de l'intérêt finalement.

L : Justement, vous parliez juste avant de ces dirigeants qui veulent absolument faire leur propagande. Comment on gère l'accès à l'information, justement, pour vous, aussi bien des correspondants que vous avez sur place en Ukraine et peut-être un contact en Russie éventuel ? Comment on gère justement cette balance ?

V : Comment est-ce qu'on vérifie l'info, tu veux dire ?

L : Oui, et comment on prend de la distance aussi, parce que même si le correspondant fait du bon travail, on ne sait pas toujours exactement dans quelles conditions, etc. Comment faire confiance finalement, comment prendre de la distance par rapport à la propagande ?

V : Je dirais que pour le correspondant, ça se joue à la confiance. Souvent, c'est un correspondant qui a déjà fait ses preuves, qui est sur place depuis plusieurs années et on s'est jugé assez rapidement de la qualité, de la véracité. Je dirais que la question de la véracité de l'info, elle est moins problématique avec un correspondant, parce qu'il y a toujours une part subjective, mais ça, il faut quelque part l'accepter. Mais à partir du moment où le correspondant parle surtout à des sources civiles, pour faire des reportages civils, il y a moins ce problème de fabrication d'informations. Après, il faut s'assurer qu'il y ait plusieurs sources, il faut voir dans quelles conditions il fait son reportage, quel est l'objectif, bien définir l'angle, c'est souvent du récit, du reportage. Donc il y a un point de vue qui est inévitable, qu'il faut assumer, mais il y a moins un problème de manipulation d'informations. Ce qui est très compliqué, c'est sur les informations militaires ou les informations politiques. Et là, le problème se pose surtout ici, du coup. Moi, je mise beaucoup sur la qualité des analystes. C'est-à-dire que systématiquement, il faut appeler plusieurs sources. C'est basique, mais c'est toujours la même chose. Je me suis rendu compte de ça, on faisait un article sur un rapport de Human Rights Watch, qui a été publié il y a quelques semaines, sur les violations du droit international par les soldats russes. Et ça m'a vraiment marqué, parce que j'interviewe la représentante de Human Rights Watch, qui nous parle de violations, c'était des exécutions de soldats, de prisonniers de guerre ukrainiens par les forces russes. Et elle explique qu'ils ont fait des analyses data, avec toutes les sources qui sont données. Ça a l'air tout à fait sérieux, elle nous montre qu'il y a des images. Et puis j'ai appelé une experte du King's College de Londres, qui a démonté point par point tout ce que disait l'enquête de Human Rights Watch. Où elle dit, c'est très intéressant, mais toutes ces images, bien que non manipulées, peuvent être coupées. En gros, elle dit, sur une guerre, quelle qu'elle soit, avant d'avoir une idée extrêmement précise de ce qui s'est vraiment passé sur le terrain, il faut plusieurs mois ou plusieurs années. Sortir comme ça, après quelques jours ou quelques semaines, des éléments d'interview, ou des vidéos prises par drone, on peut faire dire n'importe quoi. Elle dit, c'est une guerre, il y a des violations des droits fondamentaux des deux côtés. C'est triste, mais c'est comme ça. Et elle dit, il ne faut pas prendre ça pour argent comptant. Et donc, comment on fait dans ce cas-là ? Je publie les deux. Dans un papier, je commence par l'enquête de Human Rights Watch qui dit, voilà. Et puis, tu recontextualises avec un ou deux analystes. Là, pour le coup, j'avais trois analystes dans ce papier-là. Et au final, c'est au lecteur

de se faire son avis. On n'est pas là avec la science infuse, on n'a pas tous les éléments en main, même en étant sur place.

L : Le problème se pose aussi quand vous allez au front ?

V : Ici, je ne suis pas allé directement au front, mais quand tu vas au front et que tu es encadré par l'armée, tu vois ce qu'on te montre. L'armée peut toujours t'amener exactement à l'endroit où elle veut voir le truc. Ce serait intéressant de parler avec les correspondants ou les gens qui vont sur le front pur indépendants parce qu'eux, à leurs risques et périls, vont dans des endroits sans surveillance. Et là, tu peux avoir accès à certaines choses. Mais il y a toujours une partie de l'information à laquelle tu ne vas pas forcément avoir accès. Pour la vérification, il faut du temps. Parce qu'il faut le temps de contacter les bonnes personnes. Il faut contacter plusieurs personnes. C'est uniquement sur la distance que tu peux développer de bonnes relations avec des Ukrainiens bien informés, avec des Russes bien informés, avec des spécialistes occidentaux bien informés, voire avec des responsables militaires. C'est ce lien de confiance et la distance que tu vas prendre par rapport aux propos qui va te permettre d'y voir un peu plus clair, tout en prenant les précautions d'usage dans ton papier. L'autre aspect, c'est l'émotion. Et c'est là que l'expérience est intéressante. Alors, tu as moins ce problème-là à distance. Mais typiquement, un rapport, si tu regardes les images des exécutions de soldats d'Human Rights Watch, dans un premier temps, c'est absolument écœurant. Et si tu réagis sous le coup de l'émotion, tu peux te laisser emporter. Ce n'est pas ton rôle à distance. L'émotion, elle va être partagée par un témoignage que tu vas avoir de quelqu'un sur place qui vit le truc. Toi, tu es là pour faire une analyse assez froide, mais assez technique des choses, quitte à ce que l'émotion passe par autre chose. C'est un peu le grand drame aujourd'hui de l'ère médiatique dans laquelle on vit. C'est-à-dire que, pour attirer les gens, on va jouer sur l'émotion. Et ça, c'est problématique, parce que l'émotion, tu peux la faire aller dans les deux sens sur n'importe quel sujet. Et ça, c'est de la manipulation, inconsciente ou consciente. Donc, je pense qu'il faut absolument sortir de ça. Moi, je reste convaincu qu'une personne qui s'intéresse vraiment au sujet ne va pas forcément lire un papier de deux pages tous les jours là-dessus. Si tu lui amènes tes deux excellents papiers par semaine, qui sont excellents parce que tu as pris le temps de les faire, il va avoir une vision plus claire de « Ah, ok, voilà les enjeux. » Et puis, on verra comment ça va évoluer.

L : Justement, cette temporalité qui est nécessaire, vous avez l'opportunité de le faire avec la presse papier plus que via, je suppose, les réseaux sociaux et la plateforme web. Est-ce que la Libre vous laisse la liberté de prendre le temps ?

V : Je vais te faire une réponse en « on » et une réponse en « off ». D'abord, la réponse en « on ». La chance de travailler pour un journal qui dispose encore d'une version papier et la chance de travailler dans une équipe qui me laisse cette opportunité-là, c'est effectivement d'avoir le temps. Donc, à La Libre, on a un chef de service qui préfère nous donner deux, trois jours, parfois quatre dans des circonstances exceptionnelles, pour creuser. Et donc, moi, j'ai vraiment aucune pression de productivité, par exemple. Alors, si tu ne fais rien, à un certain moment, ça commence à se voir et tu peux avoir des problèmes, on est d'accord, surtout avec les effectifs actuels, mais on te laisse le temps. Et il y a cette volonté d'arriver à plusieurs reprises sur la semaine avec des sujets de fond, mais qui donnent de l'analyse et de l'explication. Donc, moi, j'ai très peu de pression par rapport à ça. Les enjeux d'un média en ligne sont tout à fait différents. Ça dépend de ta stratégie. La stratégie de la Libre, c'est de fournir beaucoup de contenu. C'est le modèle informatif et économique qui a été choisi. Et donc, il y a une volonté d'être là, sur l'Ukraine, pour prendre une place que d'autres médias ne vont pas forcément occuper. Et donc, là, il y a une façon de fonctionner qui est tout à fait différente. C'est-à-dire qu'eux ont leur propre contenu. Et donc, ils vont s'inspirer de tout ce qui se dit en ligne. Donc, ils ont aussi leur site que eux estiment fiable. Ils vont chercher les informations là-bas. Et il y a cinq, six, parfois plus d'articles publiés par jour sur les déclarations à gauche, à droite. Et puis, eux vont reprendre mon papier dans un deuxième temps, qui va se retrouver en ligne aussi, mais qui fait partie d'un ensemble beaucoup plus large d'informations.

L : Justement, cette division dans l'information liée à la guerre en Ukraine, on ne travaille pas toujours, comme je l'ai compris, je ne sais pas si je me trompe, en collaboration. Est-ce qu'être là tout le temps, ça ne vient pas un peu contrer notre propre travail d'analyse dans le temps ?

V : Alors, si c'est bien fait, toujours réponse en « on », si c'est bien fait, ça peut être une forme de collaboration. C'est-à-dire que si c'est clairement labellisé sur un site web, il peut toucher les deux publics. Il peut y avoir des gens qui vont trouver sur Internet une analyse, labellisée comme telle, proposée en payante, et qui prendra beaucoup plus de temps à lire, qui sera plus longue, mais qui propose un type de couverture médiatique. Et à côté de ça, pour les mêmes ou d'autres personnes qui seraient intéressées par avoir un contenu qui sont beaucoup plus dans la

soif d'informations en permanence, qui est vraiment une tendance qu'on observe, proposer quelque chose qui soit beaucoup plus de l'ordre de « on vous donne la citation de l'un ou de l'autre, et vous vous débrouillez avec ça, vous faites votre travail d'analyse, et vous pouvez piocher des informations ici et là. » Donc ça peut être complémentaire. Après, il y a inévitablement un effet d'accumulation, qui fait que si un certain public s'abreuve d'informations en permanence, pour moi ça devient difficile de garder un discernement. C'est-à-dire qu'on ne peut pas assimiler toutes ces informations contradictoires en permanence. Donc il peut y avoir un effet de lassitude qui fait qu'un public va peut-être lire énormément d'infos très brèves, parce qu'il veut s'informer en temps réel, il ne va pas être le même qui va vouloir lire un article d'analyse.

Maintenant je te fais la réponse en off, (...)

Donc, pour revenir en mode « on », il y a un vrai challenge aujourd'hui à trouver un équilibre entre la demande d'information des lecteurs en ligne, parce que théoriquement, de toute façon, tout ce qui passe dans le papier passe en ligne. Donc, l'outil de consommation principal aujourd'hui, c'est un site Internet. Ce qui est très bien, parce que ça permet beaucoup plus de choses. Mais il y a un enjeu à trouver un équilibre entre la soif d'information du lectorat et le temps nécessaire pour trouver des interlocuteurs de qualité, pour recontextualiser, pour trouver des témoignages et, quelque part, fournir les deux.

L : On a vraiment là beaucoup abordé votre pratique journalistique, ici en Belgique. Vous pouvez, maintenant, aborder plus votre pratique journalistique lorsque vous êtes parti en Ukraine. Comment, finalement, tout ça s'est organisé ? Donc, la sécurité, l'accès aux sources, peut-être aussi le choix de l'information, parce que je pense que, sur place, on fait des choix qui, finalement, n'étaient pas spécialement décidés en amont. Comment ça s'est orchestré ?

V : Alors, ça a été un peu du bricolage. Le problème de ces voyages, c'est toujours le même. Dans le contexte journalistique actuel, il y a d'abord la contrainte financière. C'est cher d'envoyer quelqu'un à l'étranger, c'est cher d'envoyer quelqu'un couvrir une guerre. Alors, ça l'est moins si on t'envoie à Lviv ou à Kiev que si on t'envoie sur le front pour des raisons d'assurance et d'organisation. Donc on s'est greffé à une équipe qui partait sur place. Ce n'est pas un voyage officiel ni un voyage ministériel. On est parti avec un parlementaire qui a une grande expérience de l'Ukraine, qui lui-même partait avec des Ukrainiens de Belgique qui

envoyaient des biens humanitaires en Ukraine, concrètement, dans ce cas-ci, une ambulance. Et donc, on a fait une équipe conjointe de moi-même et l'un de mes collègues de la télévision, LN24. On est parti sur place avec ce parlementaire bruxellois et deux Ukrainiennes réfugiées en Belgique qui retournaient sur place dans une perspective humanitaire. Alors, ça peut être dangereux, comme c'est dangereux quand tu pars avec un ministre ou avec l'armée, parce qu'il faut mettre des balises tout de suite. Donc là, on n'est pas là. On n'a publié aucun article sur le parlementaire. On a publié un moment, un passage sur l'action de cet ONG, mais sur un total de sept doubles pages. Donc le but, c'est de dire on vient, on trouve un accord pour partager les ressources et les frais, et puis on arrive sur place. On avait défini à l'avance un certain nombre de choses qu'on voulait voir. Donc on voulait faire un reportage d'ambiance à Kiev pour les deux ans. Donc sur la place Maïdan, il y a toute une partie en gazon où les Ukrainiens plantent des petits drapeaux ukrainiens qui sont à chaque fois un hommage à un soldat tombé au front. Donc on savait qu'on voulait pour les deux ans aller là-bas. Reportage ultra classique, mais toujours intéressant à observer. Parler à des personnes qui viennent rendre hommage à leurs proches morts sur le terrain. On savait qu'à Odessa, on voulait faire un reportage sur les alertes, sur la proximité du front, sur les attaques de drones. On savait aussi qu'on voulait faire un reportage sur ces Ukrainiens. Il faut savoir qu'il y a un tel besoin de drones aujourd'hui que tous les civils des deux côtés, russes comme ukrainiens, envoient des drones au front. Donc des gens commandent un drone à quelques centaines d'euros sur internet. Et puis il y a des civils, bénévoles souvent, qui les customisent pour les adapter à l'armée. En gros, ils les adaptent pour avoir une petite charge explosive. Et puis ils envoient ça par camion entier sur les fronts. Donc on savait qu'on voulait avoir ce reportage-là aussi. Donc on balise un petit peu tout ça. Et cette organisation ukrainienne avec laquelle on voyageait nous servait de fixeurs et de traducteurs. Donc c'est un peu du bricolage parce qu'il faut arriver à faire avec les moyens du bord. Et en l'occurrence, ça s'est vraiment bien passé parce qu'il n'y avait aucune volonté de leur part de nous donner une vision ou une autre. Donc on a demandé à être introduits. Idéalement, il faut avoir les moyens de payer un fixeur professionnel, de payer un ou plusieurs traducteurs professionnels, d'essayer d'avoir des rendez-vous avec des hauts responsables de l'armée. Et puis après, comment ça se passe sur place, c'est que tu essaies de parler au plus grand nombre possible de personnes. Une des meilleures histoires que j'ai pu raconter, c'était mon premier papier je pense d'ailleurs, c'est bêtement, on se retrouve dans une voiture. On fait le trajet entre Lviv et Odessa en voiture. C'est un trajet qui prend, je ne sais plus, je pense que c'est huit ou neuf heures. Et ce qui est amusant c'est que tu dois un peu bricoler, c'est que tu te trouves dans des situations absurdes. C'est-à-dire que tu n'es pas tout le temps dans les hôtels. Là, on a dormi

chez un soldat ukrainien avec sa famille. Le lendemain, c'est un de ses potes qui nous a emmenés au front. Alors tout ça n'est pas très professionnel, mais ça donne un accès assez dingue à la population locale. Et donc ce jeune ukrainien d'une vingtaine d'années qui nous conduisait à Odessa pendant ces huit, neuf heures de trajet, a commencé à partager son histoire. C'est long un trajet en voiture. Donc il commence à raconter ce qui s'est passé et il nous raconte que son frère, qui était au front, dans un des bataillons les plus exposés, est mort deux ou trois mois plus tôt. Et donc le gars est là, il nous conduit, on est à l'arrière dans la voiture, il y a la traductrice qui se trouve à l'avant sur le siège passager et il nous raconte pendant deux ou trois heures en détail tout ce qui s'est passé autour de la mort de son frère. Comment ils l'ont appris, comment on l'a attendu avant de l'annoncer à sa mère, comment ils n'ont pas pu récupérer le corps parce qu'il est tombé en territoire occupé, donc russe, et que c'était beaucoup trop dangereux pour aller le récupérer. Donc ça te permet de parler pendant des heures et des heures avec les gens et d'avoir des témoignages comme ça. (En fait, pour moi, la meilleure façon d'avoir un bon ressenti et de ne pas se faire avoir ou de ne pas se faire trop influencer par l'émotionnel, c'est de multiplier les sources. Quand tu ne passes que huit jours sur place, en fait, tu parles tout le temps à plein de gens. On était dans la rue, tu vas emmerder des gens pour avoir leur avis, il y en a plein qui t'envoient balader, il y en a quelques-uns qui se confient. Tu passes par les contacts que tu peux avoir pour choper des interviews. On a eu un entretien avec le numéro 2 du renseignement ukrainien. C'était super intéressant, mais tu ne peux pas faire que ça. Tu soignes ta liste de contacts parce que tu vas rencontrer quelqu'un qui ne va pas te donner une interview tout de suite, mais que tu peux rappeler après. On a rencontré par hasard dans un café, une jeune femme qui est en charge de la lutte contre la corruption au sein du ministère de la Défense en Ukraine, par exemple. Ça, c'est complètement inattendu. Et après, tu te dis, waouh, source en or. Sur place, on n'avait pas le temps, elle non plus. Je l'ai appelée un mois plus tard, je pense, en disant qu'on s'est croisés à Kiev, et tu fais l'interview à ce moment-là. Le tout, c'est d'arriver à multiplier les sources pour essayer d'attraper un maximum de choses, quitte à l'exploiter après.

L : Et ça, finalement, c'est très volatil, ces sources, ces accès. Est-ce que, selon vous, c'est un peu aussi la presse écrite qui permet ça ? Parce qu'on a une caméra à l'épaule qui doit tout montrer à l'image. Ça donne finalement une profondeur, le papier qu'on n'a pas ailleurs.

V : C'est une excellente question. J'avais mon collègue... Moi, j'allais en Ukraine pour la presse écrite. J'étais accompagné d'un collègue qui venait pour la télévision, LN24. Avec, en gros, un selfie-stick et un smartphone. Moi, j'étais très satisfait des huit jours. Lui, pas du tout, parce

qu'on n'avait pas du tout les mêmes besoins. Moi, je pouvais parler à n'importe qui, récolter des témoignages même dans une bagnole sur un trajet de huit heures, ou dans les nombreuses zones où on ne pouvait pas filmer. Typiquement, on allait dans un hôpital en banlieue de Odessa, parler à des infirmiers qui racontaient leurs traumatismes et les profils des soldats qu'ils devaient soigner. Ils ne voulaient pas être filmés. Moi, j'ai eu quatre ou cinq témoignages incroyables de sincérité, de justesse et de sans-filtre. Mon collègue, qui devait récolter l'image, n'avait rien du tout. Pareil, on a couvert la guerre sans voir la guerre. On était à Odessa, à Kiev, à Lviv. Il y a énormément de choses qui se passent, mais il n'y a pas de bombardements, il n'y a pas de colonnes de fumée, il n'y a pas d'incendie, il n'y a pas de gens blessés. Moi, ça ne pose pas de problème, je peux la raconter à travers les témoignages. Mon collègue, qui doit filmer, n'a rien. Donc, comment il compte ça ? Il faisait des duplexes, en disant « je suis devant le port d'Odessa » pour raconter les témoignages qu'on avait eus pendant la journée. On est allé à Place Maïdan. Lui, il avait besoin de faire un maximum de témoignages de personnes, ce que je trouve un métier extrêmement difficile parce que je peux me contenter d'être là, observer, sans interférer avec le chagrin des personnes présentes sur place, ce que je trouve toujours très difficile à faire. Alors, emmerder quelqu'un qui pleure parce qu'il ou elle a perdu son conjoint, je trouve ça délicat. Moi, je n'étais pas obligé de le faire. On peut parler discrètement à un moment, ou simplement écouter des conversations. Lui, il devait aller trouver des personnes et leur demander un témoignage face caméra. Donc, effectivement, l'accès à l'image, dans un cas concret comme celui-là, c'est très, très compliqué. On a les mêmes problèmes avec notre correspondant. Notre correspondant va au front. Alors, on a une correspondante extraordinaire, Virginie Nguyen, qui va au front et qui est photographe de formation, excellente photographe et qui est maintenant écrite aussi. Elle, elle fournit des photos et du contenu écrit. Et là, c'est extraordinaire parce qu'on a des photos magnifiques et on a un papier bien écrit. On a un correspondant sur place qui, lui, n'est pas photographe, mais qui, pour des raisons de contraintes, des raisons financières, ne peut pas engager un photographe qui va avec lui. C'est ce qu'on devrait faire. On devrait aussi payer un photographe, mais on ne le fait pas. Là, il n'y a pas d'image. Donc, lui, il est sur place. Il parle à des soldats. Alors, il va éventuellement prendre quelques photos avec son smartphone des soldats quand ils veulent bien être pris en photo, souvent sans pouvoir être identifiés. Mais ces photos-là sont de qualité moyenne parce que ce n'est pas son boulot. On va les publier dans le format web, au sein du papier, mais ça ne peut pas être l'élé principal et certainement pas dans le journal imprimé. Donc, il y a un gros problème d'accès à l'image. C'est encore pire quand tu traites de la Russie parce qu'il y a très peu d'images qui circulent sur les soldats russes. Les images, ce sont des images officielles.

Donc, les Russes nous montrent absolument ce qu'ils veulent. Et donc, il faut se débrouiller avec ce qu'on a et compenser ça avec la légende.

L : Là, on parlait aussi, justement, de la place de l'humain parce que la presse écrite donne une fluidité, finalement, qui est vraiment déconcertante. On peut tout décrire par mots alors que l'image, c'est un peu compliqué. Quelle place prend l'humain dans votre travail lorsque vous êtes là-bas ?

V : Il faut recontextualiser ça parce que tout est lié au fait que je ne vais pas souvent là-bas. Je pense que si je pouvais aller deux fois par mois en Ukraine, il y aurait une part équitable d'humains, de spécialistes militaires, d'analystes, de toute la gamme de personnes que je peux rencontrer sur place et qui est difficile à joindre en étant à l'étranger. On n'a pas du tout le même accès aux personnes quand on travaille depuis la Belgique. Un mail, ce n'est pas du tout la même chose qu'une rencontre. Donc, ça limite énormément le spectre. Comme je ne suis allé qu'une seule fois en Ukraine sur plus d'un an de couverture du conflit, sur place, l'humain prend 80% de ce que je fais parce que c'est le genre de reportage que je ne sais pas faire ici. Tu peux faire du témoignage à distance, mais ce n'est pas la même chose. On ne ressent pas tout ce côté description, tout ce côté verbal. Ce n'est pas un reportage, c'est une interview. Il y a un autre problème fondamental, c'est que les Ukrainiens parlent très peu anglais. Donc, si tu le fais par téléphone, c'est déjà très compliqué. Il y a un troisième accès aux personnes, c'est les Ukrainiens qui viennent à Bruxelles. Ça, je l'ai davantage vécu avec la guerre à Gaza. C'est très intéressant et en même temps, c'est très perturbant. C'est-à-dire que les pays organisent des tournées de personnes qui viennent raconter ce qu'elles ont vécu. Là, on sort du sujet de la guerre en Ukraine en particulier, mais ça a été très fort le cas avec les otages à Gaza. Donc, Israël organisait des tournées de familles d'otages qui venaient au Parlement européen voir la diplomatie belge, à la rencontre des médias, raconter ce qui s'est passé. Voilà. C'est beaucoup plus le cas avec les Israéliens, parce qu'ils sont beaucoup plus libres d'accès. Ça s'est vu aussi avec les organisations, les ONG ukrainiennes. J'ai vu dans ce même Café Leopold, il y a deux semaines, deux activistes ukrainiennes qui travaillaient pour soutenir les civils qui vivent à proximité de la ligne de front. Elles font une tournée. Elles vont à Londres, à Paris, à Rome, à Bruxelles, et elles racontent. Tout ça fait partie de l'énorme contenu informatif qui est donné, où chacun vient vendre son truc, ce qui n'est pas forcément mauvais. C'est-à-dire que chacun vient pour eux, doit faire passer un message en disant ne nous oubliez pas au front, mais c'est leur objectif. Et c'est aux journalistes de faire la part des choses dans tout ça. C'est pour ça qu'il faut prendre un peu de

temps. En fait, il y a tellement d'informations qui circulent dans tous les sens que pour moi, le plus important, c'est d'avoir le temps et de prendre le temps de parler à tout le monde, et puis après, de se dire bon, qu'est-ce qu'on fait ? La semaine dernière, il y a un auteur à succès, c'est un ultra-vendeur, c'est un ancien espion du KGB. Déjà, tout le monde s'excite. Réfugié en France en 2001. C'est très compliqué à vérifier, fatalement, mais de ce qu'on en vérifie... Quand on ne sait pas vérifier, c'est souvent l'accumulation qui fait la vérification. C'est-à-dire que si on voit que le gars a parlé à toute une série de journaux réputés pendant les dix dernières années, on a un soupçon de véracité. Après, peut-être que personne n'a jamais fait le boulot et qu'on se contente, on ne sait pas. Et donc, cet auteur arrive avec un livre qui est un roman, mais qui reprend en ce moment uniquement des personnages existants. Vladimir Poutine, le patriarche Kirill de l'Église orthodoxe russe, Medvedev, tous les hommes politiques un peu sulfureux, Kadyrov en Tchétchénie, en Russie. Et il fait un roman où il avance, il joue à fond en mélangeant des éléments avérés. Il parle des attentats en Russie, il parle de toutes les intrigues du Kremlin et il y glisse des éléments de fiction. C'est extrêmement dangereux, un truc pareil, parce que c'est ultra sulfureux. Lui assume que Vladimir Poutine est gay, par exemple. Très bien, admettons, mais impossible à vérifier. Alors, est-ce qu'il faut parler de ça ? Pour attirer des gens, c'est génial. Tu mets un papier en ligne en mode « Un ancien espion du KGB, 2 points, Vladimir Poutine est gay », tu fais 600 000 clics en une journée. Est-ce que ça a un quelconque intérêt informatif ? Non. Est-ce que ça peut tuer ta carrière de journaliste ? Oui. Eh bien, ce gars-là, il est passé sur 4-5 chaînes de télé, 4-5 radios. Alors, cet aspect-là de son roman n'a pas été mis en avant, mais j'ai vu qu'il y a un article qui était publié, même sur notre site, qui disait « Un ancien espion du KGB, 2 points, tous les Russes détestent Poutine ». OK. C'est son témoignage à lui. On peut se poser la question de la valeur que ça a. Lui, il vient vendre son roman. Donc, un papier qui fait parler de lui, c'est parfait, c'est son objectif à lui. Nous, on est contents parce que ça fait de la visibilité sur le site. Après, est-ce qu'on est dans une logique d'information ? Il faut voir.

L : Là, on parle vraiment d'un sujet qui est hyper riche, de ces gens qui viennent presque vendre leur info en disant « Vous ne trouverez ça nulle part ailleurs ». Cet homme, ancien espion du KGB, qui parle de son roman, qui reste un roman, finalement, est-ce que raconter la guerre, ça englobe tout ça ? Ou surtout être en Ukraine et directement parler aux citoyens, qui eux aussi pourraient être sous l'influence.

V : Tout le monde pourrait être sous l'influence. Mais c'est le cas de tous les domaines couverts en journalisme. Le métier a tellement changé ces dernières années que si on regarde comment ça s'est passé il y a plusieurs dizaines d'années, même si on a tendance à idéaliser le passé, on n'a jamais été particulièrement mieux. Mais lorsqu'un jeune journaliste arrive en international, la voie qu'on peut imaginer, c'est que d'abord il travaille avec un journaliste qui couvre déjà sa matière depuis quelques années, il est supervisé, il fait son expérience, il publie peut-être pas tout de suite, il fait son réseau, et petit à petit, il développe l'expérience nécessaire pour écrire là-dessus. Le correspondant, il le fait inévitablement parce que lui, il doit vivre de ce qu'il propose sur place, ce qui est aussi un sujet. Un correspondant, il doit te proposer des papiers. Alors ça peut être fait de deux façons, soit il te propose un papier parce qu'il doit te proposer un papier, ça peut arriver, parce qu'il doit gagner sa vie, il te propose un truc qui est bien mais pas terrible. L'autre aspect qui est plus positif de ce mode de vie-là, c'est qu'il creuse, il creuse, il creuse, et il te propose tout un tas de papiers et tu choisis. C'est souvent des choses quand même vraiment intéressantes. Pour revenir à la question initiale, je pense qu'il n'y a pas qu'une seule façon de raconter la guerre. Ça fait très Miss Monde, ce que je vais dire maintenant, mais sans vouloir être bêtement sexiste, ce que je viens d'être, pardon, mais il n'y a pas une façon de raconter un conflit. Il y a plein d'entrées possibles et imaginables. Et je pense que la qualité d'un média par rapport à la couverture d'une guerre, puisque c'est le sujet aujourd'hui, ça va être la diversité. Ça va être de proposer une histoire sur place. Pour moi, l'idéal, c'est deux papiers dans une double page ou deux papiers qui vont être proches l'un de l'autre sur un site Internet. Un pur témoignage. Et puis à côté de ça, un papier de recontextualisation. Ou éventuellement les deux en un. Mais comme on sait que les formats aujourd'hui, on a plutôt tendance à vouloir avoir des formats clairs. Tu demandes à un correspondant sur place d'interviewer quelqu'un. Et toi, à côté, de Bruxelles ou peu importe, en Belgique ou ailleurs, tu fais un papier d'analyse pour recontextualiser ces propos-là. Et au final, c'est le lecteur qui va se faire son avis. Et ça, c'est vrai pour tout. Et tu peux, parce que je pense que ça peut être fait de manière intelligente aussi, à côté de ça, faire un fil info, par exemple, avec les informations brutes. C'est ce que font certains médias. Mais pour ça, il faut une équipe qui suive ça à temps plein. C'est toujours le même problème de l'équipe derrière. On a beau dire qu'on a besoin de moins en moins de monde pour faire un journal ou un site Internet, c'est faux. C'est l'inverse. Aujourd'hui, tu peux faire un contenu extraordinaire si tu as des gens qui se consacrent à ça. Un fil info, par exemple, ou un autre format, mais qui serait labellisé info chaude, à tout son intérêt. Tu peux mettre toutes les infos que tu ne veux pas forcément développer. Là, par exemple, Vladimir Poutine est en visite au Kazakhstan, ce mercredi. Je ne vais pas en faire un papier d'analyse pour demain. Ça sera

déjà dépassé demain. Mais si je veux en faire une analyse, je peux la publier ce soir sur le site, mais ça sera déjà dépassé par un autre sujet qui sera arrivé entre-temps parce que les rues seront bombardées à Dnipro. Par contre, tu peux faire un truc labellisé, une rubrique labellisée, info chaude, et tu mets tout ça. Pour les gens qui ont envie de savoir en temps réel ce qui se passe, sans en rajouter, et arriver avec un reportage d'analyse, et arriver avec du témoignage. Ça, pour moi, c'est idéal. Dans cette hiérarchie de l'information, finalement.

L : Est-ce qu'on arrive à rester avec ces grandes valeurs de neutralité, d'impartialité, de recul ? Parce que finalement, la hiérarchie d'info a tout de suite un impact sur comment on juge l'information, comment nous on se positionne.

V : Il y a deux choses. La première, ce n'est pas directement, je reviens juste après à la question posée. La première, c'est l'exposition aux réactions extérieures. Sur la guerre en Ukraine et en Russie, on l'a assez peu. Parce qu'il y a bizarrement, alors que la guerre est beaucoup plus proche de chez nous, parce que l'Europe est directement concernée, il y a assez peu de réactions émotionnelles très fortes. Donc, c'est très rare d'avoir une lettre d'un Russe ou d'un Ukrainien furieux à cause de ce qu'on a écrit, ou même à cause d'un éditto, où on s'engage vraiment beaucoup plus. Si on prend la guerre à Gaza, c'est tout à fait différent. Parce que c'est un conflit emblématique qui typiquement génère des réactions très extrêmes, qui en plus sont exacerbées par le monde médiatique dans lequel on évolue, c'est-à-dire ultra-polarisé où on choisit son camp. Le journaliste, il est au milieu. Et là, c'est très difficile parce qu'on est constamment... J'ai quand même couvert Gaza. En fait, par pur hasard, j'étais en Israël et en Cisjordanie, quelques jours avant le 7 octobre, pour un sujet avec l'armée sur les menaces aux frontières israéliennes. Et on a publié un article le 7 octobre, sans savoir ce qui allait se passer. Et après du coup, j'ai continué à suivre le conflit. Et là, dans un monde où il y a deux camps très présents, mais aussi très présents à Bruxelles, c'est-à-dire les pro-israéliens ou les pro-palestiniens, ou pro-Gaza, c'est une pression permanente, des deux côtés. Mais directe, c'est-à-dire des SMS, des messages WhatsApp, des coups de fil, des mails, des invitations à gauche à droite. Les deux camps mènent vraiment une bataille médiatique. Donc là, c'est très compliqué. Il faut arriver à avoir une distance et à gérer ça et naviguer entre les deux, donc clairement à mettre un voile. Après, il y a le volet personnel. Et toujours sur Israël-Gaza, c'est beaucoup plus compliqué. Parce que pour moi, on n'est pas dans le même cas de figure. À partir du moment où c'est une armée contre des civils et où tu vois un certain nombre d'images et de choses, je pense que c'est très compliqué d'être seul pour suivre ce conflit-là pendant plusieurs années. Je pense que c'est

pas mal de le faire un certain temps et puis d'avoir un roulement. Pour revenir sur la guerre en Ukraine, ça serait intéressant de parler à des correspondants de guerre. J'en ai rencontré quelques-uns. C'est souvent un profil humain très spécifique, un correspondant de guerre. Enfin, pas un correspondant, un journaliste de guerre qui va au front. J'ai l'impression, en allant sur place, que les gens qui sont sur place et qui sont confrontés à l'horreur en permanence deviennent inévitablement un peu cyniques. Pas forcément dans le mauvais sens du terme. C'est-à-dire qu'inévitablement, il faut mettre une barrière. J'ai fait une interview. Alors ça, c'est vraiment un exercice passionnant mais horriblement frustrant. C'est, en tant que journaliste, interviewer un autre journaliste. Parce qu'on se rend compte qu'on ne fait pas le même métier et que lui fait un métier qu'on admire et qu'on a parfois soit pas le courage, soit pas l'opportunité de faire, souvent un peu des deux. J'ai fait l'interview d'un journaliste ukrainien qui a gagné l'Oscar du meilleur documentaire et plein d'autres prix du meilleur documentaire. Je l'avais interviewé un peu avant qu'il gagne l'Oscar et le BAFTA au Royaume-Uni. Mstyslav Tchernov, qui a réalisé un documentaire à Marioupol. Je ne sais pas si tu l'as vu. J'ai passé 45 minutes avec lui par Zoom et c'était très impressionnant parce qu'il ne manifestait aucune émotion. Je n'ai jamais vu un type aussi neutre. C'est-à-dire voix posée, comme dans son documentaire. Voix très basse, tout à fait posée. Une sorte de contrôle et de distance qui est assez révélatrice. Qui sont assez révélateurs. Et même à la fin, je lui pose une question. Je lui dis qu'il a deux petites filles. Je lui demande ce qu'il fait maintenant. Il me dit que Marioupol, ça s'est passé il y a longtemps. Je suis retourné sur le front. Je lui dis que j'avais deux toutes petites filles. Qu'est-ce qu'elles pensent de ça ? Pourquoi est-ce que papa va risquer sa vie tout le temps au front et nous ? Et il dit que je ne veux pas qu'elles le sachent. Il me dit que je ne veux pas savoir. Elles me manquent tout le temps. Mais je ne veux pas qu'elles le sachent. Et ça, pour moi, c'est un truc hallucinant. Parce qu'on ne fait pas du tout le même métier. Là, on a quelqu'un qui est tellement dans une mission d'information qui est sur place. Qui fait ça très bien. Ce documentaire, il peut aussi avoir une dimension de manipulation. Mais ce qui est brillant là-dedans, c'est qu'il montre la manipulation qui peut être faite de ces informations. Et même quand je lui pose une question sur ses filles, il a une distance. Il a mis une sorte de masque. Honnêtement, l'impact psychologique. Moi, ce qui m'affecte le plus, c'est de voir le peu d'intérêt que la plupart des gens peuvent avoir pour une guerre. C'est cette distance entre, en tant que journaliste, faire une interview de quelqu'un qui a tout perdu et puis en faire un papier qui va lui aussi se perdre dans des dizaines, des centaines, des milliers de publications. Ça peut être compliqué à un moment. Et en fait, il faut juste rester extrêmement humble et se dire « Ok, j'ai eu l'opportunité humaine de rencontrer quelqu'un qui m'a raconté son histoire, qui est terrible,

qui est touchante ou au contraire, qui est extraordinaire et extrêmement emballante et stimulante. » Et de voir que globalement, tout le monde s'en fout. Ça va peut-être toucher une ou deux personnes. On ne le saura jamais. Mais voilà, il faut avoir une distance, une certaine humilité par rapport à ça et de se dire... Aujourd'hui, il y a très peu de retours sur les papiers par exemple. Donc, l'objectif d'être lu... La question un peu de se dire « Est-ce que tu fais ce boulot pour changer le monde ? Si oui, c'est très bien, mais tu ne vas rien changer du tout. » Donc, moi, je vois ça comme une opportunité. Moi, ce que j'aime, c'est rencontrer des gens et raconter une histoire. Et je trouve que vraiment, dans le monde dans lequel on vit, raconter une histoire, dure ou positive, est quelque chose de passionnant. Je trouve que si tu demandes 15 minutes à quelqu'un, il faut un papier qui raconte quelque chose d'intéressant, qui soit bien écrit, qui t'emporte vraiment quelque part et qui soit te touche, soit t'informe sur quelque chose. Ça te donne les clés d'information qui te permettent de mieux comprendre une situation. Aujourd'hui, c'est prétentieux de demander 20 minutes à quelqu'un. Il y a beaucoup de gens qui ne discutent même plus 20 minutes entre eux. Donc, il faut proposer quelque chose qui soit à la hauteur de ça. Ça, c'est ma vision à moi. Il y a des gens qui se disent « Moi, on veut proposer tout le contenu qui existe » et les gens se débrouillent. C'est deux visions différentes.

L : Est-ce que, finalement, partir là-bas et traiter depuis des mois le conflit en Ukraine, ça vous a changé en tant que journaliste ? Il y a deux questions différentes. Est-ce que ça change en tant que personne ? Est-ce que ça change en tant que journaliste ?

V : Est-ce que ça change en tant que personne ? Non. Je trouve qu'aller sur place au moins une fois, un certain temps, c'est absolument fondamental. Parce que ça concrétise les choses. Ça permet de mettre une personne derrière un chiffre. Ça permet de sentir une réalité qu'on n'a aucune chance, aucun moyen de percevoir à distance. Ça concerne beaucoup plus aussi. Parce qu'inévitablement, en allant sur place, on garde des contacts avec un certain nombre de personnes. Moi, ça ne m'est pas arrivé, mais j'imagine que les gens qui vont plus régulièrement sur place connaissent quelqu'un qui soit a perdu un proche, soit est décédé, soit a perdu une jambe, ou que sais-je. Donc ça concerne, ça touche plus. Je trouve que c'est intéressant, parce que ça permet aussi d'avoir un autre son de cloche que des informations qui circulent en permanence. Donc ça change en tant que journaliste. Parce qu'aujourd'hui, un journaliste qui va proposer de la qualité, c'est son réseau. Et donc aller sur place, ça te donne un réseau que tu n'as aucun autre moyen de créer. En fait, ce qui est très compliqué, c'est de garder, si tu veux être bien informé, ce qui est difficile, c'est d'organiser une journée. Idéalement, comment est-ce que

tu dois bosser ? Tu te lèves tôt le matin, tu contactes un certain nombre de personnes qui sont sur place, tes correspondants, éventuellement les personnes que tu connais qui sont à gauche, à droite, aux quatre coins de l'Ukraine. Idéalement, tu connais une personne à Kharkiv, tu connais une personne dans l'oblast de Zaporijia, tu connais quelqu'un à Marioupol, en Crimée, et puis tu demandes un peu ce qui se passe. Puis tu arrives au journal, ou non, en fait, dans ton lit, toujours, tu regardes ton téléphone et tu checks un peu vite fait l'actualité et là, tu te fais une idée de ce qui est en train de se passer. Puis tu arrives au journal, tu as une réunion de rédaction avec ton service, tu discutes de tes différentes idées, tu dis « on part là-dessus » et tu fais ton papier. Ça, c'est dans le meilleur des cas. Très humblement, ce n'est pas du tout ce que je fais le matin parce que ça demande un temps et une énergie dingue, mais idéalement, il faudrait faire ça. Moi, ce que je fais, c'est que je scanne trois, quatre types de médias. Je connais un certain nombre de sources qui sont extrêmement fiables ou extrêmement complètes. Le vrai challenge aussi en off, (...) Est-ce que tu as encore des questions ?

L : Oui, j'ai encore des questions. J'aimerais savoir, selon vous, quelle est votre anecdote qui a été la plus marquante, finalement, de ce voyage en Ukraine et, évidemment, de votre expérience, peut-être, ou aussi ici, si elle se dit ?

V : Il y en a deux, mais que j'ai déjà évoquées ici. Il y a clairement le moment où, en tant que journaliste vierge de toute guerre, t'arrives dans une ville, t'entends une alarme et t'es à deux doigts de faire une crise cardiaque et de chercher le premier abri versus les gens qui vivent vraiment ce qui se passe et qui sont conscients qu'il va rien se passer. Ça, c'est vraiment une anecdote intéressante parce que c'est vraiment te prendre de plein fouet ton inexpérience absolue du terrain et de ce que vivent les gens versus la réalité. Et il n'y a pas plus belle claque pour un journaliste de se dire « Ah, ok, en fait, j'avais rien capté ». Ça, c'est une anecdote. La deuxième, ça reste vraiment... On est allés voir un hôpital. On est allés avec cette association qui apportait une ambulance à un hôpital de campagne en banlieue de Odessa. Tout petit hôpital. Interdiction dans le papier de dévoiler le lieu, de prendre des photos, etc. parce que sinon, ça peut en faire une cible potentielle. On arrive dans cet hôpital. On commence à décharger les trucs. On veut parler à des blessés et le directeur de l'hôpital nous dit « Non, il y a trop de traumatismes. On ne veut pas que la presse leur parle. Si vous voulez, on peut vous laisser parler avec des soignants. » Et donc, on se retrouve assis dans le bureau du directeur, mon collègue et moi, et puis il y a deux camarades ukrainiennes qui font de la traduction pour nous. Et rentre un médecin urgentiste ultra impressionnant, très imposant, deux mètres, une baraque, un

énorme gars qui a l'air tout timide. Et donc, il s'assied en face de nous. Et c'est toujours perturbant parce qu'il y a un décalage. Parce que lui, il parle en ukrainien. Et donc, tu vois l'émotion. Tu ne comprends rien à ce qu'il dit. Et donc, tu te concentres sur l'émotion de ce qu'il raconte. Et dans un deuxième temps, tu as la traduction. Et donc, il raconte son histoire. Il vient de l'oblast de Zaporijia, je pense. Non, pardon. Il vient de Boucha, qui a été copieusement bombardée tout au début de la guerre. Et là, il nous parle en ukrainien. Le premier passage, ça va. Il raconte un petit peu ce qu'il se passe, etc. Puis la traductrice finit. Il fait une deuxième partie en ukrainien. On ne comprend rien à ce qu'il raconte. Et là, pour la première fois, c'était tout à la fin du reportage, on en a fait des interviews, pour la première fois, la traductrice fond en larmes. Malaise, parce qu'on est face à quelqu'un qui raconte son histoire personnelle. On sent une intensité, une tension dans son regard, dans ses mains qui sont crispées. C'est encore plus impressionnant, parce qu'on voit un espèce de colosse en face de nous, avec une toute petite voix, toute gentille, et on a l'impression qu'il a cassé la table devant lui. La personne fond en larmes, la traductrice. Et on ne sait pas ce qu'il a dit. Et on reste là comme ça pendant 5 minutes, le temps qu'elle reprenne ses esprits. Et puis, elle s'excuse, elle revient s'asseoir sur sa chaise. On voit vraiment tout le travail de reprise, de contrôle de l'émotion, etc. Et puis, elle traduit ce qu'il raconte. Et il dit j'ai fait construire ma maison à Boucha. J'ai pu y aller qu'une seule fois. Elle a été bombardée. Et mon frère est encore sur les décombres. Le bombardement a eu lieu au début de la guerre. Et là, tu restes sans voix pendant 2-3 minutes qui ont l'air d'être une éternité. C'est hyper impressionnant parce que c'est une histoire parmi des milliers d'autres. Tout est fait dramatiquement. Tu es quasiment dans une scène de cinéma. Il n'y a rien à dire. Il n'y a rien à faire. Tu es face à quelqu'un qui partage ça, qui est neutre comme jamais. Et ça te met face à quelque chose de contradictoire qui est à la fois l'intensité émotionnelle et la dureté cataclysmique d'une guerre et sa banalité. Tu es face à quelque chose qui est complètement extraordinaire, à laquelle tu ne peux pas ne pas t'identifier. Et donc, tout à coup, pendant quelques minutes, le monde s'écroule sous tes pieds parce que tu te mets à la place de cet interlocuteur. Et puis juste après, tu as une autre histoire. Puis une autre. Puis encore une autre. Et donc, tu es à chaque fois très ému. Et puis, à un moment, tu es toi-même confronté à l'habitude et la banalité de la chose. Puis tu rentres chez toi à Bruxelles, quelques jours après, tu vas faire la fête avec tes potes, tu vas boire un coup. Ça reste avec toi. Je le revois souvent, ce monsieur-là. C'est un moment marquant. Mais il n'y a pas grand-chose à faire. Ton métier de journaliste, de raconter ça... Moi, j'ai juste l'impression d'être... Je ne veux pas dire ça, mais d'être chanceux d'avoir pu parler à cette personne, d'avoir pu raconter ça. Et une fois que tu le publies, ça ne t'appartient plus. Et ça ne changera rien à la vie de ce type-là, qui doit toujours

être dans son hôpital de campagne, qui répare des jambes et des jambes à longueur de journée, qui a perdu son frère. Et je me rappelle avoir posé la question, pas à lui, mais à une dame qu'on avait interviewée juste après. Une urgentiste aussi, dont le mari était dans les forces spéciales. Eux, ils avaient leur maison à Kakhovka, juste à côté du barrage qui a sauté. Donc toute leur maison est inondée. Elle est squattée pour l'instant par des gens qui vivent dans la région, etc. Et elle dit : « En deux ans, j'ai vu pour la première fois mon mari il y a deux semaines et on s'est vus une soirée ». Et c'est banal, mais tu te dis comment est-ce qu'ils tiennent ? Et donc tu rentres dans cet univers, après moi c'est ce qui me passionne dans le métier, tu rentres dans cet univers, tu t'identifies avec ces gens, ça reste avec toi pendant quelques heures, puis tu vas faire un autre reportage, puis le soir tu bois un coup, puis de l'autre moment tu recommences, puis trois jours plus tard tu rentres à Bruxelles et puis un moment tu oublies et tu passes à autre chose. Et c'est vraiment ce truc de... de banalité quoi. La guerre c'est normal en fait, et ça devient très... Il y a aussi une autre anecdote, je suis désolé j'en ai plein, mais c'est fou la richesse de ce que tu peux voir en... En plus je dis huit jours, mais tu mets deux jours pour arriver et tu mets deux jours pour repartir. Donc sur place t'as quatre jours, parce que tu dois faire ton vol jusqu'à Varsovie ou Cracovie, ton train qui prend des heures jusqu'à la frontière, puis un autre train qui prend des heures jusqu'à l'autre frontière. Et puis il arrive, et puis neuf heures de route jusqu'à Odessa. Donc en fait ton sur place, tu dors pas beaucoup en fait. On a été voir un centre de distribution, enfin un centre d'aide alimentaire, où t'as que des vieilles petites madames en mode URSS à fond. C'est vraiment l'image banale que tu te fais, le cliché absolu de l'URSS, mais c'est total ça. Et donc t'arrives dans ce centre de distribution, puis tu parles aux gens, et à un moment on voit une petite dame comme ça, mais toute tremblotante. Vraiment toute petite, je sais pas quelle âge elle a, mais elle a l'air d'avoir vraiment 100 ans. Et elle porte deux énormes sacs de vivres en tremblant. Et puis on va lui parler, et puis elle s'arrête, elle dépose ses sacs, et elle commence à nous raconter qu'elle souffre d'une maladie dégénérative depuis des années en fait, qu'elle vit seule dans un petit appartement, et qu'elle gagne pas sa vie, et qu'elle survit grâce à l'aide alimentaire. Et elle a pas assez pour ses médicaments, parce que t'es dans un pays en guerre, et tu vois vraiment ses mains, alors elle a du mal à parler, elle a des spasmes, parce qu'elle est pas traitée pour sa maladie. Et par contre elle se marre toutes les deux minutes. Et à un moment, je sais plus qui lui demande, l'un d'entre nous lui demande, mais qu'est-ce que vous attendez ? Et elle lui dit : « Il est question qu'on légalise le cannabis en Ukraine, et franchement ça me ferait du bien. Parce que ça me permettrait de moins souffrir des effets secondaires de ma maladie ». Et puis il y a un des accompagnants avec lesquels, qui était là, écoutez, la prochaine fois qu'on vient, on vous amènera du cannabis, du coup elle dit : « ah bah super, merci ». Et puis après,

elle repart, et on veut prendre son sac pour l'aider à le porter, et elle lui donne, tac, une petite tape sur la main, genre dégage, elle prend ses sacs, elle va prendre son tram, et elle a son ordre de tram pour rentrer à la maison. Et ça peut paraître bêtement fleur bleue ou autre, mais je pense que n'importe qui, même la plus cynique des personnes, quand tu te retrouves face à ça, ça te pose un peu question sur... Enfin, c'est classique comme exemple, mais je pense que si tu vois ça en permanence, à un moment tu banalises un peu le truc, mais quand t'y es pas confronté tout le temps, et que tu te retrouves confronté à ces récits, ça touche quand même beaucoup.

L : J'aurais vraiment une toute dernière question, c'est... Ça serait, est-ce que La Libre vous a accompagné ?

V : Non. Il y a des formations génériques proposées par l'AJP auxquelles on est encouragé à participer, mais c'est plus des formations « comment filmer avec ce smartphone », ce qui peut avoir son intérêt. Tous des aspects plutôt techniques. Il n'y a aucun accompagnement psychologique qui est prévu, je sais que c'est prévu par des médias comme Le Monde peut-être... Je n'ai pas l'impression que ce soit nécessaire par rapport à la couverture du conflit en tant que tel. Ni à mon expérience sur place. J'ai l'impression que je me sens clairement infecté et psychologiquement moins bien qu'il y a un an et demi depuis mon arrivée au service international. Mais c'est pas spécialement dû à l'Ukraine mais plutôt d'être tout le temps en contact avec l'information en permanence qui crée de l'anxiété. Et j'ai un soutien psychologique par rapport à ça mais pas via le journal.

L : Je n'ai plus de question, merci beaucoup pour votre participation à ce projet !

V : Merci à vous d'avoir pensé à moi !

#### INTERVIEW N°6 : GUILLAUME PTAK – RÉALISÉE LE 26 JUILLET 2024 – VISIOCONFÉRENCE EN DIRECT DE KIEV

L : Ma première question, c'est vraiment savoir, en résumé, pour rentrer dans le sujet, c'est quoi le quotidien d'un journaliste de guerre aujourd'hui en Ukraine ?

G : Je vais essayer de parler de mon cas particulier sans trop nécessairement faire de généralité, sachant que j'ai un statut un peu particulier, à savoir que je suis techniquement freelance, puisque je n'ai pas de contrat permanent de CDI ou de CDD avec des médias, mais j'ai des collaborations qui sont très régulières. Je suis le correspondant pour trois médias à savoir : Les

Échos français, La Libre Belgique, et le Washington Times américain. De mon côté, j'ai ce privilège que beaucoup de freelance et d'autres journalistes pigistes n'ont pas nécessairement. C'est le fait d'avoir quand même un volume de travail qui est non seulement régulier, mais je dirais d'ailleurs assez conséquent. Ma consommation de boissons énergisantes et de café est particulièrement importante, surtout ces derniers temps, parce que forcément, l'actualité, ici, il se passe toujours quelque chose de chaud. Pour essayer de faire simple, l'essentiel de mon temps est passé à trouver des idées de sujets, sachant que c'est un processus qui est parfois aidé et alimenté par les suggestions de mes éditeurs. Je vais avoir quelqu'un aux Échos qui me dit qu'on aimerait qu'il fasse un papier là-dessus, quelqu'un à La Libre Belgique qui me parle de tel ou tel sujet. Il y a d'autres médias pour lesquels je travaille de manière moins régulière, mais aussi, occasionnellement, leurs éditeurs et éditrices peuvent m'envoyer des suggestions, des sujets qui les intéresseraient en particulier liés à l'actualité, ou pas d'ailleurs, ça peut être des sujets plutôt froids et plutôt magazines. Donc, recherche de sujets, prise de contact, réalisation d'interviews, l'écriture des sujets évidemment. Je fais peu de télévision, mais ça m'arrive quand même de faire des interventions occasionnellement sur BFMTV. Donc, dans ce cas-là, ça peut aussi faire partie du quotidien. Après, je ne dirais pas que c'est une règle. Et l'essentiel de mon temps est divisé entre Kiev, là où je réside, la capitale ukrainienne, et ensuite, j'effectue généralement des voyages qui vont de deux semaines et qui sont allés jusqu'à deux mois dans différentes régions du pays. Pour l'essentiel, là où je travaille habituellement, ce sont les régions de Kharkiv, de Donetsk, et occasionnellement de Zaporijia. Donc, surtout cette espèce d'axe nord-est, est, sud-est de l'Ukraine, puisque c'est là où se concentre l'essentiel des combats. C'est là où il y a la ligne de front qui fait plus de 930 km, je crois. Et donc, dans ces moments-là, je travaille avec des collègues qui sont aussi freelance. On loue une voiture qui, généralement, j'espère qu'elle est ensuite remboursée par l'un des médias pour lesquels je travaille. Donc, gérer toute la partie logistique. Réservation de voiture, réservation d'hôtel, préparation des sujets, prise de contact avec des interlocuteurs au préalable pour s'assurer d'avoir des gens avec qui parler lorsqu'on arrive sur le terrain. Je fais beaucoup, beaucoup de travail. Je ne m'attendais pas du tout à me retrouver dans ce genre spécifique de journalisme, évidemment, lorsque je me suis installé en Ukraine, puisque je me suis installé avant le début de l'invasion russe. En tout cas, l'invasion russe à grande échelle, puisqu'il y a déjà une guerre de faible intensité depuis plusieurs années déjà dans l'Est. Mais bref, je ne m'attendais pas à faire ce travail, mais il se trouve que j'y ai pris goût. Et par conséquent, je travaille énormément directement avec des unités. Généralement, ça peut être avec des artilleurs, ça peut être avec des pilotes de drones dans les tranchées ou autre. Et par contre, ça demande évidemment un effort logistique plus important, puisque

l'armée et l'administration militaire, si on se plaint de nos administrations gouvernementales en France et en Belgique, il faut imaginer ce que peut être l'administration de l'armée ukrainienne, avec les questions de sécurité, les officiers de presse avec lesquels il faut gérer. Ensuite, il y a trois niveaux de hiérarchie supplémentaires par lesquels il faut passer. Donc beaucoup de temps est juste passé au téléphone, à envoyer des e-mails, à envoyer des messages, et à relancer en permanence les gens, parce que malheureusement, que ce soit un soldat ukrainien ou un élu d'un conseil départemental dans les bouches du Rhône, les gens ne sont pas foutus de répondre aux journalistes. Donc ça, malheureusement, ça fait partie du quotidien aussi. Et ensuite, arrivé sur place, je ne prends pas de photos. D'ailleurs, je pense que la qualité de mon Instagram laisse voir que je ne suis clairement pas un photjournaliste. Donc moi, je pose les questions. Vu que je parle le russe et l'ukrainien, j'ai mon bloc-notes, j'ai mon enregistrement vocal, et j'essaie de noter aussi des éléments d'atmosphère qui contribueront à la partie reportage, pour pas que ça soit trop sec. Et puis on essaie de ne pas se prendre un obus sur la gueule. C'est l'essentiel de mon quotidien. Et occasionnellement, comme c'est déjà le cas à trois reprises ici, j'ai mes fenêtres qui explosent à cause d'un missile balistique russe. Ça aussi, c'est le quotidien du journaliste ici en Ukraine.

L : D'accord. Ça fait beaucoup, je vais aller par étapes, mais c'est vraiment pour savoir un peu exactement. J'avais lu déjà plusieurs de tes articles, etc. J'avais fait un tour sur tout ce qui est LinkedIn, etc. Mais voilà, c'était pour rentrer dans le vif du sujet. Là, on vient de parler quand même d'obus, etc. Donc j'aimerais savoir aussi, tu travailles là comme tu l'as dit, avec d'autres freelance, etc. Comment on gère finalement, presque seul, toutes les questions liées à la sécurité, etc.? Comment ça se passe concrètement pour ne pas se prendre un obus, justement?

G : Alors, il y a plusieurs choses. Tout d'abord, je pense qu'il faut repartir à la base. Chaque journaliste qui opère dans ce qu'on appelle les terrains sensibles est censé avoir un CPPE, qui veut dire « Personal Protective Equipment », donc un équipement de protection personnelle, qui comprend un gilet pare-balles, un casque et une trousse de secours. Initialement, au début de la guerre, Les Échos, la rédaction m'avait assuré, en gros m'avait envoyé des plaques « Press » et j'avais réussi à trouver le gilet par d'autres moyens. Au bout de plus de deux ans et demi maintenant, je me suis acheté l'essentiel du matériel moi-même. Là, pour le coup, plus pour des raisons de confort. J'ai un porte-plaque qui peut s'enlever en un seul clic si jamais je venais à être blessé, parce que des fois, il vaut mieux ne pas l'avoir sur soi plutôt que l'avoir sur soi si vous avez déjà été blessé. J'ai constitué la trousse de secours moi-même sur

recommandation de médecins ou autres. C'est très important pour les journalistes qui partent dans ces zones-là d'effectuer des entraînements au terrain hostile, ce que j'ai fait avec une entreprise privée qui proposait gratuitement de tels entraînements pour les journalistes freelance. Initialement, le problème, c'est que lorsque je me suis installé en Ukraine, j'avais déjà songé à faire une de ces formations puisque je comptais déjà travailler dans l'Est du pays où il y avait déjà la guerre. Malheureusement, les formations en France, par exemple, l'une des rares formations de ce type qui était proposée coûtait 4000 ou 5000 euros, je crois. Forcément, pour un freelance, c'est un peu compliqué. Les bases de la sécurité, déjà, c'est l'équipement. C'est la première chose. La deuxième, c'est que de toute façon, on n'a pas les mains entièrement libres dans le Donbass ou dans le sud de l'Ukraine. Vous avez un système de zones. Sur certaines zones, pour s'y rendre, il faut être accompagné automatiquement d'un officier de presse de l'armée ukrainienne qui, généralement, a plutôt intérêt, pour des raisons d'optique assez évidentes, à ce que les journalistes qui l'accompagnent ne se fassent pas démembrer par un obus. Par conséquent, vous avez une barrière supplémentaire. Après, ça ne veut pas dire forcément qu'il faut faire... Comment dire ? Déjà, c'est la guerre. La guerre, par nature, est imprévisible. L'officier de presse ne peut pas prévoir à tout prix. Il peut essayer de vous emmener vers des positions qui sont plus ou moins dangereuses ou autres, mais il y a aussi, même pour eux, cet équilibre permanent à trouver entre le fait d'emmener les journalistes et faire quelque chose qui est intéressant à voir, à filmer, à raconter. Mais si c'est intéressant, ça comprend généralement un degré de risque supplémentaire, puisque forcément, si vous vous retrouvez dans une tranchée à 25 km du front, déjà, il n'y a pas de tranchée là-bas, mais c'est surtout qu'il ne va rien se passer et que vous allez vous emmerder. Par contre, si vous emmenez les soldats directement avec les forces spéciales ukrainiennes lorsqu'ils vont derrière les lignes russes à 3h et 4h du matin, ça risque d'être un peu plus dangereux. Donc, il y a aussi un énorme travail de préparation à faire par soi-même. C'est regarder des cartes, bien connaître la géographie de la zone. C'est aussi, à force d'expérience, échanger avec d'autres journalistes, leur demander où est-ce que tu as travaillé, qu'est-ce que tu as été faire, c'était comment, la situation ou autre. Ça se renseigner avec les officiers de presse et avec les contacts que vous avez établis dans les unités à force d'aller travailler. Parce que fatalement, il y a quand même un nombre infini de brigades ou d'unités dans l'armée ukrainienne. Donc, vous allez vous retrouver, si vous, vous faites ce travail aussi longtemps que je le fais, on va dire ici, on se retrouve à travailler avec la même personne ou avec les mêmes unités. Donc, il suffit de passer un coup de fil, comment c'est chez toi, est-ce qu'il y a beaucoup de drones, est-ce qu'il y a beaucoup de bombes aériennes ? Essayer d'avoir en tête une sorte de carte un peu synthétique de la situation telle

qu'elle existe à tel moment, sachant qu'on ne peut jamais que minimiser les risques, on ne peut pas les réduire totalement. Et après, lorsque vous êtes sur place... Lorsque j'ai travaillé dans des villes où prenaient place des combats, donc là, on n'est pas dans une tranchée ou dans un champ, mais lorsque vous êtes dans une ville et que vous avez des objets, enfin que vous avez des bâtiments tels que, je ne sais pas, à Donetsk ou à Bakhmout, on longe les murs, on reste le plus près possible d'une paroi, on se déplace vite, on garde la tête froide, on garde les yeux ouverts en permanence. Se déplacer le long des parois, c'est très important, il ne faut pas se retrouver en plein milieu de la chaussée puisque si un obus tombe, il faut pouvoir trouver quelque chose soit pour se mettre à couvert, soit au moins pour pouvoir se jeter au sol. Et ensuite, voilà, faire confiance à ses cinq sens, tendre l'oreille. Maintenant, on sait que l'un des principaux dangers pour n'importe qui dans une zone de guerre, que ce soit les civils, pour les soldats et les journalistes, ce sont les drones, à la fois ceux qui larguent directement les explosifs et les drones FPV, donc les drones « First Person View », qui eux, sont des drones kamikazes, ce n'est pas vraiment le bon terme, mais bon, ils volent directement sur leur cible et explosent contre leur cible. Donc lorsque vous entendez cette espèce de son qui n'est pas particulièrement plaisant à force de l'entendre, généralement, on sait qu'il faut rester sur ses gardes et puis ensuite, c'est juste avec l'expérience. Après, l'expérience, comme on dit, c'est le nom donné à nos erreurs passées. Bon, il faut espérer que cette erreur-ci, si vous en faites une, vous puissiez en tirer des leçons et les conséquences. Évidemment qu'elle ne te coûte pas un bras, une jambe ou la vie, mais bon. C'est de l'improvisation aussi un peu permanente, mais à force d'improviser, on établit certaines règles de conduite et on essaie de s'y tenir.

L : D'accord, merci. Là, en parlant de vivre la guerre de l'intérieur, être sur ses gardes, les yeux ouverts tout le temps, quelle dimension ça donne au journalisme de vivre tout ça de l'intérieur ?

G : Alors, je pense que pour ce qui est de... Si tu travailles dans la télévision, par exemple, c'est très facile de resituer l'atmosphère de la guerre. Tu regardes des images, tu vois des maisons en ruines, tu vois des familles pleurer. C'est visuel, par conséquent, c'est immédiat, ça te frappe. Pour un journaliste écrit, je pense que d'un côté purement professionnel, ne serait-ce que pour donner envie au lecteur de lire, il faut avoir des éléments d'atmosphère pour resituer. Mais tout simplement, et là pour le coup, c'est bien plus important et ça correspond à la vision même de... Ça correspond à la façon dont on définit le journalisme. On ne peut pas parler de quelque chose qu'on n'a pas vu, qu'on ne voit pas soi-même. Lorsque je vois les éditorialistes déblatérés à

longueur de journée sur tel ou tel sujet, on en a un en France qui est exceptionnel, là, monsieur Alain Bauer, lui, il est spécialiste en tout. On a une question de criminologie, on l'invite, ça tombe très bien, c'est sa spécialité, mais ensuite on va parler de la contre-offensive ukrainienne, on l'invite aussi. On va parler de tel ou tel truc, on va parler, je ne sais pas, de la culture de la betterave en Pomeranie orientale au XIXe siècle, on va l'inviter aussi. Au bout d'un moment, je pense que si on veut parler d'un sujet, il faut, déjà, il vaut mieux le connaître, et d'un sujet aussi grave, aussi essentiel que celui de cette guerre et des guerres et des conflits en général, j'ai un peu de mal avec le journalisme parachuté aussi, où on envoie des gens pendant une semaine, ils arrivent ici, ils prennent leurs photos, leurs selfies en gilet pare-balles, en mode « oh, regardez, je suis là », ensuite ils retournent dans les rédactions parisiennes et n'auront plus jamais aucun problème. Et ils pourront ensuite se vanter de cette qualité de reporter de guerre qu'ils ont acquise, sachant qu'ils se déplaçaient avec trois voitures blindées, avec un fixeur, avec un producteur local, avec un conducteur, avec un responsable sécurité. Vous voulez parler de la guerre, les gens, malheureusement, ici la vivent, la moindre des choses, c'est d'en vivre aussi un peu, en tout cas suffisamment, pour pouvoir restituer ce que ça veut dire. À quel point c'est horrible. Parce que c'est le journalisme. Je pense qu'on ne peut pas vraiment parler d'un sujet si on n'a pas... On ne peut pas juste lire sur un sujet, même si c'est très important de le faire. Ne nous méprenons pas, je pense que, particulièrement sur un sujet aussi complexe que l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, si vous n'avez pas les éléments de contexte, c'est très difficile de comprendre, ou en tout cas de synthétiser tout ça. Mais pour ce qui est de la guerre en particulier, il faut la vivre, il faut la voir, il faut voir ce que les gens vivent, il faut voir à quel point c'est inhumain, à quel point c'est cruel, à quel point c'est absurde, et en espérant qu'en restituant un peu de cette horreur et de cette absurdité, on arrive, si ce n'est à la faire s'arrêter, au moins à faire en sorte que les gens s'intéressent. Mais bon, malheureusement, le cycle médiatique fait que, de toute façon, une guerre en chasse une autre, un conflit en chasse une autre, et tôt ou tard, les Gazaouis seront oubliés, les Ukrainiens seront oubliés, si ce n'est pas déjà le cas, et un autre conflit prendra sa place, et ensuite celui-là sera oublié aussi. C'est la nature, malheureusement, du cycle médiatique. Mais nous, autres journalistes, avons la responsabilité de faire en sorte qu'on continue d'en parler.

L : Oui, bien sûr. Là, on est vraiment au cœur du propos journalistique. J'aimerais savoir si, justement, tu m'as expliqué qu'il y avait beaucoup de contacts directs avec l'armée, avec des citoyens, etc., bien sûr, vu que tu vis là-bas. Est-ce que tu t'es toujours sentie libre de t'exprimer, de faire les sujets que tu avais envie, d'aller où tu avais envie ?

G : Est-ce que je me suis toujours sentie libre ? Non. Tout simplement parce qu'il y a une variété de barrières. Mettons, il y a un sujet qui te vient en tête, ou tu as lu quelque chose qui t'intéresserait. Là, ensuite, déjà, il faut déterminer est-ce qu'il y a un intérêt des médias. Ça, c'est la première chose. Malheureusement, je dirais que ça a été l'une des principales barrières, juste pour te restituer l'historique. Je vais la faire courte, cette fois-ci. Je me suis installé en Ukraine en septembre 2021. C'est un pays où je me rendais déjà depuis plusieurs années, depuis 2019. Et lorsque je me suis installé en septembre 2021, j'ai commencé à démarcher des médias, en expliquant que j'étais un jeune journaliste, que j'étais sorti de l'école il n'y a pas très longtemps, que j'avais bossé un peu à France Télévisions, que j'avais fait ça, ça, ça et ça. Bref, que je m'installais en Ukraine et que je cherchais à y travailler comme correspondant, que je connaissais au moins à ce moment-là une des deux langues, à savoir le russe, et que j'étais disponible. Beaucoup ne m'ont pas répondu, tout simplement. Certains m'ont baladé pendant des semaines. Enfin, certains, un. Le magazine L'Express m'a baladé pendant des semaines en disant oui, oui, envoie-nous des scénarios, on va voir, on va regarder ça, on va y jeter un coup d'œil. Et au final, après des semaines et des semaines passées à les relancer, après leur avoir envoyé mes synopsis, ils m'ont tout simplement ghosté, complètement ignoré. Et ensuite, là, un autre cas, c'est celui des Échos. Et j'ai admiré l'honnêteté, et c'était rafraîchissant, cette honnêteté et ce côté direct de Lucie Robequin, qui travaillait à ce moment-là à la rédaction, à la rubrique internationale des Échos, pour laquelle je bosse maintenant, et qui m'a donné ma chance en me disant oui, envoie-nous quelques scénarios, on va regarder, envoie-nous des pitches, et puis on dira. Et au final, elle a fini par en prendre, on a commencé à travailler ensemble, juste avant le début de l'invasion, mais elle m'avait dit dès le départ : « l'Ukraine n'est pas au cœur des préoccupations de nos lecteurs ». Au revoir, c'est direct. Six mois après, et maintenant, malheureusement, l'Ukraine est devenue le cœur des préoccupations de beaucoup de personnes et d'un nombre incalculable de médias. Mais ça veut juste illustrer tout d'abord que le journalisme, c'est beau comme concept, machin, machin, la plume dans la plaie, c'est très bien, mais ça nourrit pas son homme, à la fin de la journée, c'est un business, il y a des modèles économiques qui existent et qui forcent la main des rédactions, et c'est pour ça que j'ai bien aimé le fait que Lucie me dise tout simplement que nos lecteurs s'en foutent. Et c'est normal, à ce moment-là, puisque l'Ukraine est vue comme cette espèce de truc... L'Ukraine, c'est quoi ? C'est la Russie, non ? Voilà, c'est un peu la réaction que j'avais de pas mal de gens lorsque je leur disais que je vivais en Ukraine. Donc la première chose, c'est les impératifs économiques, ça veut dire que si vous voulez proposer un sujet, mais qu'il y a un autre événement qui est en train de distraire, par exemple, bonne chance pour proposer un sujet en novembre de cette année

qui ne concerne pas directement l'élection présidentielle américaine. Ou en tout cas, qui n'y est pas connecté d'une certaine manière. C'est évident que ça va occuper l'agenda médiatique. Donc ça, c'est la première raison pour laquelle tu n'es pas libre de tout en tant que journaliste. La seconde, et celle-là, je parle après le début de l'invasion, c'est les questions, tout d'abord, sécuritaires. Donc celle-là, c'est celle que j'ai déjà évoquée. Les officiers de presse de l'armée ukrainienne n'ont pas forcément envie que tu te fasses buter, parce que même pour eux, c'est un peu contre-productif. Donc ils vont restreindre ton accès, sachant que c'est l'armée. Et l'armée, dans tous les pays, surtout dans un pays qui a hérité pas mal de l'administration soviétique, c'est parfois absurde. Les ordres sont contradictoires. On te dit que là, tu peux y aller, alors que techniquement, c'est plus dangereux qu'à tel endroit. Et tu le sais que c'est plus dangereux. Mais bon, c'est l'administration militaire. On sait qu'il ne faut pas trop chercher à comprendre. Et la dernière chose, l'Ukraine, comme tous les pays, et les administrations sécuritaires, donc l'armée, la police, les services de renseignements ou autres, n'ont forcément pas nécessairement envie d'ébruiter des sujets qui mettent en lumière des problèmes de corruption, par exemple, dans l'armée ou autre, qui illustrent des problèmes, par exemple, avec le commandement militaire, ce genre de choses-là. Donc là, il y a aussi une forme de censure. Ça m'est arrivé plein de fois, de travailler sur tel ou tel sujet. Et puis mon interlocuteur me dit clairement je peux témoigner, mais je témoignerai anonymement, ou je ne peux rien dire, ou on ne communique pas sur ce sujet, comme ça m'est arrivé à de nombreuses reprises. Et il y a même une forme d'auto-censure, parce que j'ai travaillé sur des sujets, je travaille actuellement sur un sujet en particulier, où j'essaie de me montrer le plus prudent possible dans la manière dont je vais l'aborder. Parce que le problème, c'est qu'en Ukraine, pour exercer comme journaliste auprès de l'armée, pour exercer dans les zones proches du front, ça techniquement c'est sur le papier, mais dans les faits, si vous travaillez comme journaliste en Ukraine en ce moment, et que vous voulez faire n'importe quoi, même interviewer le maire d'une commune de 2500 habitants tout à l'ouest de l'Ukraine, le plus loin possible des combats, on va souvent vous demander, est-ce que vous êtes accrédité ? Cette accréditation, on l'obtient auprès des forces armées ukrainiennes, et votre demande d'accréditation est d'abord vérifiée par le SBU, qui sont les services de renseignement des services de renseignement ukrainiens, l'équivalent entre DGSI en France. Par conséquent, ça veut dire que si vous avez par le passé écrit des choses un peu trop critiques sur le gouvernement ukrainien ou sur l'état ukrainien ou autre, c'est possible que vous vous fassiez retirer votre accréditation, dans ce cas-là, bon courage pour travailler.

L : Donc vous avez la pression, enfin la question financière, qui te restreint déjà dans tes mouvements, celle des questions sécuritaires qui sont assez évidentes dans un pays en guerre, et celle de la censure pure et dure, on va te dire tout simplement que non, on ne va pas communiquer à ce sujet.

G : Ce n'est pas vraiment de la censure, parce qu'ils ne vont pas venir chez toi te braquer en disant que tu ne vas pas écrire là-dessus, mais par contre, les portes se ferment, on ne va pas répondre à ces demandes d'interview, on ne veut pas parler de ces questions-là, on ne veut pas parler de ceux-ci, on ne veut pas parler de ceux-là, et par conséquent, à la fin, il y a une forme d'autocensure aussi, lorsque tu prends en compte tous ces facteurs, et que tu sais que ton travail est par conséquent à titre personnel ma vie ici, puisque ma carrière est ici, que ça fait des années que j'habite ici, si tout dépend de ce précieux sésame qui est une accréditation, tu vas faire en sorte de ne pas la perdre. Par conséquent, il y a aussi une forme d'autocensure qui s'installe.

L : Et dans cette forme d'autocensure, je suppose qu'il y a aussi la question de la propagande qui vient juste derrière, comment réagir à ça ? Est-ce que ça a été difficile de surfer sur cette vague toujours très touchy auprès des médias européens puis après auprès des médias américains du coup ? Comment vous avez géré cette question ? Parce que quand on vit dedans, c'est encore différent, je suppose, quand on vit dans le pays qui porte intérêt à avoir une bonne visibilité, etc. Comment ça se passe ?

G : La question de la propagande est intéressante. La propagande par essence, malheureusement, tous les États en ont fait. Énormément d'acteurs politiques font de la propagande à des degrés plus ou moins divers. La question de la propagande, c'est souvent un terme qui est associé soit au régime autoritaire soit à des circonstances extraordinaires comme celle d'une guerre. Donc vous avez la propagande russe. Évidemment, l'Ukraine fait de la propagande de son côté aussi par un certain nombre de moyens, en organisant tel ou tel événement, en envoyant un communiqué de presse aux journalistes en leur disant, regardez, il y a ça qui est en train de se passer, on a fait ça, on a fait ça, on a fait ça. Même avec les posters, occasionnellement, avec des campagnes sur les réseaux sociaux. Donc on a conscience que les deux participants, les deux parties prenantes à ce conflit que sont l'Ukraine et la Russie font tous les deux usage de propagande. Après, déjà c'est aux journalistes de discerner ce qui est vrai de ce qui est faux. Il y a la réalité de ce qu'on vous dit, de ce que va vous assurer le haut commandement et ensuite vous contrastez ça avec ce que vous pouvez entendre par exemple

venant de la part d'un soldat dans une tranchée. Donc ils n'auront pas forcément la même perspective sur certains sujets. Là encore, ça demande une certaine culture générale, enfin pas vraiment générale, mais une culture et une connaissance du conflit qui est en train de se jouer. Ça demande de lire énormément, ça demande de se renseigner. Il faut arriver à adopter un esprit critique vis-à-vis de toute forme de propagande et de toute forme de parole officielle. Dès lors qu'elle vient d'une armée, d'un gouvernement ou autre, on sait forcément qu'il y a un degré de manipulation. Après, il faut quand même rappeler qu'on se retrouve là dans une situation où un État démocratique, une démocratie certes imparfaite, mais quelle démocratie parfaite ? Je pense que les pays scandinaves peut-être s'approchent de notre idéal et même eux ont des problèmes et ils le reconnaissent. Mais donc un État démocratique est envahi par une puissance initialement, enfin Poutine à ses débuts, autoritaire, je pense qu'on peut dire maintenant une puissance dictatoriale avec en plus des caractéristiques et là, c'est pas un jugement de valeur, mais si on se bat sur certaines des définitions académiques de ce que constitue le fascisme, la Russie est un État fasciste. Par conséquent, il faut pas de... comment dire... Il faut pas mettre sur le même plan la propagande ukrainienne de la propagande russe. Vous avez un État agressé, vous avez un État agresseur, les deux vont faire usage de propagande, on peut pas les comparer comme ça. Et malheureusement, c'est un problème qui a tendance à exister dans les médias, c'est la tendance à renvoyer dos à dos, et c'est pas que dans la guerre en Ukraine, c'est n'importe quelle issue, n'importe quel problème ou autre, on a tendance à renvoyer dos à dos n'importe quel acteur dès lors qu'ils sont opposés sur n'importe quel sujet. Le parti au pouvoir dit ça, mais l'opposition dit ça. Et beaucoup de journalistes malheureusement ont tendance à se contenter de ça. Monsieur, je sais pas, monsieur Macron a dit ça, mais Marine Le Pen elle assure que ça. Et il y a cette espèce de maxime je crois que ça date des années 40 aux États-Unis, qui dit je vais paraphraser pour le coup « *If someone says it's raining outside and someone says it isn't, your job as a journalist is not just to quote the both of them, it's to go outside and fucking change.* » Et c'est le problème que beaucoup de journalistes ont tendance à s'arrêter. Donc voilà, je vais citer lui il a dit blanc et lui il a dit noir, et on s'arrête là. Non, ta responsabilité c'est d'aller voir. C'est pour ça que lorsque je vois présentement des médias reprendre sans remettre en contexte par exemple il va y avoir une atrocité, un missile balistique russe qui s'abat sur un hôpital pour enfants ici à Kiev. On a des vidéos où on voit que la forme du missile correspond exactement à ces fameux KH la désignation exacte, mais c'est un missile qui n'est fabriqué que par la Russie, qu'ils utilisent régulièrement pour bombarder l'Ukraine. Cet événement s'inscrit au milieu d'une vague de bombardement qui vise plusieurs villes d'Ukraine. On a des vidéos où on voit que ça ressemble parfaitement à un missile russe. On se rend compte par l'étendue des

dégâts sur un hôpital que ça peut pas juste être un morceau d'un missile ou un morceau d'un missile de la défense aérienne qui est retombé pour faire un trou pareil dans une paroi. Et certains médias seront tentés immédiatement de faire un titre en mode le ministre des affaires étrangères russe dit que ce sont les Russes et les Ukrainiens qui ont bombardé leur propre hôpital. Le problème c'est que ça, ce n'est pas acceptable. On peut pas juste reprendre sans critiquer un minimum et sans replacer les choses dans ce contexte, sachant que malheureusement, à cause de la nature des médias modernes et des nouvelles technologies la plupart des gens ne lisent pas un article. Ils lisent deux titres. Et encore, ils lisent trois mots dans le titre. Donc lorsque vous reprenez de manière totalement neutre ce genre de déclaration c'est comme lorsque Trump vous dit, je sais pas, que les éoliennes sont responsables de l'extinction de plusieurs espèces d'oiseaux ou que les finlandais ratissent leur forêt. C'est complètement absurde, mais si vous les reprenez juste aux mots comme ça et que vous faites un titre là-dessus, forcément ça peut induire des gens en erreur. Donc bref, pour revenir au cœur du propos, il incombe à un journaliste la responsabilité de savoir discerner et lire entre les lignes, entre ce qui est la parole officielle, la réalité sur le terrain, mais aussi sans faire nécessairement d'équivalence morale entre un agresseur et un agressé. Donc quand on parle de propagande ukrainienne et de propagande russe, qu'on s'entende bien, l'une vise à assurer la survie d'un État démocratique en forçant, en tout cas en implorant ses pays partenaires de lui fournir des armes et de l'équipement, et l'autre vise à nous convaincre que la nation ukrainienne n'existe pas, qu'il y a des laboratoires de l'OTAN ici aux frontières où on prépare des moustiques pour tuer la population russe, où l'Ukraine est un pays qui est simultanément aux mains des juifs et de la finance mondiale et de Soros, mais qui sont aussi des nazis et qui sont dirigés par une gente LGBT+, et satanistes. C'est important de faire aussi la différence entre les deux.

L : Bien sûr. J'ai une question par rapport aux différents médias parce que j'y repense et je pense qu'elle est importante. Est-ce que travailler pour des médias européens et travailler pour un média américain, est-ce que c'est la même manière de raconter la guerre ?

G : Non. C'est différent et je dirais même que je ne parle que pour mon cas personnel puisque d'autres collègues auront des visions différentes. Ce n'est pas uniquement dû à la différence entre un audimat américain et un audimat européen. Je pense que j'écris un peu différemment pour les Échos que j'écris pour la Libre Belgique ou même pour le NZZ, le Neue Zeitung. J'écris en français mais ils traduisent les articles en allemand parce que normalement, niveau B2, c'est plus trop ça. La différence pour moi, c'est qu'en fait, j'écris pour un journal, le Washington

Times, qui est aux États-Unis, ce que le Figaro et encore peut-être pas parce qu'il n'y a pas la même audience. Le Washington Times est un journal très conservateur qui s'adresse à une audience républicaine, à des conservateurs américains, donc ça tombe très bien, j'adore ces gens-là. Je m'entends super bien avec eux, donc c'est assez rigolo d'écrire mes articles sachant que je ne peux pas vraiment blairer leur partie et leur position politique. À titre personnel, je ne me cache pas de vouloir, par mes écrits dans le Washington Times, parce que le journal est lu par des lecteurs républicains, mais je sais aussi, et c'est un fait vu qu'il est publié à Washington, il est diffusé largement au sein des membres républicains du Congrès et du Sénat américain. Par conséquent, je sais que parmi certaines personnes qui vont avoir ce journal entre les mains, en tout cas qui vont avoir mes articles entre les mains, ou devant les yeux plutôt, il y aura potentiellement des décideurs politiques américains, républicains. Et je vois ça comme une opportunité, à mon sens. de convaincre ces gens-là, qui pour la plupart d'entre eux, et particulièrement l'aile la plus à droite et la plus Trumpiste du parti, est farouchement opposée à l'aide à l'Ukraine. Je vois ça comme une opportunité de les convaincre de la justesse de la cause ukrainienne, de la nécessité, si les États-Unis continuent de prêcher la démocratie, les droits de l'homme, ceci, ceci, cela. Et pour les républicains, de prêcher la liberté individuelle et la souveraineté de la nation comme des valeurs fondamentales, pourquoi est-ce que vous acceptez que le plus grand pays d'Europe par superficie soit attaqué et démembré par son voisin, au prétexte de la loi du plus fort ? Même selon les préceptes républicains, ça ne colle pas. Donc, je vois dans mes écrits aux États-Unis l'occasion de convaincre un public qui, généralement, serait plutôt sceptique à l'égard de l'Ukraine et à l'égard de mes propres positions, alors que ce n'est pas nécessairement un problème que j'ai avec les lecteurs des Échos. Je sais que par la nature de notre audience, par les CSP, les catégories de socioprofessionnels, je sais qui lit les Échos et je sais que, généralement, ces gens-là sont en faveur d'envoyer de l'aide à l'Ukraine, par exemple. La Libre Belgique, c'est pareil. C'est des gens qui sont plutôt d'une classe moyenne ou classe moyenne supérieure. C'est des gens qui ont un niveau de vie qui est relativement confortable, qui ont fait souvent des études supérieures, qui voyagent à l'étranger, qui sont généralement favorables aux idées européennes, aux idées de démocratie, ci, cela. Et par contre, c'est quand il n'y a pas nécessairement besoin de convaincre ces gens-là. Avec le Washington Times, je vois ça comme une opportunité de les convaincre et de ce qu'il faut pensé parce que alors, maintenant que Joe Biden s'est retiré de la course, on verra, mais il y a encore quelques semaines, moi, la perspective d'une nouvelle administration Trump, il me semblait une inévitabilité. Par conséquent, je voyais, j'étais en mode, putain, il va falloir que j'écrive un peu plus pour le Washington Times et que j'essaie de lui envoyer un maximum d'articles pour

les convaincre. Donc, voilà, c'est ça. Et ensuite, bon, évidemment, il y a le fait d'écrire en anglais et en français et il y a le fait que l'écriture journalistique française, enfin, en français, en francophone et l'écriture journalistique anglophone sont très différentes dans la manière dont vous écrivez les titres, dont vous écrivez les sous-titres, l'introduction dans le papier, la manière dont vous faites les citations qui, généralement, sont plus longues dans les articles en anglais qu'en français, même si ce n'est pas toujours une règle. Donc, voilà, il y a les règles d'écriture et ensuite, il y a aussi la connaissance de son audience.

L : D'accord, merci. Là, on a vraiment parlé du travail journalistique en tant que tel. Maintenant, on va plus remettre l'humain au cœur du propos, parce que c'est ça aussi cette grande question de la place du journaliste et du journaliste de guerre. Comment, vous, justement, vous mettez l'humain au cœur de votre travail ?

G : Oui, je pense que c'est une bonne question. On essaie de restituer la réalité du terrain et on essaie, en même temps, de donner une vue d'ensemble. Après, les gens qui lisent nos reportages, ils veulent être informés, mais on n'est pas non plus des analystes militaires. Ça, c'est encore un autre boulot. C'est-à-dire qu'on n'est pas juste là pour représenter des lignes sur des cartes, des pions et montrer que telle unité est là, telle unité n'est pas là. On est là pour, comme tu l'as dit, replacer l'humain. Et par conséquent, c'est aussi illustrer le coût humain de cette guerre. Malheureusement, on a tendance à avoir une vision parfois un peu synthétique. Si on suit l'évolution du conflit au jour le jour, juste en gardant la carte, dans ce cas-là, ça se passe différemment d'un match de foot. Ou mon équipe est en train d'avancer, ou mon équipe est en train de perdre. C'est très important de faire des papiers, déjà, qui ne sont pas que du front. Même si j'estime que c'est très important. Et là, pour le coup, je pense que c'est important de restituer l'humain derrière le gilet pare-balles et derrière l'uniforme. L'Ukraine, c'était une armée de métiers. Maintenant, on parle de conscription. Ça veut dire que c'est des gens qui, pour beaucoup, il y avait encore quelques semaines, quelques mois, n'avaient jamais tenu un gun de leur vie et n'y envisageaient pas de le faire. C'était des ingénieurs informatiques. C'était des boulangers. C'était des fermiers. C'était des gens qui bossaient dans le bâtiment. Et maintenant, ils se retrouvent avec un fusil entre les mains et dans une tranchée boueuse ou dans une tranchée aride où il fait 35 ou 40 degrés avec un uniforme et des drones et des obus qui volent dessus leur tête. Parce qu'une pourriture a décidé de démembrer leur pays, de massacrer leurs concitoyens. Par conséquent, c'est important de restituer aussi ces gens-là et leur humanité. Parce qu'ils sont humains. C'est pas juste... La nature même de la guerre fait qu'on a tendance

à...Ça anonymise le soldat de base entre le casque, les lunettes, le machin, le truc. On voit plus la personne derrière. Et donc, c'est important de leur donner aussi une voix et de restituer que... Je sais pas. Nicolas, avant d'être un soldat, je sais pas. C'est un ingénieur informatique qui a deux enfants, par exemple. Ça, c'est une chose. Ensuite, la deuxième, c'est qu'il faut pas ne pas faire que du front. Il faut aussi parler aux gens à l'arrière qui sont impactés. Parce que pour chaque homme qui est... Hommes ou femmes, d'ailleurs, qui sont sur le front, vous avez une famille derrière. Vous avez peut-être des enfants qui attendent. Vous avez des parents qui sont inquiets. Et ensuite, un pays doit continuer de fonctionner. Le pays est en guerre. Mais tout le monde ne peut pas être au front. Il faut des gens pour faire tourner les commerces, pour faire tourner les usines, ce genre de choses-là. Donc c'est important de parler de tous les différents aspects de la guerre. Et malheureusement, la guerre, c'est comme un cancer. Ça se... Comment dire ? Ça se faufile et ça s'introduit absolument partout. Et en fait, même moi qui m'étais juré de ne pas devenir journaliste de guerre au début de cette guerre, en me disant que... À savoir, j'entends par là que je ne veux pas couvrir un autre conflit que celui-là. Parce que... Comment dire ? Parce que s'attacher à des gens et apprendre quelques semaines, quelques mois ou quelques années après qu'ils sont morts, et avoir ces nouvelles qui reviennent en permanence... Je n'ai pas envie de faire ce travail-là et de vivre ces mêmes émotions pour un autre conflit, pour un autre pays, pour une nouvelle terre, où je vais m'attacher à des gens en sachant pertinemment qu'il y a des chances que d'ici deux semaines ou trois semaines, ils soient morts. Mais... Je m'étais juré de ne pas devenir journaliste de guerre et je m'étais juré aussi de tenter de ne pas parler que de la guerre en Ukraine. De parler d'autre chose. C'est un pays qui est plus grand que la France en superficie, qui a une histoire qui, malgré ce que Poutine voudrait faire croire, est extrêmement ancienne, qui est extrêmement riche, qui a une culture qui est fascinante, une terre de contrastes... Putain, je déteste cette expression, mais bref. Et le problème, c'est qu'en fait, c'est difficile de parler de n'importe quel sujet ici sans que la guerre, de manière ou d'une autre, l'ait éclaboussée ou l'ait corrompue. On ne peut pas parler de la culture ukrainienne en temps de guerre quand la nation ukrainienne et sa culture sont menacées d'extermination. Donc il y a toujours cette espèce de spectre qui plane au-dessus de n'importe quel sujet qu'on voulait faire. Et par conséquent, c'est important de parler, d'essayer de parler de plein de choses que la guerre, mais il faut aussi se rendre compte que, peu importe le sujet dont vous parlez, vous allez aussi parler de la guerre. Donc voilà, c'est juste pas faire que du front en permanence et pas dire que... Parce qu'au bout d'un moment, surtout quand les lignes ne bougent pas, oh, il y a un obus qui vole et puis il y a un mec qui tire. Oui, certes, mais encore. Au bout d'un moment, un reportage comme ça, vous en écrivez un, vous en écrivez dix, vous

en écrivez cent, c'est quasiment tous les mêmes, ou presque. Donc c'est très important d'aller parler aux gens, pas que des oblasts, d'essayer de varier les sujets et surtout de parler aux gens. Et ça, j'ai l'impression de parler comme Jean-Claude Van Damme, mais derrière la formulation, ce que je veux dire, c'est que, lorsque je parle de journalisme parachuté plutôt, vous avez des gens, des grands médias internationaux, ou français, ou belges, qui viennent, je pense aux Américains là pour le coup, ils viennent par exemple pendant trois semaines ou deux semaines en Ukraine. Et ils vont faire des reportages sur la ligne de front. Ils ont trois bagnoles blindées, ils ont un conducteur, ils ont un responsable sécurité, ils ont un fixeur, donc c'est-à-dire que ce sont des journalistes, qui ne préparent même pas des sujets, qui n'essaient même pas de trouver des idées de sujets. On leur prépare pour eux, puisque c'est le producteur local, ou le fixeur, qui leur trouve des idées de sujets, qui trouve les contacts, qui contacte les gens. Ensuite, ils ont des interprètes, des traducteurs, parce que forcément, ils ne pipent pas un mot de russe ou d'ukrainien. Parce que forcément, si un jour vous êtes à Jérusalem, le lendemain vous êtes à Taïwan, et puis ensuite, trois jours après, vous êtes en Ukraine, vous n'avez pas le temps d'apprendre toutes les langues. Et par conséquent, à chaque fois, vous avez une barrière supplémentaire entre les gens à qui vous parlez, et vous avez le producteur qui va trouver les sujets. Donc c'est une première barrière. Vous avez le traducteur, vous avez votre responsable sécurité qui vous tire par la manche en vous disant : « Putain les gars, c'est dangereux là, je vous accorde encore 1 minute 47, et puis après on y va. » Vous avez le véhicule blindé, c'est bien pour la sécurité évidemment. Sauf que Papy dans sa Lada, lui il n'a pas ce luxe, il vous voit débarquer avec votre convoi, il pense que c'est une mission de l'ONU ou un truc comme ça. Et puis ensuite, ces gens-là, une fois qu'ils ont fait leurs trois reportages, et qu'ils s'auto-congratulent pour leur bravoure et leur courage, ils vont s'asseoir dans les salons de l'intercontinental hôtel ici à Kiev, et puis ils n'en sortent pas. Quelle vision vous avez véritablement du pays et des gens qui y vivent, quand tout ce que vous voyez, c'est des hôtels à 1500€ la nuit ? Moi ça me dépasse un peu, et c'est le problème du journalisme parachuté et des correspondants. Il y aura toujours une rivalité entre nous, puisqu'on estime être maltraité par rapport à eux, et eux ils estiment que nous sommes snobs et qu'on ne veut pas leur parler. Il y a toujours eu cette sorte de rivalité entre les deux. Mais je me permets de réitérer qu'à l'heure actuelle, lorsque je vois que, et particulièrement au début de la guerre, le nombre de fois où ça m'est arrivé de m'adresser à des médias en disant : « je suis disponible, je peux parler sur tel ou tel sujet », soit ils me disaient « non non, on envoie nos équipes », ou alors « ah ouais, bah en gros, tu serviras de fixeur à nos journalistes. » Donc tu es assez bon pour nous trouver les sujets, pour contacter les gens, pour parler avec eux, pour organiser les interviews, mais tu n'es pas

assez bon à la fin pour écrire le papier ou avoir ton nom en bas du sujet ou en haut du sujet. Et malheureusement, ça c'est un phénomène auquel tous les correspondants et les journalistes locaux, les journalistes ukrainiens aussi, ont toujours été, tôt ou tard, confrontés. Par conséquent, si on veut replacer l'humain, ça serait déjà bien de parler aux gens, et de ne pas juste s'enfermer dans des hôtels, et ensuite d'écrire des conneries ou de plâtrer des conneries à la télé. Voilà.

L : Merci. Par rapport justement à cette place d'humain, tu l'as évoquée, y'a des proches, on s'attache aux gens, on est touché par leurs histoires, parce que justement, quand y'a plus de barrières de la langue, on parle comme toi et moi, et c'est beaucoup plus facile, et y'a plus de choses qui passent. Toi, en tant qu'humain, comment t'arrives à ne pas te laisser envahir par la guerre, et à continuer ton métier, et d'avancer dans une guerre qui s'enlise ?

G : C'est difficile, évidemment, on va pas se le cacher. Lorsque vous vivez dans le pays, que vous vivez au quotidien, les guerres forcément sont détachées, c'est un peu difficile. Après, ça vient avec le temps, j'effectue des allers-retours réguliers entre la France et l'Ukraine, pour voir ma famille, pour voir mes amis et autres en France, j'essaie de m'imposer un rythme de deux mois passés en Ukraine, un mois passés en France. Évidemment, c'est pas au jour près, mais j'essaie de me déconnecter suffisamment, et de me garantir un peu de temps et un peu de recul, ne serait-ce que pour pouvoir revenir, en disant, recharger, et être en mesure de travailler à nouveau, parce que forcément, la fatigue s'accumule, la fatigue psychologique s'accumule, le stress s'accumule, là, je suis censé rentrer en France, justement, d'ici quelques jours, et je ne vais pas me plaindre, parce que j'ai déjà énormément travaillé cette année, et il y a, du coup, deux semaines et demie, comme je le disais, trois missiles se sont abattus, juste de l'autre côté de ma rue, j'ai les fenêtres qui ont explosé, j'étais à l'intérieur de l'appartement lorsque ça s'est produit, ce qui n'était pas le cas les deux fois précédentes, lorsque mes fenêtres ont pété aussi, et donc le cri d'un missile balistique qui s'abat quasiment sur votre toit, c'est pas particulièrement agréable, et donc on a besoin aussi de se retirer de ça, d'évacuer un peu. Le problème, c'est qu'au début de la guerre, lorsque j'ai commencé à faire ça, lorsque je suis rentré en France, ou en tout cas que j'ai quitté l'Ukraine pour la première fois au début de l'invasion, j'avais un énorme sentiment de culpabilité, puisque je savais que moi, j'avais le luxe, le privilège de pouvoir quitter l'Ukraine, et ce n'était pas le cas des Ukrainiens. Eux étaient là. Et avec le temps, je me suis rendu compte que c'est un impératif de santé, en fait, vraiment de santé mentale, de santé psychologique. Pour le moral, c'est important de... Si j'ai le privilège, le luxe, comme on a dit

tout à l'heure avec les amis ukrainiens, ils me disent : « Déjà, tu en fais déjà pas mal en étant ici quasiment en permanence, il ne faut certainement pas se priver de cette opportunité de se recharger, de mettre un peu de distance avec ça. » Après, bon, malheureusement, la distance, elle est physique, mais psychologiquement, je continue de partager le quotidien de mes amis qui sont ici, puisqu'on est en contact en permanence. J'ai énormément d'amis. J'ai un coloc, là, en ce moment, qui s'appelle Vitaly, un soldat ukrainien de 47 ans, parce qu'en fait, on est devenus amis en travaillant ensemble là-dessus. Ça veut dire que dans mon quotidien, mon coloc actuel pour les deux prochains mois, c'est un soldat. Avant-hier, dans l'après-midi, j'ai été rendre visite à un ami qui est un médecin de la police de Donetsk qui s'est bouffé une vingtaine de shrapnells dans le bras lorsqu'un obus russe s'est battu sur son véhicule. Et c'est comme ça que j'ai passé mon après-midi avant-hier. Je suis en contact avec des gens qui vivent dans les... En plus, vu que je bosse souvent dans les villes proches du front, ça veut dire que c'est là où j'établis des contacts, où je me fais des amis. Et donc, je suis en contact avec des gens qui me disent que : « hier, mon voisin est mort », ou « aujourd'hui, mon père », ou « hier, mon frère ». Ensuite, le problème, c'est que quand vous vous faites des amis, comme dans n'importe quel pays, du coup, vous avez votre fil Instagram, ou votre fil Twitter, ou votre fil Facebook. Et en Ukraine, il y a encore pas mal de vieux. Disons qu'au-delà de 35 ans, ou 40 ans, en Ukraine, on utilise encore énormément Facebook, un peu comme en France ou en Belgique. Et il y a eu des moments, par exemple, au moment de la bataille de Bakhmout lorsque je scrollais sur mon fil d'actualité sur Facebook, tous les deux posts, c'était un portrait d'un soldat avec un bandeau noir et puis avec une bougie. Et donc, forcément, c'est très difficile de prendre de la distance. On n'a pas le luxe de pouvoir mettre cette distance nécessairement entre soi et les gens. C'est important d'essayer de le faire. Mais là, vraiment, juste pour se préserver et pour pouvoir continuer ce travail, pour moi, ce n'est pas pour une question d'objectivité ou autre. Je assume que l'objectivité journalistique, c'est non seulement un leurre, mais c'est une contradiction dans les termes. On ne peut pas être objectif en tant que journaliste puisqu'on ne peut pas être objectif en tant qu'être humain. On a tous nos propres biais. On a notre éducation. On a notre catégorie sociale ou le lieu d'où on vient. On a la manière dont nos parents nous ont élevés. On a nos opinions politiques. Je ne fais pas le mystère de la mienne à titre personnel. Et par conséquent, prétendre à vouloir faire de l'objectivité, c'est se résumer et dire que lui, il dit ça et lui, il dit ça. Et ne pas questionner ce qui est vrai ou pas. Par contre, ce qu'on doit être en tant que journaliste, c'est être honnête. Et ça, ça veut dire, dire la vérité même lorsqu'elle vous dérange ou qu'elle va à l'encontre de vos biais. Et ça, ce n'est pas d'objectivité, c'est de l'honnêteté journalistique. Et pour maintenir cette honnêteté, ça demande un travail sur soi. Mais bon, là, je change un peu le

sujet. En substance, maintenir ta distance, c'est extrêmement difficile puisque lorsque tu essaies d'installer sa distance, même physique, en prenant un break, forcément, ton téléphone te suit avec toi. Même si ça m'est arrivé à certaines occasions de couper mon téléphone pendant 3-4 jours. Jamais plus que ça parce qu'on reste des journalistes et on a toujours le nez dedans. Mais tu fais cet effort de... C'est de l'hygiène mentale. Et c'est comme ça que tu essaies de te préserver. Ne serait-ce que parce qu'ensuite, tu es en train de péter un câble, tu ne peux pas rendre justice à ce que les gens te disent et les gens qui prennent le temps de répondre à tes questions, qui prennent le temps de partager leur souffrance ou leur analyse ou leurs émotions généralement avec toi. Si tu n'es pas dans un bon état mental pour pouvoir traiter correctement ces informations, ces émotions, les retranscrire et les donner à un public, non seulement tu te desserres toi, mais tu desserres ces personnes-là qui font déjà un effort. Donc, par conséquent, tu as cette responsabilité envers toi-même et envers les autres de prendre soin de ta santé mentale.

L : Pour justement respecter cette honnêteté, je suppose qu'il faut aussi être prêt, comme on dit, dans son esprit.

G : Bien sûr, bien sûr.

L : Et ouvert aux propos.

G : Exactement. Même lorsqu'on travaille avec l'armée ukrainienne, par exemple, on est des journalistes, on n'est pas des officiers de presse. On n'est pas là pour faire de la communication. Si les choses vont mal, les choses vont mal. Si un officier est corrompu, un officier est corrompu. Il faut le dire. Si on manque de munitions, on manque de munitions. On n'est pas là pour faire de la comm', et je pense que c'est important de réitérer ça. Parce qu'en plus, à la fin de la DNA, comme dirait les Anglais, ça ne rend pas service aux Ukrainiens que de cacher les problèmes que le pays a. La meilleure manière de traiter n'importe quel problème, c'est, et là encore, comme le disent les Anglais, « light is the best desinfectant ». Vous mettez un problème en lumière, et ça sera la meilleure manière de le traiter. Lorsque vous laissez quelque chose dans l'obscurité, ça pullule, et ça finit par devenir une gangrène. Par conséquent, que ce soit les problèmes de corruption ou autres, c'est très important d'en parler. C'est le boulot d'un journaliste.

L : Et ça, vous le faites librement, il n'y a pas de problème parce que vous parlez avec l'accréditation militaire. Est-ce que, parfois, c'est quand même un peu compliqué ? Par exemple, si vous voyez une corruption, etc. C'est important dans les valeurs journalistiques, mais dans les faits, est-ce que c'est quelque chose de facile à dénoncer ?

G : Ce n'est jamais facile, mais ça dépend de la manière dont tu traites tes sujets. À titre personnel, jusqu'à présent, je n'ai jamais rencontré de soucis particuliers. L'étendue des soucis que j'ai rencontrés, c'est les accès qui sont plus difficiles dans le sens où l'administration militaire ne voudra pas répondre. Mais ils ne vont pas venir chez toi défoncer ta porte à coup de pied avec les kalashs pour te dire que tu ne vas pas écrire sur le sujet. C'est juste que si tu leur envoies des questions, ils ne vont pas y répondre. Ce qui est leur droit, après tout. À titre personnel, je n'ai pas rencontré particulièrement de soucis lorsque je parlais de questions de corruption, de l'entraînement des recrues, des nouvelles recrues mobilisées qui étaient beaucoup trop courts, la qualité physique de certains soldats que j'ai pu voir absolument catastrophique, ce genre de choses-là. Je n'ai pas rencontré particulièrement de problèmes à l'exception de ces problèmes d'accès. Après, là encore, je ne peux jamais parler qu'à titre personnel. Il y a des journalistes ici qui se sont fait retirer de leur accréditation parce qu'ils ont écrit des choses qui ne plaisaient pas au gouvernement et au ministère de la Défense. Donc ces situations-là sont arrivées. C'est arrivé ensuite que les médias fassent pression et que les organisations non gouvernementales fassent pression sur le gouvernement et sur le ministère et qu'ensuite les accréditations soient données à nouveau, qu'elles soient redonnées aux journalistes. Mais, c'est déjà produit à de multiples reprises et je pense que c'est très important de rester très ferme sur ces choses-là et de ne pas se compromettre. Il y a une forme d'autocensure, bien sûr, c'est naturel lorsqu'on travaille comme journaliste. Mais bon, comme je l'ai dit, on est journaliste, on n'est pas communicant. Donc c'est très important de bosser sur tous les sujets, même ceux qui dérangent.

L : Justement, dans tout ce sujet, ça me fait penser à la désinformation, aux fake news, etc. Comment, quand on est sur place, on arrive à osciller entre vérité, fake news, vérification des faits, les sources, etc. C'est une difficulté supplémentaire à l'intérieur ou, justement, c'est une facilité d'avoir accès ?

G : C'est une difficulté. C'est une difficulté supplémentaire dans le sens où tu as beau être sur place et avoir accès et voir les choses. Déjà, en plus, comme je le disais, on n'est que des êtres

humains. On n'a pas toujours toutes les clés. Donc il y a un événement qui se produit. Toi, tu vas voir les choses par un bout de la lorgnette ici. Quelqu'un d'autre ailleurs aura une autre pièce du puzzle. Ensuite, le but d'un journaliste, c'est d'essayer de mettre ses différentes pièces du puzzle ensemble et de présenter une vision synthétique et compréhensible de l'événement et des raisons pour lesquelles ces événements sont produits. Malheureusement, dans la presse écrite, un peu moins, c'est le fait que, malheureusement, avec les nouvelles technologies, des informations circulent, si ce n'est en temps réel ou presque. Et par conséquent, quand quelque chose se produit, et particulièrement un événement, prenons l'exemple d'un missile russe qui s'abat sur un hôpital. Donc, on est sûr qu'à l'instant où le missile s'abat, au bout de 10 secondes, que l'information sera déjà passée sur les réseaux sociaux parce que quelqu'un a entendu quelque chose a tweeté, a été en train de faire un Facebook live lorsque le missile s'est abattu. Un ami a été en train de faire un live sur Instagram, par exemple, dans sa bagnole, il y a un truc qui pète, il décide d'aller voir. Voilà, au bout de 2 minutes, 3 minutes, on sait déjà que quelque chose a explosé à cet endroit-là, globalement. Et ensuite, on apprend que c'est l'hôpital. Et différents acteurs vont immédiatement s'activer, et en plus, les Russes, pour le coup, sont particulièrement forts à ça. La technique russe, généralement, c'est ce qu'on appelle le « firehose of falsehood ». Donc, c'est littéralement le... La lance à incendie de fake news, ou la lance à incendie de conneries. Donc, leur objectif, là, je parle pour les Russes, pour le gouvernement russe, mais c'est une technique qui est employée par plein d'autres sociétés, leur objectif, ce n'est pas de te convaincre de leur version des faits, c'est de disséminer une multitude de versions différentes pour que, au final, pour saper la confiance du lecteur dans les informations qu'il finira par recevoir à terme. À Boutcha, on va te dire que, d'abord, les corps que tu vois dans la rue, d'abord, c'est pas des corps, ils sont encore vivants, c'est des acteurs. Regardez, il y a une vidéo où on dirait que le mec, il bouge. Après, en fait, on se rend compte que c'est juste le vent qui a fait bouger le sac de la personne ou quelque chose comme ça, mais, voilà. D'abord, c'est pas des morts, c'est des acteurs. Ensuite, oui, c'est des morts, mais ils ont été sortis des morgues par les soldats ukrainiens et ils ont été disposés. Parce que, tout ce que je te dis là, c'est des théories qui ont véritablement été proférées par les Russes, par plusieurs organes du gouvernement russe et par leur relais et leurs idiots utiles sur Internet dans les heures et les jours qui ont suivi le massacre de Boutcha. Une atrocité, d'ailleurs, à l'exception des guerres en ex-Yougoslavie, sur le continent européen, les derniers qui avaient fait ça, en tout cas, sur une échelle pareille que ce que font les Russes, c'était les nazis. Donc, juste pour restituer un peu l'ampleur de l'horreur, il s'est abattu sur la ville de Boutcha. Donc, on te dit d'abord que ce sont des acteurs. Ensuite, tu te dis, oui, c'est bien des corps, mais en fait, ils étaient à la morgue. Et

ensuite, ça, ça, ça et ça. Et au final, au bout d'un moment, le but, c'est pas de te convaincre que la première version n'est vraie ou que la deuxième ou que la troisième n'est vraie, c'est juste de saper la confiance du public dans n'importe quelle information. Et que tout... Il y a même une sorte de phrase en russe qui est devenue un mème, c'est « tout n'est pas si simple, tout n'est pas si simple qu'il y paraît ». C'est devenu un mème de la propagande, la propagande russe. C'est, comment dire, dès qu'il se passe quelque chose, les russes me disent « voilà, tout n'est pas si simple qu'il n'y paraît ». Par conséquent, lorsque tu es un journaliste sur le terrain et que tu es en train de sortir des informations comme ça et que tu sais que ta version des faits, quand bien même elle est reliée par, quand même, je sais pas, un groupe médiatique qui est important comme les Échos, la Libre de Belgique, elle est déjà en compétition sur le marché de l'information, sur les réseaux sociaux, avec une centaine de théories pour certaines farfelues et juste débiles parce que les gens sont cons et que beaucoup de gens sont juste débiles. Ils vont juste dire des conneries parce qu'ils sont cons. C'est un fait, malheureusement, c'est de la nature humaine. Il y a beaucoup de gens, c'est des débiles profonds. On y verrait. Et ensuite, il y a véritablement des acteurs malicieux comme des gouvernements qui vont tenter de manipuler les informations, de diffuser des fake news parce que, eux, ça les desserre d'un point de vue de communication. Effectivement, si on dit que ton armée a massacré 450 civils innocents et beaucoup, d'ailleurs, avaient les pieds et les poings liés, ont été exécutés d'une balle à l'arrière de la tête, ouais, c'est pas top. Côté PR, on s'en serait bien passé. Et par conséquent, toi, en tant que journaliste, t'es censé combattre ça, arriver à diffuser la véritable réalité des faits, et à pas te laisser aussi, en plus, influencer d'un côté comme de l'autre par ce qui peut être dit sur les réseaux sociaux. C'est pour ça que les journalistes, moi, j'admire les journalistes qui n'ont pas de compte Twitter. Mais si je pouvais le faire, je le ferais. Et quand je dis que je les admire, c'est vraiment pas ironique. Ils ne s'empoisonnent pas le cerveau avec les conneries qui sont racontées sur les réseaux sociaux. Ils le font peut-être sur Instagram ou sur Facebook, mais Twitter, en particulier depuis le rachat par Elon Musk, c'est véritablement une poubelle. Et par conséquent, même un journaliste peut se retrouver influencé par ça. Donc c'est très difficile de lutter contre les fake news. C'est difficile à l'échelle des médias de lutter contre ça. Il suffit de voir que maintenant, on a ce qu'on appelle, c'est par exemple l'IBA check news, je crois. Ensuite, tu as l'AFP, ils ont un service où ils vont débunker les fake news et tout comme ça. Et au final, en fait, le problème, c'est que les gens qui sont déjà convaincus que les médias mentent et qui sont aux mains, je sais pas, des juifs, des gauchistes, de ceci, de cela, ils te diront le fait que vous débunquez, ça prouve encore plus notre théorie. Parce que si vous ressentez le besoin d'essayer de nous convaincre encore plus, ça veut dire que vous êtes véritablement vendu aux

mains de George Soros. Au bout d'un moment, qu'est-ce que tu veux faire ? Par conséquent, je pense que c'est pas nouveau, mais ce genre de problématique, ça s'est accéléré avec les nouveaux médias, avec les réseaux sociaux. Et avec les nouvelles technologies. Malheureusement, tu fais de ton mieux, voilà. Pour faire très court, la réponse à ta question, c'est tu fais de ton mieux.

L : D'accord, merci. Est-ce que toi, en tant que français européen en Ukraine immigré, est-ce que tu as toujours été bien accueilli dans ton travail journalistique ? Est-ce que ça, justement, parce qu'on parle de la confiance et ça m'a fait penser à ça, est-ce qu'il n'y a pas eu une réticence à te parler ouvertement, à avoir une bonne vision de ton travail, même là-bas ? Il y a aussi cette vision du journaliste fouille-merde et qui ne sera pas... Désolé pour l'expression, mais...

G : C'est une très bonne expression. Moi, d'ailleurs, j'aime beaucoup. J'aime beaucoup cette idée. À la rigueur, je devrais mettre ça sur mes cartes de visite à l'avenir. C'est une bonne question. Alors, la première, je vais diviser ça en deux parties, parce qu'il y en a une pour répondre de manière très générale. Non, non seulement j'ai jamais eu de problème, mais je dirais même plus. Comme journaliste étranger, tu as un a priori positif de la part des Ukrainiens. De la société ukrainienne, tu débarques en tant que journaliste étranger. Oh, oh ! Monsieur le journaliste français ! Au contraire, très souvent, ça m'est encore arrivé il y a quelques jours, je rencontre une équipe qui fait du monitoring, qui analyse, qui effectue des prélèvements, des analyses du niveau de radiation dans les communes qui sont situées pas très loin de la centrale nucléaire de Zaporijia, qui est occupée par les Russes. C'est la plus grande centrale nucléaire d'Europe, pour s'assurer qu'il n'y ait pas d'accident et que ces conséquences russes ne la fassent pas exploser. Les Ukrainiens surveillent en permanence le niveau de radiation pour voir s'il n'y a pas potentiellement une fuite ou un problème. Et donc, je vais là-bas avec mon collègue Emile Hiltonborg, Danois, il prend des photos, moi je fais des interviews comme ça. Et pendant que nous, on est en train de bosser, eux sont en train de prendre des photos de nous, et après, ils ont été le centre de monitoring, qui dépend du conseil régional de Zaporijia. Ensuite, il fait un post sur Facebook en disant les médias internationaux s'intéressent à notre travail, nous avons eu un correspondant du Washington Times et du Danemark, en foutant des photos de nous, en train de bosser, en disant genre, en mode, voilà, ils viennent reconnaître la qualité de notre travail, si cela. Donc, au contraire, en Ukraine, tu bénéficies, comment dire... Un ami ukrainien, qui est un analyste bancaire ici, me disait, l'Ukraine, c'est le pays le plus au nord du sud global. À comprendre qu'en gros, il a pris son propre pays, un pays du tiers-monde, et par conséquent, il

y a toujours cette différence entre l'Europe de l'Ouest et le monde occidental et l'Ukraine, dans le sens où ça reste très respecté, voire vénéré. Quand tu débarques et que tu dis que tu es un journaliste qui travaille pour un média américain, les portes s'ouvrent. Et d'ailleurs, même, et là, c'est un gros problème avec le gouvernement de Volodymyr Zelensky, Zelensky qui est excellent lorsqu'il s'agit de communiquer, et qui a été particulièrement bon dans la communication avec les médias étrangers, et qui a su faire pression sur tel ou tel gouvernement pour obtenir de l'aide pour l'Ukraine, ce qui est parfaitement légitime, c'est tout à fait, non seulement, c'est son droit, mais en plus, c'est son rôle, le rôle qui, j'estime, il a joué en ce temps de guerre. Il n'a pas donné une seule interview à un média ukrainien depuis plus d'un an et demi, je crois. Alors que, dans un pays, son pays est en guerre, il y a des mesures très impopulaires, comme la mobilisation, il y a des problèmes, il y a des questions sur la corruption, sur ceci, sur ça, ou autre, il n'a pas répondu aux questions d'un journaliste ukrainien depuis un an et demi. C'est-à-dire, à quel point nous sommes considérés, nous, les journalistes occidentaux et étrangers, et à quel point les journalistes ukrainiens sont déconsidérés. Ça, c'est la première chose, généralement, tu sors de ta carte de visite, et je ne te cache pas que même moi, je joue là-dessus, ma carte de visite, elle n'est pas marquée Les Échos, elle n'est pas marquée La Libre Belgique, elle est marquée le Washington Times, parce que tu sors ça. Les Ukrainiens, comme beaucoup de gens, ils n'ont pas nécessairement la connaissance parfaite du panorama médiatique américain, donc ils entendent Washington Times, ils pensent soit Washington Post, soit New York Times. Sauf qu'en fait, non, non, non, les gars, là, on ne parle pas du tout du même média ou du même type. Je bosse pour un journal conservateur qui est aux mains du fondateur de la secte des Moons, en Corée du Sud, c'est pas des conneries, d'ailleurs. Bref, indépendamment du journalisme que je fais, que j'estime être bon, et je trouve que les éditeurs à la section internationale du Washington Times, il faut vraiment faire la distinction entre leur couverture internationale, qui est excellente, et leur couverture domestique, où apparemment, le plus gros problème que les États-Unis ont, c'est les personnes transgenres. Apparemment. C'est pas mon avis, mais bref. Par contre, et là, je pense que c'est quelque chose que tous les journalistes ont rencontré en Ukraine, qui ont couvert la guerre, qu'ils soient ukrainiens ou étrangers, c'est arrivé énormément de fois de rencontrer de l'hostilité, plus ou moins dissimulée, dans les villes situées le long de la ligne de front, ou directement prises dans les combats, parce que, le nombre de fois où j'ai entendu, « vous les journalistes, vous venez, et quelques minutes ou quelques heures après, on nous bombarde ». En gros, on attribue la présence de journalistes la responsabilité du fait que le quartier, ou la ville, ou l'endroit, soit ensuite bombardé. Tout d'abord, ça pose la première question. Ça veut dire que si c'est notre présence qui fait que vous

êtes bombardés ensuite, ça pose la question des standards éthiques de l'armée russe. Ça veut déjà dire que, de base, l'armée russe vise spécifiquement les journalistes. Je n'ai pas besoin de réitérer que c'est, évidemment, un crime de guerre. Secondo, j'ai entendu cette citation venant de personnes qui habitaient à Tchassiv Yar. Tchassiv Yar, c'était une ville de 17 000 habitants. La dernière fois où je m'y suis rendu, c'était il y a plusieurs mois de ça, il n'y avait déjà plus rien. Il y avait une explosion quasiment toutes les 4 ou 5 secondes. Les russes balançaient des bombes aériennes de 500 kg au-dessus. Il ne restait plus rien de Tchassiv Yar. Pas un seul immeuble intact dans toute la ville. Une ville de 17 à 20 000 habitants. Pas un seul immeuble intact. Et j'ai eu une grand-mère qui nous a dit, oui, mais vous, les journalistes, vous venez, et après, ils nous bombardent. Et je lui ai répondu : « Madame, ils vous bombardent avant qu'on vienne, ils vous bombardent pendant qu'on est là, ils vous bombardent après. Parce que, malheureusement, votre ville est sur la ligne de front et que les russes sont en train d'attaquer. » Par conséquent, je lui ai expliqué aussi gentiment que je pouvais l'être, de la manière la plus sympathique, mais en fait, quelle différence ça fait ? Notre présence ici ne change exactement rien, vous vous faites bombarder la gueule en permanence, par conséquent, oui, il n'y a pas de lien de cause à effet entre notre présence et l'autre. Et ensuite, des fois, tu rencontres de l'hostilité de la part de personnes qui sont pro-russes. Parce que dans ces villes situées le long de la ligne de front, par exemple à Bakhmout, ça m'est arrivé de... On était en train de bosser là-bas, c'était en janvier 2023, dans les premiers jours de janvier 2023, il y avait déjà des combats dans les rues de Bakhmout, on entendait des tirs d'armes automatiques, généralement c'est pas bon signe, parce que lorsque tu entends des obus, bon ça c'est la nature de la guerre, lorsque tu entends des tirs d'armes automatiques qui sont d'une portée bien plus faible, ça veut dire que les combats sont vraiment très proches, notamment dans les rues de Bakhmout, et lorsqu'on est retourné à la bagnole un moment pour repartir, on avait regardé la voiture et on a vu que quelqu'un a essayé de bloquer notre voiture avec l'intention de foutre un pneu dessous, juste pour bloquer la voiture, pour nous empêcher de repartir. La raison, c'est que malheureusement, dans une ville comme Bakhmout, qui faisait, je sais pas, 50 000 ou 60 000 habitants, peut-être un peu plus que ça, vous avez peut-être 5% de la population qui est pro-russe, mais ce sont ces 5%-là qui vont rester jusqu'au dernier moment, puisque forcément eux attendent l'arrivée des russes comme des libérateurs. Tous les gens qui sont pro-ukrainiens sont déjà partis, mais donc ça veut dire que les dernières personnes que vous allez rencontrer dans ces villes le long de la ligne de front, certains d'entre eux attendent les russes, attendent les russes comme des libérateurs, et ils vous considèrent, vous comme journaliste occidental, comme, si ce n'est un ennemi, au moins un allié de leur ennemi, à savoir les ukrainiens. Donc là, on peut rencontrer de l'hostilité, mais c'est

plus lié à la nature de la guerre ici, et de la guerre généralement, le fait qu'il y ait des gens qui aient des sympathies pour le camp adverse, et qui par conséquent attendent, et donc vous, comme journaliste occidental, vous êtes vu comme un ennemi. Mais généralement, les aprioris sont très positifs en Ukraine, quand vous dites que vous êtes journaliste français, ou américain, ou anglais, ou belge, ou autre.

L : D'accord, merci. On arrive tout doucement à la fin de mes nombreuses questions. Si tu devais donner l'anecdote qui t'a le plus marquée dans toute cette guerre, depuis que tu es journaliste de guerre par défaut presque, laquelle ce serait ?

G : C'est une bonne question. Comme tu peux l'imaginer, au bout de plus de 2 ans et demi de guerre, de haute intensité, les anecdotes, c'est pas ce qui manque. Disons que ça va être 2 anecdotes en une. Lorsque je suis allé travailler à Tchernihiv, c'est une ville... Tu vois, Kiev est ici. Et Tchernihiv, qui est là, au nord-est de Kiev, située pas très très loin de la frontière avec le Belarus. Et durant les premières semaines de l'invasion, les Russes ont encerclé Tchernihiv, ont assiégé la ville, mais n'ont pas pris la ville. Et ils ont essayé de descendre vers Kiev. Et malheureusement... Oh, malheureusement ! Heureusement, ils ont été ralentis du côté de Tchernihiv. Mais ils ont assiégé la ville. Pendant des semaines, les gens là-bas ont été privés d'accès à l'électricité, au gaz, à l'eau courante. Février 2022, donc forcément l'hiver. L'hiver en Ukraine, ça peut descendre jusqu'à  $-30^{\circ}\text{C}$ ,  $-40^{\circ}\text{C}$ . Alors bon, là, il faisait pas froid pour là, mais il fait quand même  $2^{\circ}\text{C}$  ou  $3^{\circ}\text{C}$ . Donc ces gens-là ont été privés de tout pendant des semaines. On m'a raconté... J'avais parlé des gens... On s'est rendus à Tchernihiv même dans les premiers jours après la libération, après le siège. Je m'y suis rendu comme journaliste. Mais en fait, je bossais avec 2 collègues et amis. Et on a organisé des livraisons d'aide humanitaire. On a juste amené de la bouffe et de l'eau, en fait, parce qu'un siège venait d'être levé et que juste débarquer avec notre abat en photo, ça nous semblait un peu inhumain. Et là, pour le coup, certains vous diront que c'est pas très bien d'un point de vue de l'éthique journalistique. Et moi, je leur dirais d'aller se faire foutre. Mais bref. Donc on se rend à Tchernihiv. Et en fait, on a bossé là-bas. On a fait nos livraisons d'aide humanitaire. Et au bout d'un moment, on s'est rendus dans les quartiers nord de la ville, donc qui étaient les plus exposés, puisque ce sont ceux qui font directement face à l'arrivée des Russes par le nord, par le Belarus. Et en fait, techniquement, on est toujours dans les limites de la ville. Mais ça ressemble déjà à un petit village. C'est des petites rues avec des petites maisons de campagne, si tu veux. Mais techniquement, t'es même pas sorti de la ville encore. C'est juste une sorte de banlieue résidentielle, mais qui fait très, on

dirait, un village. Bref. Et toutes les maisons sont défoncées. Toutes. Toutes explosées, réduites à néant. Il reste quasiment rien. Il y a une sorte de petit sous-bois derrière qui ressemble à un paysage de Verdun, de la Somme ou de Passchendaele durant la Première Guerre mondiale. Tous les arbres ont été éventrés par les obus. Et on essaie de garer la voiture, de descendre et de voir si on peut trouver des gens qui sont encore vivants pour leur parler. Et on voit un monsieur qui est en train de mettre des choses dans sa voiture, devant sa maison, qui est pas mal endommagée. Et on lui demande comment il va. Et il nous répond « Oh, ça va pas trop mal, sauf que mes deux parents ont été tués ce matin ». Donc, je me suis dit « Ok, c'est très difficile de resituer à quel point c'est choquant d'entendre ça vraiment sur le tour de la conversation. Vous demanderiez à n'importe quelle personne dans un village français « Oh, ça va, je sais pas, une de mes poules est morte ce matin ». Et lui, visiblement sous le choc et visiblement épuisé et éreinté après des semaines d'horreur absolue, de bombardement, de peur, de mort, de destruction, il nous dit « Ça va pas trop mal, mes deux parents sont morts. » En fait, un obus s'est abattu sur leur maison ce matin-là. Il nous l'explique après. Et on parle un peu avec ce monsieur-là. Et ensuite, on arrive dans une des rues parallèles. Là encore, toutes les maisons sont complètement dévastées. Il ne reste plus rien. Et Dima, un journaliste bélarusse avec lequel je bossais à ce moment-là, voit qu'il y a un groupe de 2 ou 3 personnes, dont une femme, qui sont en train de... Je crois qu'ils sont en train de préparer à manger. Mais ils préparent à manger dans les ruines de leur maison, dans le jardin. Parce que ce qui a dû être le jardin, j'imagine, s'est recouvert de briques défoncées, de parpaings explosés, de morceaux de verre, de ceci, de cela. C'est difficile de déterminer où commençait la maison et où commençait le jardin, puisqu'en fait, tout est détruit. Et ils sont en train de préparer à manger en plein air. Et Dima commence à parler. Et Lena, la femme et la propriétaire des lieux, nous invite à manger. Elle nous invite à manger le borsh, la soupe traditionnelle ukrainienne, qu'elle a préparé sur un feu de bois. Et donc, on s'installe sur des chaises en plastique de camping. Et tout autour de nous, c'est juste les ruines de ce qu'a été sa maison sur 2 étages, qu'elle a construit de ses mains avec son mari, où ils ont élevé leurs 2 enfants, où ils ont passé 30 ou 40 ans de vie commune heureuse. Et elle a plus rien. Elle lui reste absolument rien. Mais elle nous voit arriver. Il est vers 13h ou 14h. Et du coup, elle dit qu'on ne va pas passer à table. On commence à parler. Ils se disent qu'on ne va pas passer à table sans les inviter à bouffer. Et donc, elle nous invite à manger. Et on s'assoit. Et on mange un excellent borsh, d'ailleurs absolument délicieux, au milieu des ruines de ce qu'était sa maison, de ce qu'était son quartier, de ce qu'était toute sa vie. Tout est dévasté. Et quand même, elle ne va pas nous laisser repartir dans notre vie. Et ça, pour moi, c'était la

plus belle illustration de l'Ukraine et des Ukrainiens que j'ai pu trouver. Donc, c'est 2 anecdotes en 1. Mais je dirais que celle-ci était particulièrement marquante.

L : Donc là, clairement, la guerre t'a changé, a changé tes pratiques aussi journalistiques, je suppose, sur plein de choses, surtout par la jeunesse aussi. Les choses que tu espérais du journalisme, à mon avis, ça a dû énormément changer. Moi, j'aimerais savoir à quel point. Qu'est-ce que tu en retires ? Si c'est d'un point de vue personnel, d'un point de vue journalistique, les deux. Toi, en tant que personne, en tant que journaliste.

G : C'est difficile à dire. Là, pour le coup, j'estime que ça serait sans doute... La question serait mieux posée à mes proches, puisque eux peuvent voir souvent... Tu sais, c'est comme on se sent pas vieillir dans le sens où tu te prends quand tu as 16 ans et ensuite tu te prends quand tu as 18 ans. Toi, tu vois pas nécessairement la différence, mais en fait, c'est juste lorsque tu prends du recul et lorsque les gens, eux, la voient. Je suis... Comment dire ? D'un point de vue purement personnel, je dirais que je suis un peu... Comment dire ? Un peu moins intransigent. Et là, c'est un truc tout con, mais d'un point de vue politique, dans le sens où quand j'étais encore à l'école de journalisme, j'étais... J'ai toujours été très engagé politiquement. Je faisais pas mystère de mes idées, à savoir très à gauche, à l'ultra-gauche, comme dit notre ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin. Et j'avais un côté très intransigent, en mode, oui, je pense que Robespierre n'a rien fait de mal, oui, mais quand même, la guillotine, de temps en temps, ça ferait pas de mal. Là, maintenant, je suis un peu plus conciliant. En gros, parce que l'intransigeance en politique, malheureusement, j'en vois un peu les résultats. Les conséquences finies et l'aboutissement d'une idéologie poussée jusqu'à son paroxysme, je la vois lorsque je bosse ici en Ukraine, à savoir là, pour le coup, c'est l'extrême-droite, l'irréductibilisme et l'impérialisme russe. Mais n'importe quelle idéologie poussée à l'extrême, tout à l'heure, finit par mener, malheureusement, à des charniers. Donc ça, c'est sans doute un effet auquel je ne m'attendais absolument pas. Deuxièmement, c'est que je suis un peu blasé, dans le sens où des fois, j'entends ce qui se passe en France et pour parler poliment, je n'en ai rien à foutre. Nos problèmes, là-bas, me paraissent tellement petits, tellement insignifiants, et pas juste petits, mais mesquins. La mesquinerie de la société française et la manière dont elle se déchire, c'est un truc complètement débile, des conneries, on s'en fout. Et on me parle de machin, des Olympiques, des Jeux Olympiques, je n'en ai rien à foutre des Jeux Olympiques. Vraiment, ça te donne un recul, et malheureusement, ce recul, occasionnellement, peut verser dans le cynisme. J'en étais déjà coupable avant, mais je pense que vous le savez encore plus maintenant. Ça ne s'étend pas

non plus jusqu'à mes amis, c'est-à-dire que lorsque mes amis me parlent de leurs problèmes du quotidien en France, ça m'intéresse quand même. Je ne vais pas leur dire en mode « je n'en ai rien à foutre de tes problèmes, moi, j'ai mes fenêtres qui ont pété à cause d'un missile balistique ». Mais par contre, sur des questions plus d'ordre, les grands sujets, par exemple, lorsqu'on dit en France « qu'est-ce que tu penses de ça ou de ça ? », je n'en ai rien à branler. Je vais être direct avec vous, je n'en ai rien à foutre. Ça, c'est une chose. Pratique journalistique, je suis beaucoup mieux préparé. Je ne me pointe pas à une interview sans avoir deux blocs-notes, quatre stylos, sans avoir vérifié que mon téléphone était branché, des trucs comme ça, parce qu'on ne peut pas se permettre de débarquer, mettons, à Bakhmout et de prendre des risques conséquents pour votre vie et la vie des journalistes et des soldats avec lesquels vous bossez, et de rendre compte que « ah merde, en fait, il n'y a plus d'espace sur mon disque, sur le téléphone, je ne peux pas prendre de vidéo ». Donc ça, c'est le genre de choses que, je pense, dans la pratique journalistique, généralement, tu finis par acquérir, c'est juste de l'expérience. Mais là, c'est sûr que, dans un contexte pareil, c'est une expérience accélérée, disons. Donc ça t'incite à faire moins d'erreurs. Et pour conclure, et là, je pense que ce n'est pas très satisfaisant comme réponse, mais je me sens plus vieux. Je me sens beaucoup, beaucoup, beaucoup plus vieux. Je regarde même d'un côté physique. Bon, aujourd'hui, ce n'est pas une bonne illustration, parce que faut vraiment que j'aille chez le coiffeur et que je me rase aussi. Mais je vois des vidéos de moi, des photos de moi au début de l'invasion en 2022, et c'était il n'y a que 2 ans, 2 ans et demi. Et ce n'est pas juste physique, mais j'ai l'impression de voir un gosse. Et maintenant, je me vois là, et j'ai juste l'impression d'avoir vieilli de 10 ou 15 ans en l'espace de 2 ans. Et je ne sais pas si c'est une bonne chose ou une mauvaise chose, mais c'est juste un fait. Je ne suis clairement pas la même personne.

L : D'accord, merci. Est-ce que tu as envie peut-être d'ajouter quelque chose par rapport peut-être à la question qui était ma question de recherche ou peut-être par rapport à tout ce qu'on a discuté ?

G : Je pense que je vais réitérer. À mon avis, le point le plus important, je vais réitérer. De toute façon, c'est la nature de ton mémoire, c'est la raison pour laquelle tu essaies de rassembler différents témoignages. C'est très important de répéter que ce ne sont que mes expériences personnelles, que ça ne s'applique pas à tout le monde, et qu'une personne, un autre, quelqu'un d'autre que Guillaume, placé exactement dans les mêmes circonstances, dans le même... bossant pour les mêmes médias ou autres, n'aurait pas nécessairement réagi de la même manière,

n'aurait pas nécessairement les mêmes points de vue. Tout ce que je fais et tout ce que je suis ici, c'est quand même informé par mes propres biais ou autres. Et par contre, par mes propres biais... Donc c'est difficile. Je tire des leçons. Et j'essaie de pas trop... Comment dire ? Me poser en donneur de leçons, parce que je sais que mon expérience est très différente de celle d'un autre journaliste. Et c'est très important de se rendre compte qu'il y a autant de manières de faire du journalisme, c'est un peu une sorte de lien commun, mais c'est vrai, à mon sens, il y a autant de manières de faire du journalisme que de journalistes. Mais il y a quand même des grands préceptes, à mon sens, qu'il faut suivre, à savoir celui de l'honnêteté, de la rigueur, de la vérification des sources, ce genre de choses-là. Ça, c'est impératif de le faire. Mais... Voilà. Ça, c'est la première chose. Donc premier disclaimer. Ce n'est que mon expérience. Il faut pas trop en tirer des leçons pour tout le monde. (Et deuxième chose, et très important de le répéter encore une fois, l'objectivité journalistique est un leurre. Ce sont des bêtises. Et les gens qui vont me dire que je suis biaisé parce que mes propositions sont pro-ukrainiennes, par exemple, ou pro-palestiniennes, ou ceci ou cela...Oui, je suis biaisé, je le revendique. Je ne revendique pas être objectif, je revendique être honnête. Et j'aimerais qu'on cesse un peu cette espèce de quête permanente de l'objectivité journalistique en sachant que c'est un ramassé de conneries. Acceptons nos propres biais. Soyons honnêtes au sujet de nos biais. Et tout simplement, il faut aussi reconnaître que certains biais, objectivement, si tu es pro-Ukraine et pro-Palestine, à mon sens, tu es pro-humanité. L'idée que des gens innocents se fassent massacrer sur la base de leur nationalité ou de leur religion ou autre... Être pro-LGBT, par exemple, ce n'est pas être idéologique. Pour moi, c'est être un être humain normal qui estime qu'on n'a pas à persécuter les gens sur la base de leur orientation sexuelle ou sur leur nature de genre. Et donc je pense aussi qu'il faut chacun qu'on admette nos propres biais aussi. Mais quand quelqu'un est une merde, il faut dire que quelqu'un est une merde. Et Vladimir Poutine est une merde. Voilà.

L : Je ne manquerai pas de le souligner.

G : C'est un mot de la fin un peu épicé, disons. Mais bon, écoute...

L : Non, j'aime beaucoup. J'apprécie. Je partage aussi, même si ça, je ne le mettrai pas trop parce que je n'ai pas trop le droit de le dire à l'université. Mais voilà.

G : Eh bien écoute, j'espère que j'ai pu répondre à tes questions et que je n'ai pas dit trop de bêtises. Et si tu as besoin à l'avenir, évidemment, n'hésite pas. Tu as mon numéro, tu as mon

adresse e-mail. N'hésite pas. Fais-moi signe, ça a été un plaisir d'avoir cette conversation avec toi.